

CONSEIL MUNICIPAL

Législature 2020 – 2025

Procès-verbal

de la séance du mardi 21 décembre 2021 à 20h30

M. Jean-Pierre TOMBOLA,
Président

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 21 décembre 2021
20h30 - Salle d'Avanchet-Salève, aux Avanchets

2020 - 2025
15

PROCÈS-VERBAL

Présents	M. Jean-Pierre TOMBOLA, Président, Mme Vida AHMARI, M. Fabrice AMBERT, M. François AMBROSIO, M. Claude ANGELOZ, M. Nicolas AUBERT, Mme Sophie BOBILLIER, Mme Gladys Acosta BRANDRUP, M. Cédric BRINER, M. Gilles-Olivier BRON, Mme Mélina BUNTSCU, M. Serge BURNIER, Mme Sylviane COVER, Mme Céline FORNEY, Mme Anabela FRAGA, M. Wahba GHALY, M. Manuel GOMES DE ALMEIDA, Mme Diane GRABER, M. Thibaut JOTTERAND, Mme Barbara LANZILAO, M. Yves MAGNIN, M. Pablo MARIN, M. Johan MARTENS, M. Rinor METUSHI, Mme Leila MÜLLER, M. Howard NOBS, M. Daniel NOËL, Mme Marie-Rose PEREZ-MILANO, M. Michel RENAUD, M. Christophe RUSSI, Mme Elisabeth SANTI, Mme Esther SCHAUFELBERGER, Mme Eylem TAS POLAT, Conseillers municipaux
Excusés	M. Thierry CERUTTI, Mme Anne COMPAGNON KAUFMANN, Mme Lucia DAHLAB et Mme Ana ROCH, Conseillers municipaux
Assistent	M. Mathias BUSCHBECK, Maire, M. Gian-Reto AGRAMUNT et M. Martin STAUB, Conseillers administratifs, M. Michel BUERGISSE, Secrétaire général, Mmes Marie-Christine HASSLER-BEZZOLI et Nastassia LECOCQ, secrétaires

Ordre du jour

SÉANCE PUBLIQUE : 20H30	3
1. PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 NOVEMBRE 2021	3
2. COMMUNICATIONS DU BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL	4
3. COMMUNICATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF	5
4. RAPPORTS DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ADMINISTRATION	8
4.A) CRÉDIT DE CHF 1'158'700.00 DESTINÉ AU VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION AU FONDS INTERCOMMUNAL POUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN (FIDU) POUR L'ANNÉE 2022 (DA 129 – 21.11) (M. JOTTERAND, RAPPORTEUR)	8
4.B) FIXATION DU MONTANT MINIMUM DE LA TAXE PROFESSIONNELLE COMMUNALE POUR L'ANNÉE 2022 (DA 130 – 21.11) (M. JOTTERAND, RAPPORTEUR)	22
4.C) BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2022, TAUX DES CENTIMES ADDITIONNELS ET AUTORISATION D'EMPRUNTER (DA 131 – 21.11) (M. JOTTERAND, RAPPORTEUR)	24
5. RAPPORTS DE LA COMMISSION SOCIALE, JEUNESSE ET ENFANCE	50
5.A) ATTRIBUTION DE L'AIDE HUMANITAIRE 2021 (MME LANZILAO, RAPPORTEUSE D'INFORMATION)	50
5.B) ATTRIBUTION DU SOLDE DE L'AIDE HUMANITAIRE 2021 (MME SANTI, RAPPORTEUSE D'INFORMATION)	52
6. RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MOBILITÉ	55
6.A) POUR LA 1ÈRE CARTE JUNIOR OFFERTE (M124 – 21.10) (M. MARTENS, RAPPORTEUR)	55
7. PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL	60
8. PÉTITIONS	60
9. PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF	61
9.A) CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE EN FAVEUR DE LA FONDATION DES MAISONS COMMUNALES DE VERNIER (FMCV), EN VUE DU RENOUVELLEMENT D'UN EMPRUNT ARRIVANT À ÉCHÉANCE (DA 139 – 21.12)	61
9.B) OCTROI D'UN PRÉFINANCEMENT DE CHF 901'776.00 TTC DESTINÉ À LA RÉALISATION D'UN PARC PUBLIC ET D'UN RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT (COLLECTIF PRIVÉ) DANS LE CADRE DU PLQ 29'847 SITUÉ ENTRE LA ROUTE DE VERNIER ET LES VOIES CFF (DA 140 – 21.12)	61

10.	PROPOSITIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF	62
11.	MOTIONS	62
11.A)	RECHERCHE DE LIEUX OÙ TRAVAILLER (MME SANTI ET M. JOTTERAND) (M 141- 21.12)	62
11.B)	LE MENTORAT, UN INSTRUMENT ESSENTIEL DE SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE (M. GHALY ET MME BRANDRUP) (M 142 – 21.12)	63
11.C)	RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA MOTION M 096 – 21.04 « QUELS SONT LES RISQUES LIÉS AUX CITERNES À VERNIER ? » (M 096 A – 21.12)	66
11.D)	RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA MOTION M 107 – 21.05 « PROTÉGEONS LES PIÉTONS DES DANGERS DE LA CIRCULATION SAUVAGE SUR LES TROTTOIRS » (M 107 A – 21.12)	68
12.	RÉSOLUTIONS	72
12.A)	CONFÉRENCE SUR LA CRISE CLIMATIQUE (M. BRINER, MMES BOBILLIER, COMPAGNON KAUFMANN, DAHLAB, LANZILAO, SCHAUFELBERGER ET M. AUBERT) (R 143 – 21.12)	72
13.	INTERPELLATIONS	76
14.	QUESTIONS ÉCRITES	77
14.A)	WINDOWS 11 & MSOFFICE DANS NOTRE ADMINISTRATION (M. BRINER, MME BOBILLIER, M. AMBROSIO) (QE 144 – 21.12)	77
14.B)	RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA QUESTION ÉCRITE QE 134 – 21.11 « LETTRES DU CIMETIÈRE » (QE 134 A – 21.12)	77
15.	QUESTIONS ORALES	79

SÉANCE PUBLIQUE : 20H30

La séance publique est ouverte sous la présidence de M. Jean-Pierre TOMBOLA.

M. TOMBOLA, Président : merci de prendre vos places s'il vous plaît.

Monsieur le Maire, Messieurs les Conseillers administratifs, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers municipaux, la représentante de la presse, Mme MONFRINI, M. BILLETER, seul membre du public, c'est avec plaisir que j'ouvre cette séance du 21 décembre 2021, la dernière de l'année. J'espère que nous arriverons au bout de notre ordre du jour.

J'invite donc chacune et chacun, dans vos interventions, d'être précis et surtout de ne pas revenir sur les débats de la commission, afin que nous nous concentrons sur les objets inscrits à l'ordre du jour.

Je rappelle les consignes COVID : le port du masque est obligatoire durant toute la séance. Par ailleurs, pour des raisons sanitaires, le bri de la marmite de l'Escalade n'aura pas lieu. C'est pour cela que nous avons opté pour une petite marmite déposée devant vous, que vous pourrez déguster à la fin de la séance, voire l'emporter chez vous.

Y a-t-il des excusé-e-s ? Mme BUNTSCHU.

Mme BUNTSCHU : Mmes COMPAGNON KAUFMANN et DAHLAB.

M. TOMBOLA, Président : Mmes COMPAGNON KAUFMANN et DAHLAB sont excusées.

Y a-t-il d'autres excusé-e-s ? M. BRON.

M. METUSHI viendra avec du retard. Merci beaucoup.

Nous passons au point 1) de l'ordre du jour.

1. PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 NOVEMBRE 2021

M. TOMBOLA, Président : ce procès-verbal est disponible du CMNET.

Y a-t-il des observations par rapport à ce procès-verbal ? Si ce n'est pas le cas, je vous demande de l'approuver en levant la main.

Le procès-verbal de la séance du 16 novembre 2021 est accepté par 31 OUI, soit à l'unanimité.

M. TOMBOLA, Président : nous passons au point 2) de l'ordre du jour.

2. COMMUNICATIONS DU BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL

M. TOMBOLA, Président : nous avons reçu le courrier du Syndicat des services publics Genève, SSP Genève, auquel était jointe une résolution du personnel qui est sous contrat de la FASe. J'ai envoyé un accusé de réception audit syndicat.

Nous avons toutes et tous reçu par courriel le procès-verbal d'entrée en force de la décision prise lors de l'Assemblée générale de l'Association des communes genevoise (ACG) du 15 septembre dernier.

Nous avons toutes et tous reçu le courrier de l'Association CONVIVE pour un environnement construit vivant et vert, faisant part du bilan de leurs travaux, leurs projets et leurs souhaits de soutien. Le même courrier a été adressé au Conseil administratif.

Nous avons reçu le courrier des voisins signataires des chemins de la Greube et du Devancet auquel était jointe copie de leur lettre au Conseil administratif en lien avec le préavis communal concernant la demande d'autorisation de construire, avec dérogation de densification accrue au chemin du Devancet 13 (DD 316'601/1). J'ai envoyé un accusé de réception aux expéditeurs.

Nous avons reçu la copie de la réponse du Conseil administratif à ces habitants des chemins de la Greube et du Devancet.

Nous avons reçu un courrier de GREEN BEAM Architectes auquel était jointe copie de leur lettre recommandée adressée aux voisins signataires des chemins du Devancet et de la Greube. Un accusé de réception a été envoyé.

Ces courriers et réponses ont été transmis à tous les membres du Bureau afin qu'ils puissent en prendre connaissance.

L'Association des commerçants de Vernier-Village nous a envoyé copie des courriers adressés les 21 octobre et 30 novembre derniers à M. BUSCHBECK, Maire, relatifs à la modification et à la réadaptation de la circulation de la rue du Village. Un accusé de réception a été envoyé à cette association.

Nous avons toutes et tous reçu le courriel de M. BUERGISSER, Secrétaire général, informant que, outre lors des séances du Conseil municipal, le port du masque est obligatoire également en commission.

Nous avons toutes et tous reçu une invitation à la présentation du rapport annuel des sapeurs-pompiers de Vernier, le 14 janvier 2022. Je m'y rendrai, ainsi que M. BRON.

Nous avons reçu le courrier de VOXIA communication proposant ses services en cas de cyberattaque. Un courrier similaire sera adressé au Conseil administratif, si ce n'est déjà fait.

Nous avons reçu le courrier de la Fondation pour l'économie et le développement durable des régions d'Europe (FEDRE) auquel était joint un exemplaire de leur magazine « L'EXTENSION ».

Nous avons également reçu des cartes de vœux pour le nouvel An ; celle du Conseil de paroisse de Vernier, de la Gérance centrale COGERIM, à laquelle j'ai adressé une lettre de remerciements, la carte de vœux de M. Thierry APOTHELOZ, Conseiller d'État en charge de la cohésion sociale, celle du comité de la Fédération suisse de gymnastique (FSG Aïre-Le Lignon), de la Deutsche Schule Genf, l'École allemande.

J'ai adressé un courriel de remerciements au directeur de l'établissement scolaire d'Avanchet-Salève pour la mise à disposition de la salle en vue de la tenue de la séance plénière de ce soir.

Nous avons toutes et tous reçu le courrier de la Fédération genevoise de coopération auquel était jointe la huitième édition de l'enquête statistique Solidarité Genève-Sud.

Nous avons toutes et tous reçu par courriel le procès-verbal d'entrée en force de la décision prise lors de l'Assemblée générale de l'ACG du 20 octobre 2021.

J'en ai terminé avec les communications du Bureau du Conseil municipal.

Je passe au point 3) de l'ordre du jour.

3. COMMUNICATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

M. TOMBOLA, Président : M. le Maire, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Maire : merci M. le Président.

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères municipales,
Messieurs les Conseillers municipaux,

1 Population et chômage¹

Les dernières données trimestrielles disponibles de l'Office cantonal de la statistique, pour ce qui est de la population, sont celles du mois de septembre 2021. Elles intègrent les premiers arrivants de l'Étang, puisqu'elles recensent 35'508 habitantes et habitants, valeur supérieure de 315 personnes au regard des données de juin 2021. Il s'agit d'un nouveau record puisque le précédent datait de septembre 2017, avec 35'481 habitantes et habitants.

Quant au chômage², la Commune comptait 864 chômeur-euse-s à fin novembre 2021 contre 895 à fin octobre 2021, soit une diminution de 31 personnes.

Ce chiffre, comme de coutume, doit être complété par le nombre de demandeur-euse-s d'emploi non-chômeurs, qui s'élevait à la même période à 489 contre 480 à fin octobre 2021, soit là une augmentation de 9 personnes.

Le nombre total des demandeur-euse-s d'emploi se montait donc à 1'353 à fin novembre 2021 contre 1'375 à fin octobre 2021, soit une diminution de 22 personnes. À noter qu'en variation annuelle, nous observons une baisse des demandeurs d'emplois inscrits de 9.8% (-14.6 % pour les chômeurs inscrits).

2 Covid – appui à la campagne de vaccination et diverses mesures

Au mois de novembre, nous vous avons indiqué que la Commune avait appuyé une initiative cantonale permettant aux Verniolan-e-s de se faire vacciner dans un bus qui s'est déplacé dans les différents quartiers de la Commune. Ce sont plus de 300 personnes qui ont pu avoir accès au vaccin.

¹ Dès mars 2018, la répartition des demandeurs d'emploi en chômeurs et non-chômeurs est modifiée à la suite de l'uniformisation au niveau national de la définition et de la méthode de classification de ces deux sous-groupes dans le système d'information du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Cette modification permet d'améliorer la comparabilité des chiffres cantonaux du chômage. À la suite de ce changement, des demandeurs d'emploi inscrits considérés comme chômeurs auparavant sont comptabilisés comme non-chômeurs, et vice versa. Au total, le changement a induit une baisse du nombre de chômeurs, et son corollaire, une hausse des demandeurs d'emploi non-chômeurs.

² Dès mars 2018, la répartition des demandeurs d'emploi en chômeurs et non-chômeurs est modifiée à la suite de l'uniformisation au niveau national de la définition et de la méthode de classification de ces deux sous-groupes dans le système d'information du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Cette modification permet d'améliorer la comparabilité des chiffres cantonaux du chômage. À la suite de ce changement, des demandeurs d'emploi inscrits considérés comme chômeurs auparavant sont comptabilisés comme non-chômeurs, et vice versa. Au total, le changement a induit une baisse du nombre de chômeurs, et son corollaire, une hausse des demandeurs d'emploi non-chômeurs.

Malheureusement, au regard de la rapidité du développement de la pandémie, novembre semble déjà être un passé lointain. Les mesures prises par le Conseil fédéral et le Conseil d'État ont bien entendu été traduites au niveau communal, parfois même de manière anticipée, par exemple lorsque le Conseil administratif a dû se résoudre à refuser aux services la possibilité d'organiser les moments de convivialité de fin d'année. Si les spectacles et les activités sportives ont pu être poursuivies, de même que les locations de salles, les dernières mesures adoptées sont plus incisives. Dans cette perspective, il a malheureusement annulé les Promotions citoyennes prévue début février 2022.

Nous mesurons bien les difficultés et le désarroi que provoque cette situation. Nous avons tous rêvés d'un Noël 21 différent. La solidarité de notre communauté est mise à rude épreuve. De fait, nous n'avons collectivement pas tenu les lignes qui nous auraient permis de traverser de manière plus sereine ces vagues successives. Mais le moment n'est pas à la division. Chacune et chacun, nous pouvons, par nos comportements quotidiens, contribuer à ralentir la propagation du virus. Chacune et chacun, nous pouvons par notre humanité, qui est aussi celle de Noël, faire en sorte que la maladie ne brise pas notre collectivité.

3 Incendies

Le Lignon a connu de trop nombreuses interventions des pompiers ces dernières semaines. Le Conseil administratif condamne avec la plus forte détermination les actes délictueux qui ont été commis. Il constate que les différents services communaux et cantonaux ont été très présents et ont extrêmement bien collaboré.

Le Conseil administratif observe avec regret qu'un certain nombre d'événements auraient pu être évités si les accès aux locaux avaient été fermés, respectivement si les bons modèles de containers avaient été choisis. Si certains propriétaires se montrent vigilants, force est de constater que tous n'ont pas pris les dispositions nécessaires. Si le cadre juridique ne donne pas de compétences directes au Conseil administratif pour intervenir, il va néanmoins poursuivre son action auprès des propriétaires.

Il va également mener des actions auprès et avec la population sur les thématiques de sécurité dans le cadre d'un programme qui sera développé dès le mois de janvier 2022. C'est ce qu'il a notamment pu partager avec les habitant-e-s dans les contacts qu'il entretient et qu'il a eus tout récemment encore – c'était samedi – dans le quartier à l'occasion de l'inauguration de la patinoire.

4 Une mise à jour nécessaire – le propre ne suffit plus !

Vernier dispose d'un règlement qui a institué en 2012 une commission intitulée « Proprement Vernier ». Le Conseil administratif vient d'adapter ce règlement afin que les missions confiées à la commission en charge, désormais nommée Commission « zéro déchet » soit plus en phase avec les connaissances et les besoins d'aujourd'hui.

5 Ceinture urbaine – le Canton fait évoluer son projet en tenant compte des remarques de Vernier

Après d'intenses discussions et la mise en œuvre d'une expertise tierce, les autorités cantonale et communale ont pu trouver un accord sur la moyenne ceinture. Il concrétise notamment la volonté de ne pas augmenter les charges de trafic sur l'avenue du Pailly et sur la route du Bois-des-Frères, et de réduire les nuisances conformément aux résolutions R 073 A – 21.04 « Non à une nouvelle autoroute à Vernier » et R 066 - 20.12 « Non, Vernier ne doit pas devenir un hub autoroutier ! » votées par votre Conseil. Le Canton a ainsi accepté de mettre en place un régime de 30 km/h la nuit sur l'avenue de l'Ain et l'avenue du Pailly.

Pour sa part, la Commune s'est engagée à faciliter la progression des bus le long de la route du Bois-des-Frères.

Le Conseil administratif ne peut que se réjouir de cet accord.

6 Info TPC (Taxe professionnelle communale)

La soirée d'information organisée par l'Association des communes genevoises (ACG), que nous vous avons annoncée en novembre dernier, a permis aux communes présentes de bien saisir les enjeux de l'IN 183, visant l'abolition de la Taxe professionnelle communale. Elle montre clairement que, sans une révision plus globale de la fiscalité, cette initiative n'est tout simplement pas supportable pour les communes et leurs citoyens. Le transfert de charges, pour l'essentiel des multinationales, vers les habitant-e-s, se traduirait par une augmentation massive des centimes additionnels (presque 12 centimes pour Meyrin, par exemple).

Votre commission des finances se verra prochainement nantie d'informations complémentaires. Nul doute que votre Conseil aura l'occasion d'être ressaisi de cette question.

7 Station d'épuration d'Aïre

Le Conseil administratif a appris en novembre que SIG entendait reconfigurer le site de la station d'épuration d'Aïre. Il a souhaité obtenir des informations complémentaires, lesquelles ont montré qu'il s'agissait d'un projet d'une grande ampleur avec des ambitions environnementales élevées. Il a dès lors indiqué à la direction de SIG que les mérites du projet ne pouvaient en aucun cas justifier que celui-ci soit déposé sans une information préalable à la population. Par ailleurs, le Conseil administratif a rappelé que les nuisances inhérentes à un chantier de cette ampleur devaient faire l'objet d'une analyse poussée pour en minimiser la portée et, cas échéant, pour examiner les mesures compensatoires qui pourraient être produites.

Le Conseil administratif se réjouit de ce que SIG ait entendu ses demandes. Il observe que des amorces de propositions ont déjà été évoquées, démontrant la bonne volonté de l'entreprise. Le Conseil administratif prêterait une attention vigilante à ce dossier et à son évolution.

8 Nouvelle organisation de la Police municipale

Les défis toujours plus nombreux que doit affronter la Police municipale ont conduit le Conseil administratif à réorganiser la Police municipale. Celle-ci va se concentrer sur ses tâches de proximité, les tâches administratives, notamment celles en lien avec les autorisations de manifestations et de procédés de réclame, vont être sorties de son giron. Celles-ci seront transférées à un nouveau service, le Service de l'espace public, qui aura pour mission également de traiter l'ensemble des occupations du domaine public. C'est l'actuel chef du service de la sécurité qui mènera la création et le développement de ce nouveau service.

S'agissant de la Police municipale, pour couvrir ses tâches d'ilotage que Vernier a développées de manière exemplaire, l'organisation sera revue dans le sens d'une hiérarchie plus plate. Le chef de poste, qui sera également chef de service, pourra développer des pôles de compétences avec les APM en dépassant la notion de groupe organisé autour de sous-officiers. Cela permettra d'assurer une présence plus importante sur le terrain de manière plus large et une maîtrise accrue des compétences au sein du corps de police.

Il importe de préciser que cette organisation, qui sera présentée de manière détaillée lors d'une prochaine commission de la sécurité, s'effectue à coûts constants.

9 Les Sapins de la discorde

La volonté de maîtriser les charges a conduit l'administration à diminuer le nombre de sapins de Noël décorés dans la Commune, suscitant de nombreux émois. Il en va des économies comme des projets de logements : nombreux sont ceux qui s'accordent sur le fait qu'ils sont à faire et tous sont d'avis qu'ils doivent se faire ailleurs.

Il en va ainsi de cette histoire de sapins. Mais dans ce cas le Conseil administratif n'entend pas monter sur ses grands rennes : il donnera des instructions pour qu'en 2022 les sapins soient à nouveau au nombre de 14 à porter boules et guirlandes.

M. BUSCHBECK, Maire : M. le Président, j'en ai terminé avec ces communications.

Je vous remercie pour votre attention et vous présente, ainsi qu'à l'ensemble de votre Conseil et à vos proches, nos meilleurs vœux à l'occasion des fêtes de fin d'année.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. le Maire.

Nous passons au point 4) de l'ordre du jour.

4. RAPPORTS DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ADMINISTRATION

4.A) CRÉDIT DE CHF 1'158'700.00 DESTINÉ AU VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION AU FONDS INTERCOMMUNAL POUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN (FIDU) POUR L'ANNÉE 2022 (DA 129 – 21.11) (M. JOTTERAND, RAPPORTEUR)

Rapport de la commission des finances, de l'économie et de l'administration du 23 novembre 2021

Rapporteur : Thibaut JOTTERAND

DA 129 – 21.11 CRÉDIT DE CHF 1'158'700.00 DESTINÉ AU VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION AU FONDS INTERCOMMUNAL POUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN (FIDU) POUR L'ANNÉE 2022

Le Conseiller administratif, M. AGRAMUNT, rappelle la nécessité de cette contribution, en indiquant que la Commune perçoit une somme plus élevée que sa participation.

Aucune question n'est posée par les commissaires.

Vote de la DA 129 – 21.11 :

La DA 129 – 21.11, Crédit de CHF 1'158'700.00 destiné au versement de la contribution au Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU) pour l'année 2022, est acceptée à l'unanimité (3 SOC, 1 VERT.E.S, 1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 1 UDC).

M. TOMBOLA, Président : ce point comporte trois points, les points A), B) et C).

Le Bureau propose que chaque groupe puisse faire une déclaration préalable, s'il le souhaite, avant l'ouverture de ces trois points qui seront traités spécifiquement par la suite.

Je rappelle que nous avons reçu cinq amendements, dont deux sur la même ligne budgétaire. Ces amendements ont été proposés par les groupes UDC, PDC'VERTLIBÉRAUX et l'ALTERNATIVE. Nous y reviendrons au point correspondant de notre ordre du jour.

Après le vote du budget, quels que soient les débats qui auront lieu, les groupes seront également invités à faire une déclaration finale.

Est-ce que des groupes souhaitent s'exprimer dès maintenant ?

M. le Conseiller administratif, vous avez la parole.

M. AGRAMUNT, Conseiller administratif : je vous remercie M. le Président.

Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers municipaux,

Comme vous le savez, le vote d'un budget est un moment particulièrement important dans l'activité politique d'une Commune.

Ce projet de budget 2022 marque les axes forts que le Conseil administratif entend développer dans les différentes politiques publiques menées. Ce budget est la traduction en actions et projets des éléments contenus dans le programme de législature de l'exécutif pour la législature 2020-2025.

L'élaboration de ce projet de budget a été soumise à plusieurs facteurs importants conjoncturels. Les trois principaux étant (i) la mise en exploitation du quartier de l'Étang et l'arrivée progressive de ses habitants, (ii) la pandémie du COVID-19 et ses conséquences, et les (iii) effets de la RFFA qui continuent encore de grever nos revenus fiscaux.

- i) La mise en exploitation des équipements publics du quartier de l'Étang, depuis cet été, implique l'intégration de la totalité des charges dans le budget, alors que l'arrivée des habitants, des entreprises et des nouveaux emplois se fera de manière diluée dans le temps, générant de facto une décorrélation provisoire entre les charges et les revenus générés par ce nouveau quartier. Nous avons donc un décalage momentané entre les charges et les revenus engendrés par le quartier de l'Étang.

Construire ce nouveau quartier ne peut être résumé à chercher à réduire les coûts. Il faut faire un pari de qualité dans les espaces et les équipements publics pour réussir notre développement. Il faut animer le quartier pour placer le vivre ensemble sous les meilleurs auspices, anticiper plutôt que de réparer. Fournir en proportion des prestations publiques de qualité aux nouveaux habitants de ce quartier. Ainsi, ouvrir des places de crèche, c'est la certitude d'avoir des charges salariales supplémentaires.

- ii) Ce projet de budget n'a pas pu faire abstraction de la crise sanitaire et de ses différentes répercussions, notamment économiques. Si les différentes économies ont mieux résisté que prévu et que les prévisions se présentent plutôt de manière favorable, il convient toutefois de demeurer prudents face à l'évolution de la situation.

- iii) Concernant la RFFA, entrée en vigueur pour l'exercice 2020, la diminution prévue des recettes liées à l'impôt sur le capital se poursuit (CHF -647'050.00). Cette baisse est partiellement atténuée par les mécanismes de compensation prévus lors de cette réforme, qui permettent de dégager des revenus en augmentation de CHF 348'215.00 (compensation verticale de l'IFD).

Toujours en ce qui concerne les suites de la RFFA, ce projet de budget respecte pleinement la loi sur l'administration des communes (LAC) et les dispositions transitoires de dérogation à l'équilibre budgétaire introduites lors de la réforme de la fiscalité des entreprises (RFFA). En effet, ces dispositions autorisent la Commune à présenter des budgets déficitaires à une hauteur maximum de CHF 2.8 mio dans le cadre de la Ville de Vernier et jusqu'en 2026. Vous constaterez donc que le déficit estimé pour 2022, à savoir CHF 1'167'659.00, est 2.5 fois moindre que le seuil autorisé.

Autre élément important, et comme cela a été rappelé, les communes doivent revenir à des budgets équilibrés d'ici à 2027 suite à l'approbation par le peuple de la RFFA et les conséquences qui en découlent. Dans notre planification financière quadriennale, il est prévu un retour à l'équilibre budgétaire dès 2024, soit bien avant 2027.

Le retour aux chiffres noirs est anticipé à 2024, après un exercice 2023 peu ou prou à l'équilibre. Cette perspective repose sur une maîtrise des charges, un aplatissement de la courbe des investissements qui ont été générés par l'Étang, ainsi que l'augmentation des recettes fiscales liées à ce quartier. Cela permet d'envisager, à un horizon raisonnable, de contenir la dette avant d'amorcer sa diminution.

- iv) D'autres éléments viennent également impacter notre budget de manière significative, et je citerai notamment l'introduction du salaire minimum qui a été voté fin septembre 2020. Cet élément représente une charge directe supplémentaire de près de CHF 900'000.00, soit CHF 500'000.00 pour l'accueil familial de jour et CHF 400'000.00 pour l'augmentation des salaires des aides de crèche.

Toujours en matière de ressources humaines, le Conseil administratif a légèrement desserré l'étau par rapport à l'an dernier. S'il a poursuivi son approche restrictive en matière de nouveaux postes, il a néanmoins décidé de renforcer certains services dont la dotation paraissait clairement insuffisante. Il vous a donc proposé la création de 8.9 emplois plein temps. Une partie de ces postes est financée par des fonds externes, et la création nette de nouveaux postes s'élève à 6.4 emplois plein temps.

Enfin le Conseil administratif a décidé d'appliquer les mécanismes salariaux prévus par le statut du personnel, respectant ainsi nos engagements contractuels vis-à-vis de nos collaboratrices et collaborateurs.

Un cadre rigoureux a été pris pour ce projet de budget. Il fallait demeurer dans le maintien des prestations, et toutes les améliorations ou évolutions devant être non seulement justifiées mais si possible financées (par exemple par des renoncements équivalents ou des ressources externes lorsqu'il s'agit de projets). À l'issue de ce processus, certains projets nouveaux ou annoncés l'année passée ont pu être admis, mais des arbitrages importants ont été opérés. Sur les CHF 726'845.00 cumulés que représentaient les nouvelles demandes, le Conseil administratif n'en a admis qu'un peu plus de la moitié pour un montant de CHF 435'845.00.

C'est dans ce contexte particulier que le budget de fonctionnement 2022 a été établi pour finalement présenter, au terme de nombreuses séances de travail et d'arbitrages, un total de charges de CHF 129'286'556.00 et un montant de CHF 128'118'897.00 au niveau des revenus, soit un léger excédent de charges de CHF 1'167'659.00, ce qui représente un écart de 0.90% sur le budget total.

Le résultat escompté présente encore une amélioration significative par rapport au budget 2021, que la majorité de votre Conseil avait voté par rapport à la planification financière prévue au PFQ 2021 pour l'année 2022. Nous vous indiquons l'année passée que le budget 2022 serait déficitaire à hauteur de CHF 2'348'018.00. Le budget présenté en séance plénière le mois passé, en séance de Toutes commissions réunies puis dans deux commissions des finances pour que vous puissiez discuter des différentes rubriques et soumettre vos éventuels amendements pour en débattre (qui furent tous rejetés) présente un excédent de charges de CHF 1'167'659.00, inférieur donc aux prévisions et surtout largement inférieur à la limite admise et fixée par le Canton concernant la Ville de Vernier, tel que mentionné précédemment.

Concernant les investissements, si le pic a été atteint en 2021, nous prévoyons encore un programme soutenu en 2022, avec un total des dépenses de CHF 49'513'219.00, et des recettes prévues pour un total de CHF 15'037'903.00, soit un investissement net de CHF 34'475'316.00.

Permettez-moi encore de vous donner quelques éléments concernant les investissements. Notre planification prévoit des investissements encore soutenus en 2022, avec des dépenses nettes de CHF 34.7 mios, investissements que nous continuons de financer à des conditions très favorables.

Les derniers emprunts effectués par la Commune ont même été conclus à des taux négatifs.

Pour les années suivantes, le volume de nos investissements nets diminuera sensiblement, pour se situer autour des CHF 25 mios. Cette diminution du rythme de nos investissements permettra à terme de stabiliser puis de diminuer la dette.

Si le plan financier quadriennal et le plan pluriannuel des investissements constituent des boussoles précieuses pour piloter nos finances, cela ne saurait constituer le seul repère d'une action politique que reflète également un projet de budget. Le programme de législature, parce qu'il s'inscrit également dans la durée, fournit en quelque sorte les balises de l'action, qui permet de pouvoir opérer des choix, même dans un système contraint.

Notre programme de législature insiste également sur l'importance attachée à la transparence de l'action.

Le choix de déposer désormais le budget communal en novembre participe de cette règle que le Conseil administratif s'est donnée. Il permet en effet d'intégrer les dernières données financières les plus proches de la réalité fournies par le Canton en octobre et d'avoir des prévisions beaucoup plus fines car fondées également sur une enquête menée auprès des principales entreprises du Canton.

Dans le même ordre de préoccupation, votre documentation comprend l'intégralité des comptes sur quatorze positions, même si le vote budgétaire porte, sur le plan, sur deux fonctions et deux natures, soit une vision plus macro, plus proche des enjeux de politiques publiques, qui dans notre système démocratique sont les vrais enjeux du débat budgétaire, qui a pu se faire lors des différentes commissions qui ont eu lieu le mois passé et celui-ci.

Au vu des éléments qui précèdent, je vous invite, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers municipaux, à bien vouloir accepter le budget 2022 de la Ville de Vernier, tel que proposé et qui fait suite au travail intense mené depuis ce printemps par le Conseil administratif, les Secrétaires généraux, les chefs de service et le personnel communal.

Je vous invite par ailleurs à rejeter les amendements qui ont été déposés ce soir.

Merci beaucoup M. le Président.

M. TOMBOLA, Président : merci M. le Conseiller administratif.

Est-ce que les groupes souhaitent s'exprimer d'ores et déjà ? M. NOBS, pour le groupe UDC.

M. NOBS : merci M. le Président.

Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers municipaux, nous voici arrivés à la fin d'une année éprouvante, avec en ligne de mire les fêtes de fin d'année que nous espérons heureuses pour tout un chacun.

Avant d'entamer ces réjouissances de fin d'année, il nous reste à venir à bout de notre discussion budgétaire.

Les Verniolans – permettez-moi cette petite digression – vivent déjà dans le Canton le plus endetté de Suisse, avec officiellement CHF 13 milliards de dettes, ou CHF 18 milliards si nous parlons de dettes consolidées.

Face à cet état de fait, l'UDC tire la sonnette d'alarme depuis longtemps.

Fait réjouissant, le 8 décembre dernier, le Grand Conseil a eu le courage de refuser le budget marqué par une explosion des charges de fonctionnement.

Le projet de budget 2022 de Vernier connaît une hausse impressionnante de 7,42% des charges de fonctionnement et de 10% pour les charges de personnel. La croissance des revenus fiscaux liée au quartier de l'Étang est incertaine. Aussi, fonder un budget sur des revenus fiscaux incertains n'est pas souhaitable. Le principe de prudence budgétaire est-il respecté ? Je laisserai la question ouverte.

La dette communale – je n'ose pas dire maîtrisée jusqu'en 2016 – montera à CHF 200 mios en 2024, ceci sans parler du cautionnement solidaire de CHF 67 mios en faveur de la fodac pour la réalisation du projet Espace Concorde, qui ne fait même pas partie intégrante de la dette.

Enfin, l'excédent de charges – on nous a beaucoup parlé de l'exception – ne doit pas nous faire oublier la règle générale fixée dans la LAC, qui est que le budget de fonctionnement des communes doit être équilibrée.

En conclusion, chers collègues, le groupe UDC refusera le budget, tel que sorti de commission, présentant un excédent de charges.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. NOBS.

Y a-t-il un autre groupe qui souhaite s'exprimer ? M. MARIN pour le groupe socialiste.

M. MARIN : merci M. le Président.

Mesdames et Messieurs, chères et chers Collègues, j'aurais souhaité commencer mon intervention en disant « je ne m'attends pas à voir déposer ce soir le moindre projet d'amendement » mais malheureusement je me vois privé de ce plaisir. Je m'interroge par conséquent sur l'intérêt d'avoir toutes ces séances de commissions des finances, qui sont justement dédiées à la discussion sur le budget et les amendements.

Cela étant, je vais me permettre de profiter de cette tribune pour partager quelques réflexions avec vous.

Cette crise que nous traversons depuis bientôt deux ans a exposé les fragilités et les faiblesses sous-jacentes de notre société, de notre État.

Nous avons toutes et tous vu il y a quelque temps les longues files d'attente que de trop nombreuses personnes devaient subir et vivre simplement pour trouver de quoi subsister. Les inégalités ont été exacerbées par cette crise au fur et à mesure des fermetures successives et ont exposé la faiblesse inhérente à notre système économique et sociétal. C'est bien simple, au moindre coup de vent, sitôt que l'argent cesse de circuler, ce sont des vies, des entreprises, des personnes, des familles entières qui sont morcelées et qui se voient mises à mal.

Dans tout ce marasme, dans toute cette histoire, on trouve une constante, un élément qui en fin de compte permet au système, à notre société, d'au moins tenir le coup en attendant des lendemains meilleurs. Cet élément, c'est l'État. Car l'État seul n'est pas tenu à l'impératif économique de réaliser un bénéfice comme le sont les autres entreprises privées.

C'est donc l'État seul qui dispose de l'incitation nécessaire pour assurer, pour mener une politique visant à sauvegarder, garantir le bon fonctionnement de notre société. Ce sont les fonds publics qui ont permis aux entreprises de survivre, de tenir le coup lors des fermetures successives, et ce sont ces mêmes institutions sociales qui assurent aux habitantes et habitants un semblant de stabilité.

Du coup, de par ses caractéristiques, c'est l'État qui est à même d'assurer toutes ces tâches, parce que finalement, si l'État ne se charge pas de ces tâches, de cette mission, qui d'autre le fera ?

Vous avez compris, c'est une question rhétorique.

Mais Mesdames et Messieurs, vous allez me demander pourquoi évoquer de tels sujet auprès de ce Conseil ? Parce que la sauvegarde de la mission de l'État commence ici, Mesdames et Messieurs. Ici même, à l'échelon municipal. Parce que c'est la Commune, entre autres, qui assure le contact le plus direct entre une population et ses institutions. En Suisse, c'est la commune qui est justement chargée d'entretenir son patrimoine et de nombreuses tâches importantes et fondamentales. Je citerai entre autres le contact de proximité avec les habitants que j'ai déjà cité, l'entretien des écoles, la petite enfance, la culture et, pour Vernier, un important filet social qui est absolument nécessaire et bienvenu en ces temps de crise et de pandémie.

Pour en revenir au sujet qui nous intéresse ce soir, le budget, c'est bien le budget qui offre ou pas à l'État la possibilité d'accomplir la tâche qui lui incombe. Le vote du budget – et je ne vous apprend rien – est donc fondamental pour garantir le bon fonctionnement de nos institutions.

Le projet de budget, proposé par le Conseil administratif, est un budget qui offre à nos institutions municipales tous les moyens nécessaires pour accomplir leurs tâches, qui sont devenues indispensables depuis quelques années, depuis le début de cette crise.

C'est pourquoi le parti socialiste – je l'annonce déjà – s'opposera aux projets d'amendements qui, en résumé, ne font qu'ôter à l'État les moyens financiers qui sont indispensables pour lui permettre de jouer le rôle qui est le sien.

Je me permets de jeter un œil aux villes voisines, aux communes voisines. Je vois par exemple le budget de la Ville de Genève qui a été accepté, je le rappelle, par le MCG et le PDC, alors même que ce budget de la Ville de Genève présente un excédent de charges de CHF 33 millions pour plus d'un milliard de charges. Je vois également le budget de la Ville de Meyrin qui a été soutenu par le PDC, alors que ce budget meyrinois offre un excédent de charges de plus de CHF 6 millions pour un budget qui est bien inférieur aux presque CHF 130 millions de notre budget verniolan.

On le voit, l'excédent de charges, s'il est à regretter, que nous voyons ici à Vernier, est relativement minime comparé à ce qui est attendu, et comparé à ce que l'on voit dans les autres communes.

J'ai donc bon espoir qu'une majorité de ce Conseil reconnaisse les qualités de ce projet de budget 2022, qui garantit donc à nos institutions municipales un financement bienvenu et nécessaire en ces temps de pandémie et de crise.

Je rappellerai également, à toutes fins utiles, que les comptes annuels de notre Ville sont systématiquement ou presque, à une année près, meilleurs que les budgets qui y sont rattachés, ce qui prouve, année après année, la bonne gestion des deniers publics et le travail efficace de notre administration et de notre Conseil administratif.

Pour toutes raisons, le groupe socialiste soutiendra le projet de budget 2022 tel que présenté par le Conseil administratif. Merci.

M. TOMBOLA, Président : merci M. MARIN.

M. BRON, puis M. AMBROSIO. M. BRON, pour le groupe PLR.

M. BRON : merci M. le Président.

Au nom du groupe PLR, je prends la parole ce soir.

Le projet de budget de fonctionnement pour l'année 2022, proposé par notre Conseil administratif, fait état des éléments suivants, je le rappelle : aux charges CHF 129'186'00.00, aux revenus CHF 128'119'000.00, pour des excédents de charges de plus de CHF 1 mio.

Ce budget est soumis à des contraintes particulières, qui le grèvent de manière extraordinaire ; cela a été rappelé par notre Magistrat.

Il s'agit des effets de la baisse des revenus liée à la mise en œuvre de la loi fédérale RFFA, de la mise en exploitation des équipements publics de l'Étang qui oblige la Commune à prévoir la couverture des charges relatives à ces infrastructures au budget 2022, alors que les revenus, pour la plupart, ne se feront sentir en réalité que depuis 2023 et les autres années. Et enfin d'autres éléments, tels que l'introduction du salaire minimum ou les mécanismes salariaux dus à notre personnel communal et qui en a besoin en cette année de pandémie.

Bref, bien que ce projet de budget présente un excédent de charges, le PLR Vernier soutiendra ce budget contrairement – pour faire un clin d'œil à mon préopinant –, je crois, aux groupes PLR de la Ville de Genève et de Meyrin.

Pourquoi nous l'acceptons ? Parce qu'il a été établi avec rigueur, prudence et qu'il permet de maintenir les prestations de qualité pour nos communiens.

Sans les contraintes budgétaires précitées, le budget aurait sûrement pu présenter un excédent de revenus, ce qui démontre à l'envi que les deniers publics sont bien maîtrisés, bien gérés, et pour cela nous ne pouvons que nous réjouir du professionnalisme de l'administration et de la compétence du Conseil administratif pour le suivi des dossiers.

Nous remercions toute l'administration, et en particulier les chefs de service et le D4, pour l'effort – et nous en sommes bien conscients – de baisser les charges où cela était possible dans le budget 2022.

C'est pour cela que ce soir, a priori, le groupe PLR n'acceptera aucun amendement déposé ce soir.

Je vous remercie M. le Président.

Arrivée de M. METUSHI à 20h44.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. BRON.

Je passe la parole à M. AMBROSIO, pour le groupe ALTERNATIVE, et puis à Mme SCHAUFELBERGER, pour les VERT.E.S.

M. AMBROSIO : merci M. le Président.

Pour notre part, nous ne serons pas aussi cléments envers le Conseil administratif qu'on l'a entendu jusqu'à présent.

J'aimerais tout d'abord remettre en place les choses. On nous parle toujours d'État. En fait, on a une entité qui est l'État. On ne sait pas trop, en tout cas pour le citoyen lambda, comment se prennent les décisions, pourquoi est-ce que l'État met de l'argent dans telle ou telle chose, etc.

Moi, je parlerai plutôt de contribuable, parce que finalement nous savons très bien que l'État prend l'argent d'un côté pour le redonner de l'autre, et vice et versa. Donc, c'est le citoyen qui est toujours perdant.

En l'occurrence, dans ce budget, nous avons un budget de fonctionnement et un budget d'investissements. Le budget d'investissements permet d'acheter des biens, de construire des écoles, d'acheter des immeubles qui sont au service de la population, etc.

Le budget de fonctionnement, c'est uniquement les frais qu'engendrent tous les services d'État. Et c'est là que le bât blesse.

Nous sommes face à un budget déficitaire, car le fonctionnement ne fonctionne pas bien. Justement. Et c'est là où il y a le problème.

On nous propose l'augmentation d'environ une dizaine de personnes dans les services. Nous n'avons pas entendu dans quels services c'était. Peut-être que M. AGRAMUNT a évité ceci pour ne pas mettre la puce à l'oreille au Conseil municipal.

Par exemple, nous avons des services que nous pourrions très bien éliminer, d'ailleurs nous allons le présenter dans un amendement tout à l'heure, et qui ne servent absolument à rien à la population.

Donc, le budget est un choix politique qui est mené pour certains, parce qu'ils veulent rendre service à la population, et pour d'autres par dogmatisme. C'est-à-dire qu'on a une ligne, qu'on suit cette ligne et on ne fait pas du tout attention aux besoins de la population. C'est justement ce qui se passe depuis des années et des années. Ce n'est pas le premier budget qui fonctionne comme cela à Vernier. Cela a toujours été ainsi.

Pendant une certaine période, lors de ses législatures, M. RONGET a justement essayé de baisser la dette. Mais maintenant, nous avons de nouveau une tendance qui s'inverse, c'est-à-dire que nous prenons comme prétexte une situation certes très compliquée, qui est inédite avec cette histoire de COVID. Toutefois, nous pouvons quand même maîtriser la dette. Ce n'est pas en empruntant de l'argent et en précarisant la population à venir, qui risque d'être encore davantage précarisée avec ces problèmes, notamment nos jeunes qui vont entrer dans le monde du travail, s'ils peuvent le faire parce que nous voyons que cela s'étiole aussi de ce côté-là. Donc, nous allons simplement repousser le problème plus loin et toutes les velléités en matière sociale risquent d'éclater un jour. Ce ne sera probablement pas notre génération, ni la vôtre, mais certainement nos enfants ou nos petits-enfants qui vont devoir payer toutes ces dettes.

Aujourd'hui on aurait pu nous présenter un budget qui ne soit pas déficitaire. S'il est déficitaire, c'est tout simplement par dogmatisme, parce qu'il faut appliquer la fuite en avant. C'est ce que nous faisons depuis des années à Vernier et je regrette cela car, à chaque fois, nous acceptons des budgets et petit à petit nous nous embourbons dans des dettes dont nous pourrions nous passer.

En tout cas, pour le groupe ALTERNATIVE, nous allons prendre nos décisions en fonction des résultats des amendements. Nous allons proposer des amendements pour arriver au moins à un certain équilibre, pour marquer le coup, c'est-à-dire de dire que l'on s'adresse à la population de Vernier en disant « *nous vivons une époque très difficile mais nous souhaitons aller vers un équilibre budgétaire, ce qui est très important* ».

Au contraire, on continue de dépenser pour des choses totalement inutiles et c'est là où le bât blesse.

Voilà, Mesdames et Messieurs, je vous enjoins à refuser ce budget, comme l'a fait d'ailleurs le Grand Conseil – cela a été dit tout à l'heure - qui en a eu le courage. À Vernier, c'est déjà arrivé, avec le vote de douzièmes provisionnels. Le Conseil administratif prend ses responsabilités et fait en sorte d'adapter ses propositions, non pas avec le dogmatisme qu'on lui connaît, mais réellement pour les besoins de la population, ce qui n'est pas le cas dans ce qu'on nous a présenté ce soir.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : merci M. AMBROSIO.

Je passe la parole au groupe des VERT.E.S, Mme SCHAUFELBERGER.

Mme SCHAUFELBERGER : merci M. le Président.

Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux, comme nous l'avons bien compris le vote du budget est l'acte politique le plus important de l'année parlementaire.

Ceci a évidemment toujours été le cas. Mais au vu des crises sanitaire, écologique, sociale, économique et aussi sociétale que nous traversons, cette décision prend encore plus d'ampleur.

Pour nous, il s'agit de s'assurer que le Conseil administratif et l'administration communale aient les moyens nécessaires pour fournir les prestations de proximité qui rassurent et qui aident nos habitants à traverser une année 2022 qui, malheureusement, ne se présente pas tout rose.

Mais, en même temps, les efforts à court terme ne doivent pas péjorer les investissements nécessaires pour que Vernier reste une commune où il fait bon vivre dans le futur, notamment en prenant des mesures qui renforcent la résilience et l'adaptation aux changements climatiques.

Nous remercions déjà le Conseil administratif et l'administration communale pour la préparation du budget, la documentation et les explications claires données lors des différentes commissions.

Par exemple, on nous a détaillé les nouveaux postes, dans quels services ils se trouvent et pour quelles raisons. Donc, je ne sais pas si vous avez dormi, M. AMBROSIO, mais pour moi c'était très clair, cela a été répété en plénière, en séance de Toutes commissions réunies et dans plusieurs commissions des finances, de l'économie et de l'administration consacrées à l'examen de ce budget.

Justement, nous avons étudié le budget dans une double Toutes commissions réunies et lors de trois commissions des finances, de l'économie et de l'administration.

Effectivement, et cela a été mentionné, le budget présente un déficit de CHF 1'170'000.00, donc 0.9% du budget. À notre avis, ce n'est pas très inquiétant puisque, cela nous a bien été expliqué, il ne s'agit pas de déficit structurel.

Moi, je ne vois rien de dogmatique là-dedans. Ce déficit, comme nous l'avons entendu, est le résultat d'une diminution des recettes issue de la RFFA et des déséquilibres temporaires entre les recettes fiscales et les charges liées à la mise en fonction du quartier de l'Étang.

Lors des différentes commissions dédiées à ce budget, notre groupe s'est particulièrement interrogé sur le lien entre le choix budgétaire et le programme de la législature, notamment concernant les objectifs politiques climatiques. Stratégie zéro déchet, lutte contre les îlots de chaleur, mobilité douce, objectifs que le Conseil administratif s'est donnés.

Après avoir étudié le budget sous cet angle, nous saluons les efforts faits par les autorités pour avancer sur certains de ces objectifs. Nous soutenons la création d'un poste d'architecte. Donc, M. AMBROSIO, un de ces postes est un architecte. Pourquoi ? Il va permettre à la Commune d'avancer dans des rénovations du parc immobilier vieillissant. Rappeler que ces rénovations vont réduire la consommation énergétique avec effets positifs sur les finances communales grâce aux économies d'énergie.

Dans la même veine, nous saluons la réduction des dépenses pour frais d'énergie de CHF 120'000.00 par rapport à l'année précédente. Nous voyons ici justement le résultat économique et

écologique des rénovations faites ces dernières années, et plus largement de la politique énergétique que mène la Commune depuis plusieurs législatures.

Notre groupe aurait souhaité que figurent plus clairement dans ce budget deux autres priorités de la législature, une meilleure gestion des déchets et la végétalisation en ville.

Mais ce budget, comme chaque acte politique dans ce pays, est le fruit d'un compromis. Nous allons donc accepter le budget comme sorti de la commission des finances, de l'économie et de l'administration.

Tous les groupes politiques ont eu amplement l'occasion de déposer des amendements lors de ces différentes commissions des finances, de l'économie et de l'administration.

Nous avons débattu, nous avons accepté ou refusé ces amendements en commission. Si ces groupes présentent ce soir de nouveaux amendements ou reviennent avec les amendements qui ont déjà été rejetés, les VERT.E.S ne vont plus entrer en matière. À notre avis, les changements de budget présentés si tardivement dans le processus budgétaire ne visent pas, honnêtement, à une amélioration de la politique publique, et donc à l'amélioration du quotidien de nos habitant-e-s. Ils manquent de sérieux.

Nous allons voter le budget tel quel, sans entrée en matière ni débat sur les éventuels amendements de dernière minute. Nous invitons les autres groupes à faire de même.

Je vous remercie M. le Président.

M. TOMBOLA, Président : merci Mme SCHAUFELBERGER.

Je passe la parole à M. Nicolas AUBERT, Indépendant, et puis à M. MAGNIN, pour le groupe PDC-VERT'LIBÉRAUX.

M. AUBERT : merci M. le Président.

Alors j'hésite presque à faire un amendement pour augmenter le chauffage dans cette salle, parce qu'il ne fait pas très chaud ! Ce sera pour après, nous verrons.

Mesdames et Messieurs, j'aurais préféré m'exprimer sur le budget après avoir discuté ...

M. TOMBOLA, Président : je vous rappelle que, pour des mesures sanitaires, après avoir quitté le micro, vous devez le désinfecter.

Vous pouvez continuer M. AUBERT.

M. AUBERT : le petit coup de spray, absolument.

J'aurais préféré avoir cette discussion sur le budget après les discussions sur les amendements, parce que je pense qu'il y aura aussi quelques discussions à ce niveau-là. Ma foi, peut-être aussi d'autres perspectives.

Mais enfin, je commente déjà a priori les éléments de ce budget.

Je ne soutiendrai pas ce budget, Mesdames et Messieurs. Ce n'est pas pour des raisons économiques mais pour des raisons politiques.

L'effort a été fait, les économies d'échelle ont été accomplies par les services, là je n'ai pas de souci. Encore une fois, je n'ai pas de souci d'être en situation de déficit, quand on a des investissements,

quand on produit, quand on a des idées qui demandent de l'investissement, qui demandent de s'endetter et qui permettront de se rattraper après. Ma foi, cela ne me gêne pas.

Ce que je me pose pour l'instant comme questions par rapport à ce budget, et je dirais même par rapport à l'action générale de notre Conseil administratif, c'est : quelle est sa vision ? où veut-il nous emmener ? quels sont les nouveaux projets ?

Encore une fois, je veux bien dépenser, mais où sont les projets ?

Nos deux derniers projets à Vernier sont le quartier de l'Étang - et il date de la précédente législature -, financé par un privé, et le centre culturel qui, il est vrai, a été soutenu par ce Conseil et que je soutiens, est partiellement financé par des privés.

Pour le reste, j'attends encore de voir ce que cette législature 2020-2025 va laisser comme empreinte.

Dans le projet de législature, il était indiqué qu'il y aurait des poussées ou des avancées dans le domaine du développement économique. Je ne les ai pas encore vues, même si j'avais entendu certaines prémices lors de la commission des finances, de l'économie et de l'administration ou la commission qui présentait ce nouveau service. J'attends néanmoins du Conseiller administratif PLR qui est en charge de cette question, mais je sais qu'il tiendra parole, des avancées sur cette question.

Encore une fois, ce sont des perspectives que j'attends pour évoluer. Vernier reste quand même une commune où le chômage est fort. Vernier est malheureusement une commune qui fait les gros titres pour ses errements et son incapacité à gérer une situation au Lignon qui se dégrade. Vernier doit réagir.

C'est uniquement avec un nouveau souffle, avec ses nouvelles idées que Vernier pourra se repositionner comme une commune moteur sur la rive droite.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. AUBERT.

Je passe la parole à M. MAGNIN pour le groupe PDC-VERT'LIBÉRAUX.

M. MAGNIN : merci M. le Président.

Je souscris aux propos liminaires de mon préopinant. Nous marchons à l'envers, Mesdames, Messieurs.

D'abord nous votons les amendements et nous regardons après ce que nous donne le budget, ou alors on part bien évidemment de l'idée que tous ceux qui s'expriment et qui auraient des vues différentes que la majorité qui nous est imposée ne servent à rien et feraient mieux de se taire. C'est ce que j'ai cru comprendre dans certaines déclarations.

M. le Conseiller administratif, vous nous avez parlé d'un budget en amélioration. C'est un doux euphémisme. C'est une manière de présenter. En figure de rhétorique, on appelle cela peut-être un trope. C'est un mot qui prend une signification autre que son sens propre. En fait, vous êtes en train de nous dire qu'on fait moins pire. Mais nous ne sommes toujours pas bons. C'est le résumé que l'on peut avoir.

Pour le parti socialiste, vous êtes fidèles à vos opinions. Vous laissez bien évidemment une place large à l'État. Ce qui est naturellement votre vision de la société, que je ne partage pas mais que je comprends.

Où je vous comprends moins, c'est lorsque vous nous dites qu'il n'y a pas finalement plus besoin de commissions des finances, de l'économie et de l'administration, parce qu'on n'a pas besoin de débattre de ces sujets. L'année dernière vous nous avez parlé des amendements que nous avons déposés en plénière, en nous disant qu'il fallait les évacuer parce que l'on n'en a pas parlé en commission des finances, de l'économie et de l'administration.

Si je comprends bien le message entre les VERT.E.S et le parti socialiste, c'est « Ne déposez pas d'amendement, cela ne sert à rien. De toute façon, on n'écoute rien ».

Cette vision de l'État fort est assez sympathique. Elle peut être partagée par un bon nombre de personnes, sauf qu'elle a un problème majeur en ce moment, c'est la problématique de l'augmentation de la dette qui est en train d'exploser. Je ne crois pas que, lorsque notre budget présente de tels déficits, ce soit une saine gestion que l'on puisse constater.

Le PLR Vernier paie toujours sa place au Conseil administratif. Il est donc fidèle à lui-même.

Les VERT.E.S, vous nous parlez de l'absence de déficit structurel. Eh bien, moi, j'y vois un déficit structurel. Quand vous prévoyez l'augmentation de postes alors qu'au fond, pour partie, ceux-ci ne sont en lien avec aucun projet – cela a été redit par M. AUBERT –, on plonge dans le déficit structurel. C'est la définition même de cela.

Je ne vais pas monopoliser la parole mais quelques mots sur ce budget.

Vous avez vu qu'aux charges, nous avons une augmentation de 7,42%, mais en réalité cette augmentation de charges sans l'Étang, parce que l'Étang on en fait grand cas, est de 3,47%. C'est cela qui est intéressant, c'est cette analyse-là qui est pertinente, et le Conseil administratif a l'honnêteté de nous la présenter.

Ce qui est aussi intéressant, c'est de voir que les revenus sont augmentés de 8,97%, et cette augmentation est quasi exclusivement basée sur l'Étang.

Oui, c'est toujours un pari un budget. C'est toujours difficile d'approcher les ressources, d'approcher les revenus. Année par année, nous étions confrontés à des estimations du Canton, qui variaient fortement entre le mois de juin et le mois d'octobre. Cette année nous avons pris les dernières, ce qui est bien finalement. Alors que précédemment nous arrivions à des budgets quasi équilibrés, cette fois-ci nous arrivons à un déficit.

Ce qui me fait un peu souci, c'est qu'au fond on s'aperçoit que les habitants de Vernier s'appauvrissent. Et nous le voyons au travers de l'indice des ressources par habitant, c'est-à-dire le potentiel de ressources par habitant de chaque commune divisé par le potentiel de ressources par habitant modéré et pondéré. On prend un exemple tout simple. Nous sommes passés en 2021 de 54,87 à Vernier à 54,46 pour 2022. Donc, soyons très clairs. Nos habitants s'appauvrissent. C'est le pronostic.

C'est une courbe qui est descendante en regard des chiffres qui nous sont communiqués.

Pour comparaison, mais bien évidemment cela n'est jamais raison, Cologny est à 428.07, ce qui fait bien évidemment sourire et me fait dire aussi que notre système de péréquation, du moins la manière dont elle est aujourd'hui calculée, pose quand même quelques problèmes, puisque nous voyons que l'on s'appauvrit mais que nous allons encore toucher moins en termes de péréquation. Mais là, nous ne pouvons pas le reprocher au Conseil administratif.

Donc, je ne suis pas du tout sûr, Mesdames, Messieurs, que nous arrivions à 8.9% d'augmentation par la population qui va venir au chemin de l'Étang. C'est un pari qui est dangereux. C'est un pari qui est là pour couvrir en réalité le fait qu'on doit trouver des sous, qu'on doit montrer des revenus pour éviter un trop gros excédent de charges.

On fait grand cas de la RFFA en nous disant que, pour l'essentiel, c'est aussi cela qui nous plombe les comptes. Et quand on écoute les indications, si j'ai bien compris, la RFFA nous coûte grosso modo CHF 300'000.00 en termes de budget. Je suis donc un peu étonné que l'on vienne nous dire que c'est cela qui plombe notre budget.

J'ai été assez surpris de cette augmentation des charges de personnel. Elle m'a interpellé. Mon groupe a d'ailleurs déposé un amendement, que nous redéposons d'ailleurs, n'en déplaise à certains, parce qu'il a le mérite d'avoir une conséquence, c'est que nous arriverions à la quasi-stabilité du budget ou à un budget équilibré.

Juste quelques mots pour l'introduire, puisque nous en reparlerons après. Vous aurez constaté que cet amendement a une vocation, c'est de tenir compte de l'augmentation du personnel due au quartier de l'Étang. Si nous comprenons bien que notre Commune a une expansion, on doit prévoir des gens qui vont s'occuper de cette expansion. Notre groupe est tout à fait conscient également que, lorsque le salaire minimum a été adopté, il faut l'adapter à notre budget. Ce sont les CHF 400'000.00. Pour l'Étang, ce sont CHF 3'200'000.00. Nous avons également admis les mécanismes salariaux à hauteur de CHF 520'000.00. Et puis nous admettons encore CHF 121'875.00, qui sont relatifs à l'augmentation de l'effectif de la Police municipale.

C'est donc une différence de CHF 1'156'013.00 qui permettrait de porter l'excédent de charges présumé de CHF 11'646.00 en lieu et place des CHF 1'167'659.00 prévus par le budget.

Voilà un amendement qui me semble avoir le mérite de la clarté. Après on en veut ou on n'en veut pas, c'est une autre question. Mais l'idée est d'arriver à un budget équilibré.

Pour notre groupe, quand nous avons un budget déficitaire, on n'engage pas du personnel qui n'est pas impératif et nécessaire. Nous n'entendons donc pas l'argumentation du Conseil administratif, qui nous dit aujourd'hui que nous sommes obligés d'avoir un architecte pour rénover des bâtiments, alors que nous avons de tout temps rénové nos bâtiments. Nous n'entendons pas les autres postes qui ne sont pas rendus nécessaires par le quartier de l'Étang.

Le jour viendra où nous aurons des jours meilleurs, si j'ose le dire ainsi. Et nous pourrions peut-être, le cas échéant, envisager cette augmentation de postes. Mais dans une période difficile, on évite d'augmenter plus que de raison.

Voilà Mesdames, Messieurs, le PDC-VERT'LIBÉRAUX vous propose d'accepter cet amendement. Si cela ne devait pas être le cas, nous nous verrions bien évidemment contraints de refuser le budget.

Je vous remercie M. le Président.

M. TOMBOLA, Président : merci M. MAGNIN.

Y a-t-il un autre groupe qui souhaite s'exprimer ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous sommes toujours au point 4) lettre A). Il s'agit de voter définitivement la DA 129 – 21.11, Crédit de CHF 1'158'700.00 destiné au versement de la contribution au Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU) pour l'année 2022.

Je rappelle que cette DA a été acceptée à l'unanimité de la commission des finances, de l'économie et de l'administration.

M. JOTTERAND, merci pour votre rapport. En tant que rapporteur, avez-vous quelque chose à ajouter ? Cela ne semble pas être le cas.

Quelqu'un d'autre souhaite-t-il s'exprimer ? Cela ne semble pas être le cas.

Mme la Secrétaire, voulez-vous lire le décide pour que nous puissions effectuer le vote final.

Mme COVER, Secrétaire :

Délibération du Conseil municipal de Vernier

relative à un

CRÉDIT DE CHF 1'158'700.00 DESTINÉ AU VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION AU FONDS INTERCOMMUNAL POUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN (FIDU) POUR L'ANNÉE 2022

Vu le plan directeur cantonal 2030 fixant un objectif en termes de construction de logements afin de répondre à la pénurie actuelle et couvrir les besoins futurs liés au développement de notre canton ;

considérant que la planification assigne à certaines communes de construire de nombreux logements, à d'autres moins ou pas du tout, l'effort pour financer l'aménagement des nouveaux quartiers de logements demandé à certaines communes est donc très important, voire dans certains cas difficilement soutenable, alors que d'autres communes ne se voient assigner aucune charge de ce type ;

vu qu'un groupe de travail, réunissant 13 communes appelées à se développer ainsi que plusieurs départements du Canton se sont réunis à plusieurs reprises afin de trouver une solution visant à répartir le financement de ces aménagements ;

vu la proposition d'élaborer un mécanisme de compensation entre les communes qui construisent et celles qui ne construisent pas, ces dernières venant aider financièrement les premières à financer les équipements obligatoires et les espaces publics en lien avec l'accueil de nouveaux logement au moyen de la constitution d'un fonds ;

vu le but de partager l'effort exigé par la poussée actuelle du développement de Genève, chaque commune pouvant y contribuer selon sa situation et ses moyens ;

vu le souhait ressortant du groupe de travail de créer un Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU) ;

considérant que ce fonds (créé sous la forme d'une fondation de droit public, dont sur les 7 représentants, 5 sont désignés par l'Association des communes genevoises (ACG) parmi les Magistrats communaux, les deux autres représentants étant ceux de la Ville de Genève et du Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie) est compétent pour les attributions des financements versés aux communes ;

attendu que les attributions versées sont uniquement accordées pour des équipements communaux dont la réalisation est exigée par des prescriptions légales ainsi qu'aux espaces publics afin de focaliser cet apport sur des projets peu ou pas ouverts par d'autres mécanismes de financement ;

vu que ces attributions versées sont effectuées selon deux modalités complémentaires, chacune représentant environ une moitié du fonds : d'un côté, une attribution forfaitaire pour tout nouveau logement produit sur le territoire de la commune ; de l'autre, une attribution pour les projets d'infrastructures pour les communes qui en font la demande, dans le cadre d'un développement urbain amenant de nouveaux logements ;

considérant que ce fonds est alimenté par une contribution annuelle de CHF 2.5 mios du Canton et d'une contribution annuelle de CHF 26 mios des communes, ces dernières contributions étant réparties entre les communes en fonction de la valeur de production du centime, indice tenant compte de la fiscalité sur les personnes physiques et morales ainsi que de la population de chaque commune, mais avec une contribution annuelle maximum par commune de CHF 7.9 mios ;

vu la nécessité de voter un crédit d'engagement pour le versement de cette contribution annuelle destinée à subventionner les investissements publics à charge des communes accueillant de nouveaux logements ;

vu que la loi sur le FIDU ainsi que ses statuts ont été approuvés par l'Assemblée générale de l'ACG en date du 18 novembre 2015 ;

vu que la loi sur le FIDU ainsi que ses statuts ont été approuvés par le Grand Conseil en date du 18 mars 2016 et que cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 ;

conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre e de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et à la loi sur le FIDU ;

vu le rapport de la commission des finances, de l'économie et de l'administration du 23 novembre 2021 ;

sur proposition du Conseil administratif ;

le Conseil municipal

décide

- 1 *d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de CHF 1'158'700.00 pour le versement d'une contribution au Fonds intercommunal de développement urbain (FIDU) destiné au subventionnement des infrastructures publiques communales rendues nécessaires pour l'accueil de nouveaux logements ;*
- 2 *de comptabiliser cette dépense dans le compte des investissements (rubrique 0290.5620), puis de la porter à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif (sous la rubrique 0290.1462 « subventions d'investissements versées à des communes ou à des établissements qu'elles financent en commun ») ;*
- 3 *d'amortir cette dépense au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de fonctionnement sous la rubrique n° 0290.36602 dès 2022.*

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie Mme la Secrétaire.

Celles et ceux qui acceptent la DA 129 – 21.11 sont priés de lever la main.

La délibération administrative DA 129 – 21.11, Crédit de CHF 1'158'700.00 destiné au versement de la contribution au Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU) pour l'année 2022, est acceptée par 32 OUI, soit à l'unanimité.

M. TOMBOLA, Président : nous passons au point 4B).

4.B) FIXATION DU MONTANT MINIMUM DE LA TAXE PROFESSIONNELLE COMMUNALE POUR L'ANNÉE 2022 (DA 130 – 21.11) (M. JOTTERAND, RAPPORTEUR)

Rapport de la commission des finances, de l'économie et de l'administration du 23 novembre 2021

Rapporteur : Thibaut JOTTERAND

**DA 130 – 21.11 FIXATION DU MONTANT MINIMUM DE LA TAXE PROFESSIONNELLE COMMUNALE
POUR L'ANNÉE 2022**

Le Conseiller administratif, M. AGRAMUNT, propose de fixer la taxe professionnelle communale au seuil minimum, soit CHF 30.00. Il informe les commissaires que cette taxe a permis en 2021 de percevoir un montant de CHF 8'554'990.00.

Un commissaire (PLR) demande si, dans le cas où le calcul du montant de la taxe donne un résultat en dessous du minimum, la différence revient au Canton ou à la Commune. Ce serait la Commune qui la percevrait, indique la Cheffe du service des finances, Mme DE LA OLIVA.

Un commissaire (UDC) relève qu'une initiative, lancée par les jeunesses des partis de droite, a récemment été déposée pour supprimer la taxe professionnelle communale et demande quelles pourraient être les conséquences en cas d'acceptation. Le Conseiller administratif, M. AGRAMUNT, répond que, en cas d'acceptation, la perte serait de CHF 8,5 mios pour 2021 et de CHF 9,5 mios pour 2022.

Un commissaire (Alternative) condamne la taxe professionnelle communale, comme toute forme d'imposition sur les entreprises, et verrait d'un bon œil sa suppression. Pour lui, les entreprises pourraient investir davantage si elles étaient moins taxées, mais aussi employer plus de personnes. Ainsi, d'après ses estimations, une suppression de la taxe serait compensée, dans les finances communales, par ces éventuelles nouvelles rentrées fiscales. Toujours selon ce commissaire, la disparition de la taxe professionnelle communale supprimerait la concurrence intercommunale. Un exemple est évoqué d'une multinationale qui aurait renoncé de s'installer à Vernier à cause du montant de la taxe professionnelle communale.

Le Secrétaire général adjoint, M. RUETTIMANN, explique que les calculs sont identiques dans les communes genevoises : il n'existe ainsi pas de concurrence pour la taxe professionnelle communale. Il mentionne aussi que la plus grande part de cet impôt est perçu des entreprises multinationales : en 2020, plus de la moitié du montant total perçu par la Commune, au titre de la taxe professionnelle communale, provenait de 15 entreprises, parmi les 2'000 installées sur la Commune.

Vote de la DA 130 – 21.11 :

La DA 130 - 21.11, Fixation du montant minimum de la Taxe professionnelle communale pour l'année 2022, est acceptée par 7 OUI (3 SOC, 1 VERT.E.S, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 UDC) et 2 abstentions (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 PLR).

M. TOMBOLA, Président : ce projet de DA a été accepté par 7 OUI et 2 abstentions en commission.

M. JOTTERAND, merci pour votre rapport. En tant que rapporteur, avez-vous quelque chose à ajouter ? Cela ne semble pas être le cas.

Y a-t-il une prise de parole ? M. MAGNIN.

M. MAGNIN : je vous remercie.

Pas d'autre grande déclaration que de rappeler qu'il y a des projets au Grand Conseil pour supprimer voire améliorer cette taxe professionnelle, mais malheureusement en cette période difficile je crains que ces projets ne soient enterrés sous les piles d'autres dossiers, ce que je regrette personnellement, en particulier pour nos petites entreprises.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. MAGNIN.

Y a-t-il d'autres prises de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Mme la Secrétaire, voulez-vous lire le décide ?

Mme COVER, Secrétaire : merci M. le Président.

Délibération du Conseil municipal de Vernier

relative à la

FIXATION DU MONTANT MINIMUM DE LA TAXE PROFESSIONNELLE COMMUNALE POUR L'ANNÉE 2022

Vu l'article 30, alinéa 1, lettre c, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;

vu l'article 308B, de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887 ;

vu le rapport de la commission des finances, de l'économie et de l'administration du 23 novembre 2021 ;

sur proposition du Conseil administratif ;

le Conseil municipal

décide

de fixer le montant minimum de la taxe professionnelle communale pour l'année 2022 à CHF 30.00.

Mme COVER, Secrétaire : j'en ai terminé M. le Président.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie Mme la Secrétaire.

Je mets au vote cette DA. Celles et ceux qui acceptent la DA 130 – 21.11 sont priés de lever la main.

La délibération administrative DA 130 – 21.11, Fixation du montant minimum de la taxe professionnelle communale pour l'année 2022, est acceptée par 32 OUI, soit à l'unanimité.

4.C) BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2022, TAUX DES CENTIMES ADDITIONNELS ET AUTORISATION D'EMPRUNTER (DA 131 – 21.11) (M. JOTTERAND, RAPPORTEUR)

Rapport de la commission des finances, de l'économie et de l'administration, séances des 23 novembre et 7 décembre 2021

Rapporteur : Thibaut JOTTERAND

**DA 131 - 21.11 BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2022, TAUX DES CENTIMES ADDITIONNELS ET
AUTORISATION D'EMPRUNTER**

Séance du 23 novembre 2021

Le Conseiller administratif, M. AGRAMUNT, invite les commissaires à poser des questions et à déposer d'éventuels amendements pour qu'ils puissent être discutés en commission, et non directement en plénière. Les commissaires donnent leur accord à ce procédé.

Une question sur la baisse du montant provenant de la péréquation intercommunale est posée par un commissaire (PDC-VERT'LIBÉRAUX). Il lui est répondu, par M. STAUB, Conseiller administratif, et Mme DE LA OLIVA, Cheffe du Service des finances, que le calcul n'a pas changé, pas plus que la situation de Vernier : ce sont des changements dans d'autres communes qui, percevant davantage, provoquent cette baisse pour Vernier.

Des nouveaux postes prévus seront engagés sur des fonds externes, ce qui soulève une nouvelle question d'un commissaire (PDC-VERT'LIBÉRAUX). M. STAUB répond que ces postes sont prévus en contrats à durée déterminée, et ne coûtent rien à la Commune. Si l'évaluation externe liée au projet concerné est positive, le Conseil administratif présentera alors au Conseil municipal une pérennisation du projet, impliquant éventuellement des engagements.

Une commissaire (VERT.E.S) s'interroge sur le lien entre le projet de budget et le programme de législature, en ce qui concerne l'urgence climatique, votée par le Conseil municipal. Le Maire, M. BUSCHBECK, mentionne trois axes parmi les principaux sur lesquels le projet de budget a une influence. Premièrement, la rénovation du parc immobilier est prépondérante. Comme il est vieillissant, il est la cible de plusieurs investissements. C'est en ce sens notamment qu'un poste d'architecte est inscrit au budget. Deuxièmement, la mobilité est commentée : la Commune s'efforce d'élaborer des projets de mobilité douce, travaille avec le Canton pour l'instauration du BHNS et pour limiter la circulation sur certains axes. Troisièmement, la végétalisation, et la lutte contre les îlots de chaleur qui lui est liée, est un objectif du Conseil administratif, qui y prévoit des investissements. Au fil de la discussion, le Maire précise que des postes supplémentaires, non inscrits au budget, faciliteraient le travail et le suivi de projets liés à l'environnement.

Un commissaire (PLR) demande si la contribution de la Commune à la FASE va évoluer, en lien avec les travaux du Grand Conseil. M. STAUB, Conseiller administratif, répond que le Conseil administratif s'est engagé, conjointement avec d'autres communes, à refuser une augmentation de la contribution suite à un retrait du Canton. Il ajoute que les différents scénarios actuellement pendants au Grand Conseil, liés à la péréquation intercommunale, ne provoqueraient pas d'augmentation de la contribution de la Commune, au contraire.

Un commissaire (ALTERNATIVE) rebondit sur la question du transfert de charges du Canton aux communes et craint que les finances communales n'en souffrent. M. STAUB indique que la Commune a un taux très faible de dépense par habitant, de l'ordre de CHF 3'500.00. Vernier n'a en effet pas les moyens d'assumer de nouvelles charges actuellement cantonales, contrairement à d'autres communes aux ressources importantes. Le Conseiller administratif refuse que de nouvelles charges soient imposées aux contribuables verniolois·e·s.

Une commissaire (SOC) cherche à connaître la méthode de calcul des subventions aux clubs sportifs. M. STAUB mentionne l'article 5 du règlement du Conseil municipal, qui fixe un calcul lié au nombre de licenciés et aux déplacements hors du canton. D'autre part, la Commune, par la mise à disposition d'installations, offre des subventions indirectes.

Séance du 7 décembre 2021

Un commissaire (UDC) présente un amendement (1), qui vise la « Politique en matière d'asile et de réfugiés », en retirant du montant total alloué (CHF 142'607.40) CHF 84'618.00, au motif que ce genre d'aide devrait relever de la Confédération.

Le Conseiller administratif, M. STAUB, informe les commissaires que l'intitulé de la ligne du budget ne reflète pas la réalité, pour des raisons comptables : il s'agit d'une ligne dédiée à l'intégration. Il détaille par ailleurs la politique d'intégration de la Commune, destinée aux Verniolan·e·s, notamment par des cours de français.

L'amendement proposé est apprécié par un commissaire (ALTERNATIVE), qui regrette que des cours de français soient subventionnés.

Le Conseiller administratif précise l'importance de ces cours en vue de l'intégration ; les participants à ces cours sont pour une part des personnes en voie de se naturaliser.

L'amendement no 1 est refusé par 5 NON (3 SOC, 1 VERT.ES, 1 PLR), 2 OUI (1 ALTERNATIVE, 1 UDC) et 2 abstentions (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG).

Un commissaire (UDC) présente un nouvel amendement (2), visant cette fois les « Actions d'entraide à l'étranger ». Souhaitant un budget à l'équilibre, il propose de réduire cette ligne de CHF 285'000.00. Soulignant les efforts de la Commune en termes d'intégration, il souhaiterait que l'aide au développement soit restreinte à des actions sur le territoire communal.

M. STAUB rappelle que l'aide au développement est une ligne dans le budget de la grande majorité des collectivités publiques. Cette aide a pour objectif d'améliorer des situations ailleurs dans le monde, dans une perspective solidaire.

Un commissaire (ALTERNATIVE) met en doute l'utilité de l'aide au développement et sa bonne utilisation, et soutient l'amendement.

M. STAUB rappelle que l'aide au développement est contrôlée de sorte que le montant consacré remplisse les objectifs prévus.

L'amendement no 2 est refusé par 8 NON (3 SOC, 2 VERT.ES, 1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 PLR) et 2 OUI (1 ALTERNATIVE, 1 UDC).

Une modification de l'amendement précédent (3) est avancée par un commissaire (PLR), proposant d'ôter CHF 5'000.00 à la somme totale de CHF 570'000.00, pour la rubrique « Actions d'entraide à l'étranger ».

L'amendement no 3 est refusé par 6 NON (3 SOC, 2 VERT.ES, 1 MCG), 3 OUI (1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 1 UDC) et 1 abstention (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX).

Un commissaire (PDC-VERT'LIBÉRAUX) propose un amendement (4) concernant les nouveaux postes, en vue de ne pas créer de postes dans un budget déficitaire. L'amendement vise à supprimer les nouveaux emplois, pour certains liés au quartier de l'Étang, et d'en réallouer une partie (CHF 68'000.00) à la sécurité. Cette demande a pour intention de diminuer l'augmentation de postes, non de baisser les postes existants.

M. AGRAMUNT, Conseiller administratif, rappelle que la réforme RFFA est entrée en vigueur récemment, ce qui explique le budget déficitaire. Les nouveaux emplois ont pour but de continuer à offrir les prestations à une population en forte augmentation.

M. STAUB précise que, la population augmentant, l'administration doit y faire face. Le nouveau poste de gestionnaire à la petite enfance, par exemple, est directement lié à l'augmentation des places de crèches.

M. BUSCHBECK ajoute que la rénovation des infrastructures communales rend nécessaire l'engagement d'un architecte.

M. AGRAMUNT, enfin, explique que le Service des finances a un effectif inférieur aux communes de taille comparable et que, avec l'augmentation de la population, un nouveau poste est nécessaire. La situation est comparable au Service des ressources humaines.

L'amendement no 4 est refusé par 6 NON (3 SOC, 2 VERT.ES, 1 PLR) et 4 OUI (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 UDC).

Un dernier amendement (5) est présenté par un commissaire (UDC), pour que le budget ne soit pas déficitaire. Cet amendement diminuerait de 10%, de manière linéaire, le budget de fonctionnement, hors des dépenses incompressibles.

M. AGRAMUNT répète que la réforme RFFA a une influence prépondérante sur le budget. Les finances communales sont maîtrisées, et seraient à l'équilibre sans la réforme. L'amendement proposé induirait entre autres une forte réduction du programme culturel.

Mme DE LA OLIVA, Cheffe du service des finances précise qu'une bonne part des charges, par exemple celles liées aux investissements, ne peuvent pas être diminuées.

M. STAUB indique que les dépenses visées par l'amendement concernent des prestations nécessaires (par exemple, des couches pour les crèches). Il rappelle aussi que, avant 2021, les quinze dernières années n'ont compris qu'une année déficitaire. Dans le même sens, M. RUETTIMANN, Secrétaire général adjoint, rappelle qu'il n'y a pas de déficit structurel ; la situation financière de la Commune est étroitement liée aux importants investissements récents au quartier de l'Étang, en addition aux effets de la RFFA.

M. BUSCHBECK relève enfin que des économies non négligeables ont pu être réalisées par les différents services en vue du budget 2022, mais qu'il n'est pas possible d'en faire davantage. Le Conseil administratif souhaite lui aussi revenir rapidement à l'équilibre budgétaire.

La dette est regrettée par un commissaire (ALTERNATIVE) et un commissaire (PDC-VERT'LIBÉRAUX). Le premier considère que de nombreuses dépenses sont inutiles et servent des intérêts politiques, en mentionnant notamment les correspondants de nuit ; le second estime important de ne pas laisser de dette aux générations futures. Un commissaire (SOC) estime en revanche que ce budget aurait pu inclure des dépenses supplémentaires ; il s'agit donc d'un budget prudent et dont il faut se contenter.

L'amendement no 5 est refusé par 5 NON (3 SOC, 2 VERT.ES), 4 OUI (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 UDC) et 1 abstention (PLR).

Vote de la DA 131 – 21.11 :

La DA 131 - 21.11, Budget de fonctionnement 2022, taux des centimes additionnels et autorisation d'emprunter, est acceptée par 6 OUI (3 SOC, 2 VERT.E.S, 1 PLR) et 4 NON (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 UDC).

M. TOMBOLA, Président : ce projet de DA a été accepté par 6 OUI et 4 NON en commission.

M. JOTTERAND, vous étiez encore rapporteur pour cet objet. Avez-vous quelque chose à ajouter ? Cela n'est pas le cas. Je vous remercie.

Cette DA a été longuement présentée en commission, d'une manière détaillée. Effectivement, il y a eu des amendements qui ont été soit acceptés soit refusés en commission des finances, de l'économie et de l'administration. Les commissaires ont eu le temps de poser des questions au Conseil administratif, qui y a répondu. D'autres ont pu proposer des amendements ou exposer leurs arguments. Et la séance plénière est une opportunité pour faire des déclarations politiques.

Je demande donc aux groupes qui vont s'exprimer de ne pas revenir sur le débat de commission et je vous informe que nous avons reçu cinq amendements. Trois proposés par l'UDC, un par l'ALTERNATIVE et un par les PDC-VERT'LIBÉRAUX.

Je vous propose d'examiner ces amendements dans l'ordre suivant, puisqu'il y a deux amendements qui se rapprochent d'un amendement général proposés par l'UDC à travers M. NOBS, soit de procéder à une diminution des charges compressibles du budget de fonctionnement 2022 de la Commune de 1,75%. Ne sont pas concernées les charges strictement incompressibles, les charges contraintes, les charges mécaniques qui découlent de l'application des mécanismes comptables ou financiers, les obligations légales envers des tiers et les subventions non monétaires.

M. NOBS avait prévu de faire un argumentaire oral. M. NOBS, vous avez la parole.

Départ de Mme AHMARI à 21h45.

M. NOBS : merci M. le Président.

Chers Collègues, je serai bref. Je ne vous ferai pas perdre votre temps.

Quelques remarques sur la forme. Je crois que nous pouvons dire que les discussions en commission des finances, de l'économie et de l'administration sont le lieu d'échanges constructifs qui permettent ensuite éventuellement d'affiner les amendements.

Sur le fond, cet amendement entend tendre une perche à notre Conseil administratif pour lui permettre de sortir de son dogmatisme et de tempérer la fuite en avant budgétaire. La formulation de cet amendement a été faite de manière à ce que la requête ne vise pas à réduire des charges qui sont impossibles de réduire.

Il est proposé de réduire de 1,75% les charges compressibles. Voilà. C'est tout. Un petit effort pour aller de l'avant.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : merci M. NOBS.

Y a-t-il une autre prise de parole ? M. le Conseiller administratif.

M. AGRAMUNT, Conseiller administratif : merci beaucoup M. le Président.

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, je ne vais pas revenir sur ce que nous avons développé en long et en large lors de la commission des finances, de l'économie et de l'administration.

Je vais juste répéter ce que j'ai dit tout à l'heure dans la déclaration. Donc, toujours en ce qui concerne les suites de la RFFA, ce projet de budget respecte la loi sur l'administration des communes et les dispositions transitoires de dérogation à l'équilibre budgétaire introduites lors de la réforme de la fiscalité des entreprises (RFFA).

En effet, ces dispositions autorisent la Commune à présenter des budgets déficitaires à hauteur maximum de CHF 2.8 mios dans le cadre de la Ville de Vernier, et ce jusqu'en 2026.

M. NOBS, s'il n'y avait pas la RFFA, nous serions à + CHF 700'000.00. Il faut quand même que vous ayez cela en tête.

Je comprends qu'idéologiquement c'est plutôt vous qui, idéologiquement, n'avez pas vu la situation. Vous pensez qu'il faut vraiment avoir un budget zéro. Idéologiquement, cela ne fonctionne pas ainsi.

Là, si nous n'avions pas la RFFA, nous serions à + CHF 750'000.00. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Nous avons malheureusement cette contrainte et l'administration fonctionne très bien. Nous n'avons pas de problème structurel au niveau du fonctionnement. La même chose au niveau de l'investissement.

Donc, je vous prie, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, de bien vouloir rejeter cet amendement.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : merci M. le Conseiller administratif.

M. GOMES DE ALMEIDA, vous avez la parole.

M. GOMES DE ALMEIDA : merci M. le Président.

Par rapport aux Correspondants de nuit, avec leur budget estimé à CHF 1'110'505.00 ...

M. TOMBOLA, Président : nous sommes sur le premier amendement général. Votre intervention concerne un autre amendement.

M. GOMES DE ALMEIDA : ok, alors je prendrai la parole après.

M. TOMBOLA, Président : très bien, je vous remercie.

Y a-t-il une autre prise de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Je mets au vote cet amendement.

Celles et ceux qui acceptent l'amendement n°1 de M. NOBS, pour le groupe UDC, sont priés de lever la main.

L'amendement n°1 de M. NOBS, UDC, est refusé par 18 NON (10 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 3 PLR), 5 OUI (1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 3 UDC) et 8 abstentions (3 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 3 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 I).

M. TOMBOLA, Président : je passe au deuxième amendement, qui est sur le même objet. L'amendement est proposé par l'UDC et porte sur le plan principal, page 81, compte 5790.004, Correspondants de nuit. L'amendement propose la suppression de CHF 1'000'000.00 sur cette ligne budgétaire, pour ne garder que CHF 110'505.00. L'argument avancé est la nouvelle allocation des ressources en vue d'une nouvelle stratégie de lutte contre l'insécurité nocturne.

M. AUBERT, vous avez la parole.

M. AUBERT : merci M. le Président.

Est-ce qu'il ne faudrait pas d'abord faire voter l'amendement de M. AMBROSIO sur la réduction totale de cette ligne budgétaire ?

M. TOMBOLA, Président : je n'ai pas terminé M. AUBERT.

M. AUBERT : ah, vous gardez le suspens !

M. TOMBOLA, Président : c'est pourquoi j'explique qu'il y a deux amendements qui sont sur la même ligne budgétaire. Je lisais d'abord le premier amendement proposé par l'UDC et je lirai par la suite l'amendement proposé par le groupe de l'ALTERNATIVE, dans l'ordre du dépôt puisqu'il a été déposé tout dernièrement.

M. AUBERT : je suis impatient, pardonnez-moi !

M. TOMBOLA, Président : donc il y a cet amendement déposé par l'UDC, qui demande la diminution de CHF 1'000'000.00 sur la ligne budgétaire des Correspondants de nuit, pour ne garder que CHF 110'500.00 avec un motif de nouvelle allocation des ressources en vue d'une nouvelle stratégie de lutte contre l'insécurité nocturne.

Nous avons aussi reçu sur le Bureau l'amendement proposé par l'ALTERNATIVE sur la même ligne budgétaire et sur le même compte, Correspondants de nuit. Et là, l'ALTERNATIVE propose carrément la suppression de toute la ligne budgétaire, pour ne garder que CHF 0.00, avec une nouvelle allocation des ressources en vue d'une nouvelle stratégie de lutte contre l'insécurité nocturne, soit le même motif que l'UDC.

Cela veut dire que la proposition la plus éloignée, au niveau de ces deux amendements, est celle proposée par l'ALTERNATIVE.

Je passe la parole aux déposants de cet amendement. Qui veut prendre la parole ?
M. AMBROSIO.

M. AMBROSIO : merci M. le Président.

J'aimerais juste mettre au point quelque chose. Tout à l'heure vous avez dit que, dans les commissions, on répond aux questions. Heureusement d'ailleurs, les commissions sont faites pour cela. Par contre, quand nous n'avons pas de réponse qui soit circonstanciée, on va effectivement revenir sur des sujets. Nous pouvons donc revenir en plénière, parce que nous ne sommes pas satisfaits des réponses qui nous ont été données en commission.

Cela étant dit, j'aimerais juste faire un petit historique sur les Correspondants de nuit, qui faisaient partie d'un grand plan du temps de M. APOTHELOZ, qui était plutôt d'ordre électoral qu'un réel service pour la population. C'est-à-dire que M. APOTHELOZ avait inventé un tas de petits boulots, qui donnaient d'ailleurs des petits effets, mais avec de grandes dépenses. Là, nous sommes vraiment en plein dedans avec ces Correspondants de nuit.

J'ai personnellement fait une petite enquête, puisque j'ai la chance d'habiter au Lignon, dans une cité où il y a quand même passablement d'habitants. Je crois que j'ai eu une seule réponse positive par rapport à ce service, à savoir une régie qui allait de temps en temps les voir, parce qu'elle avait des bisbilles avec ses locataires et qu'elle a demandé d'aller frapper à la porte de ces personnes pour essayer de calmer leurs humeurs.

À part cela, ce sont des personnes que l'on voit se promener. Ce sont donc des promeneurs professionnels qui résolvent de temps en temps des petits problèmes, mais qui ne justifient absolument pas de leur concéder un budget de CHF 1'100'000.00.

Il n'y a pas une économie, car ce n'est pas une économie que nous voulons faire. Ce que nous demandons, c'est reporter ce montant sur un plan de sécurité beaucoup plus efficace.

Je ne veux pas revenir sur tous les événements qu'il y a eus au Lignon. À cette occasion d'ailleurs, nous n'y avons jamais vu ces personnes-là, alors qu'elles auraient pu simplement aussi aider. Il y avait certains locataires qui étaient traumatisés, des gens qui ont dû aller dans les bus parce qu'ils avaient froid et qu'ils ne pouvaient pas rentrer chez eux. Les Correspondants de nuit auraient pu aussi faire l'effort de venir au-devant de la population pour réconforter ces gens-là. Nada. Rien du tout.

Voilà un exemple très clair de ce service qui a été créé pour des raisons dogmatiques et électorales.

Ce n'est pas la première que l'on revient avec cette problématique des Correspondants de nuit, mais il faut maintenant mettre un terme à cela.

La raison pour laquelle deux amendements ont été déposés sur le même sujet, c'est que l'UDC a fait son calcul. Il souhaite garder environ CHF 100'000.00 sur cette position comptable et nous, nous avons estimé que cela ne servait absolument à rien, parce qu'avec ces CHF 100'000.00 nous ne pouvons rien

faire. Nous bloquons un montant sur un compte qui va rester comme cela et qui ne servira à rien. Alors autant tout supprimer.

Je sais ce qu'on va nous dire. On va nous dire qu'on ne peut pas enlever le budget maintenant. Admettons que l'amendement soit accepté, il faudra trouver une solution pour ces personnes, une solution honorable, parce que si leur travail ne sert plus à rien on ne peut pas entretenir ce service ad aeternam. Il va peut-être falloir faire un plan social, mais c'est au Conseil administratif de se débrouiller pour le faire, c'est son travail, c'est son job.

Aujourd'hui il ne faut pas qu'on revienne avec cet argument que nous rejetons carrément, car on nous l'a déjà évoqué à l'époque lorsque nous avons déposé de telles propositions. Ce n'est pas un argument. Vous pouvez trouver un plan social pour ces gens-là. Il n'y a aucun problème.

Ce que je propose, c'est de supprimer ce budget et ensuite, après les propositions du Conseil administratif qui vont revenir en janvier, février, car nous savons comment sont les discussions, elles commencent en janvier et finissent en décembre. Elles peuvent durer longtemps, et en attendant la population subit les affres de criminels et d'autres personnes. On fait miroiter pendant des années à ces personnes que la Commune va s'occuper d'elles, et finalement elle ne fait rien du tout.

J'espère que le Conseil administratif a pris conscience que tout ce qu'il a fait jusqu'à présent n'a pas servi à grand-chose.

Nous proposons de supprimer carrément ce budget, de laisser le Conseil administratif faire son travail au sujet de l'avenir de ces personnes, et je vous enjoins à accepter cet amendement.

M. TOMBOLA, Président : merci M. AMBROSIO.

Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer ? M. le Conseiller administratif.

M. STAUB, Conseiller administratif : merci M. le Président.

Je pourrais dire que je suis surpris, puisque cet amendement n'a pas été déposé en commission et que je n'ai pas pu apporter les réponses. Mais comme c'est une rengaine que j'entends à peu près chaque année au moment du vote du budget, plus lors de deux à trois commissions par an – vous pourrez vérifier – c'est le service qui été le plus justifié, le plus observé.

Nous avons des chiffres. Ce que vous dites, M. AMBROSIO, sur les interventions, j'ai des chiffres, vous avez des on-dit. Ce service est plus contrôlé, vérifié, étudié que n'importe quel autre service.

Je voudrais juste dire deux ou trois choses. Premièrement, je veux bien que ce soit un acte politique, politicien, qui dure depuis plus de dix ans et que votre Conseil municipal n'a jamais réussi à supprimer parce que cette politique politicienne était tellement forte que nous n'y arrivions pas.

Mais en dix ans, ce projet a essaimé. Lausanne. Neuchâtel. Ah, ce sont des villes de gauche ! Les vilains gauchistes. Thônex. Ah, Thônex, je ne crois pas que ce soit une ville de vilains gauchistes, mais elle a mis en place des Correspondants de nuit. C'est marrant.

Une autre ville, la Ville de Genève, va le mettre en place.

Nous avons reçu des demandes. En janvier nous irons décrire le projet à Bernex. Versoix a aussi un projet comme cela.

Mais c'est vrai, nous avons tort. Vous avez raison et toutes ces communes ont tort. En fait, c'est tellement mauvais que tout le monde fait faux.

Vous vous trompez aussi largement, et je ne peux pas accepter quand vous dites que les Correspondants de nuit n'ont rien fait pendant les incendies. Il y a eu des pompiers volontaires. Vous auriez pu commencer par dire qu'ils étaient sur le terrain parce que c'était à eux de le faire. Vous auriez pu remercier les pompiers SIS et arrêter de demander aux Correspondants de nuit de faire tout et n'importe quoi en disant qu'ils sont en échec.

Je réexpliquerai en commission quel est le rôle d'un Correspondant de nuit. Ce n'est pas d'arrêter un criminel qui boute le feu. Cela non. Ce n'est pas non plus le rôle de la Police municipale - je vous remercie déjà de ne pas avoir supprimé cela.

La Police municipale est aussi sur le terrain, mais vous ne dites pas qu'elle est inutile à marcher sur le terrain, puisque c'est ce qu'on lui demande. C'est la présence qu'on lui demande.

Donc, s'il vous plaît, il y a un moment une mesure à avoir, une rationalité à avoir et ne pas tout mélanger pour faire croire que les Correspondants de nuit sont bientôt responsables d'à peu près tout ce qui arrive à Vernier.

Vous nous dites de ne pas donner l'argument que la suppression du budget n'est pas possible. Je suis désolé, mais il y a l'article 70 du statut du personnel – ce n'est pas moi, c'est le Conseil municipal qui l'a voté – qui indique dans deux alinéas qu'il y a quatre mois de délai de congé, sans compter le droit d'être entendu, et que l'indemnité est de six mois si aucune autre place n'est trouvée. Cela fait dix mois.

Vous voulez bien nous supprimer ce budget, mais je ne sais pas comment nous allons faire. Nous allons devoir venir au 1^{er} janvier avec un crédit supplémentaire, parce que la loi, les statuts, nous interdisent de le faire.

Alors, il est bien joli ici de dire « le Conseil administratif réorganisera ». Mais ce que vous me demandez c'est de virer des gens. Virer des gens. C'est cela que vous me demandez de faire, mais à un délai de dix à onze mois.

De toute manière, ce n'est pas CHF 1'100'000.00. Vous divisez cela par douze si vous voulez, mais je ne suis même pas sûr de pouvoir le faire car il y a des procédures à respecter.

Cet argument, je ne le dis pas pour vous embêter, c'est la réalité. Et l'année passée nous vous avons fait ce même discours.

Je n'ai pas envie de faire ce discours, c'est juste que je dois le faire. Si cet amendement est accepté tel quel, il est inapplicable. Je ne suis même pas sûr que cela soit accepté par la Surveillance des communes. Je suis désolé de le dire, mais c'est ainsi.

Même s'il a été démontré dans une étude réalisée quelques années après sa création, chaque année nous pouvons vous expliquer le travail des Correspondants de nuit. Mais ne mélangez pas tout. Les Correspondants de nuit ne sont pas là pour faire le travail, ni de la Police cantonale ni de la Police municipale. C'est un complément. Et je vous rappelle que, à plusieurs reprises en commission, des gradés de la Police cantonale ont indiqué que les Correspondants de nuit étaient utiles.

Donc vous pouvez, de manière dogmatique, dire que vous n'en avez pas envie. Mais arrêtez de porter le manteau du pragmatisme, parce que votre amendement n'est pas pragmatique, il est irréalisable. Le pragmatisme voudrait que l'on entende que les Correspondants de nuit ont une certaine utilité et que la Police municipale en a une autre. Je vous rappelle que nous créons deux postes et je suis assez content que le dogmatisme du parti socialiste imprime aussi la sécurité. Je vois que notre champ d'expertise s'allonge.

Je vous recommande vraiment de refuser cet amendement, qui est une manière de poser politiquement un argument, ce que je peux comprendre, mais qui n'est pas basé sur une réalité des faits sur le terrain et qui, sur la forme, est au minimum une périlleuse opération irréalisable.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. le Conseiller administratif.

Il y avait M. AUBERT qui voulait s'exprimer et puis M. AMBROSIO. Ensuite nous passerons au vote.

M. AUBERT : merci M. le Président.

Mesdames et Messieurs, de quoi parlons-nous ici ? C'est en effet d'un budget, d'une ligne budgétaire. Cela est symbolique. Derrière c'est la sécurité. C'est une notion quand même plus importante qui est en jeu.

Je pense que c'est aussi le rôle de notre Commune, c'est le rôle de chaque groupe et du Conseil administratif d'assurer la sécurité de la population.

Quand le Conseiller administratif, Martin STAUB, explique qu'on doit justifier à quoi servent ces Correspondants de nuit pour lesquels on budgète quand même CHF 1'200'000.00, je pense que nous sommes en droit de nous demander à quoi ils servent.

M. le Conseiller administratif Martin STAUB est très fort en rhétorique, pour slalomer avec les éléments et ne pas venir vers nous avec des explications. Donc, je lui pose clairement la question, car je ne l'ai jamais entendu à Vernier. Il y a deux ou trois ans, je ne sais plus, Mme AHMARI avait demandé au Conseil administratif de donner tous les détails sur ce que font les Correspondants de nuit. C'était sauf erreur encore le Conseiller administratif Thierry APOTHELOZ qui était en charge de ce service, et nous n'avons pas eu de réponse.

Je sais bien que ce n'est pas le lieu, mais je n'ai jamais entendu de réponse sur leur fonctionnement et sur ce qu'ils font.

Bien sûr que l'on ne fait pas de la jonglerie, que l'on ne s'amuse pas et nous n'allons évidemment pas supprimer les APM. Bien sûr que non. Par contre, ce que nous pourrions éventuellement imaginer, c'est qu'avec cette économie, cette ligne de budget non dépensée, investir par la suite dans davantage d'APM. Bien évidemment nous serions pour.

Maintenant je reviens sur ce que j'ai dit au début. On parle de sécurité, Mesdames et Messieurs. Ce n'est pas un mot politique. C'est notre rôle, avec l'aide du Canton je suis bien d'accord, de l'assurer sur le Canton. Et je crois que c'est dans l'intérêt de tout le monde aussi qu'elle soit appliquée, car sans sécurité c'est le liant social, le bien vivre ensemble qui peuvent être mis en danger. C'est aider les plus démunis.

Nous allons bientôt développer – et je l'ai soutenu – le centre culturel près du viaduc de l'Écu. Mais serons-nous capables d'assurer la sécurité à cet endroit ? Que se passera-t-il si les gens viennent chez nous et que les « *bagnoles* » brûlent dans le parking ? S'ils ne se sentent pas sûrs de venir chez nous. ...

Rires dans l'hémicycle

M. AUBERT : cela ne me fait pas vraiment rire. Ok ?

C'est notre rôle, pour les futures installations que nous souhaitons mettre en place, qu'il n'y ait aucun doute sur le fait que chacune et chacun puisse y venir – je ne vais pas dire sans risquer sa peau, car c'est évidemment excessif – en toute sécurité.

Encore une fois, je crois que c'est une question de responsabilité. Ce n'est pas une question de couleur. Ce n'est pas une question de challenge politique, où se positionner ou peu importe. La question est d'assurer à nos concitoyens leur sécurité.

J'habite à cent mètres du Lignon. Je suis allé deux fois sur place le soir. M. le Conseiller administratif, j'aurais pu y aller dix fois, parce qu'en effet il y a eu dix feux. Moi, je ne rigolerais pas avec cela.

Qu'est-ce que j'ai vu ? J'ai vu des gens, des personnes âgées qui, pour la xième fois, sont en bas de leur immeuble, attendent, ne savent pas s'ils vont pouvoir remonter. Des personnes âgées qui disaient ne pas oser remonter par crainte d'être prises dans la fumée en haut et de ne pas avoir le temps de redescendre. Il y avait des enfants également. Je ne vais pas noircir le tableau, mais je pense que c'est quelque chose que nous devons vraiment prendre au sérieux.

Je pense que ce Conseil doit comprendre qu'il y a des difficultés et que nous devons renforcer le maintien de l'ordre, la sécurité de nos citoyens et se donner les moyens.

Je vous invite donc évidemment à soutenir cet amendement, qui doit permettre une évolution en ce sens.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : merci M. AUBERT.

M. le Conseiller administratif, je passe d'abord la parole à M. AMBROSIO, ainsi vous répondrez en même temps.

M. AMBROSIO est d'accord d'attendre. M. STAUB, je vous passe la parole pour répondre à M. AUBERT.

M. STAUB, Conseiller administratif : il y a beaucoup de choses, mais l'excès ne vous sied pas.

Dire que nous n'en avons pas discuté est un mensonge, M. AUBERT. Et vous pouvez le vérifier. À la suite de ma déclaration lors du vote du budget, une commission sociale, jeunesse et enfance s'est tenue le 3 février 2021 afin de réexpliquer le rôle des Correspondants de nuit.

Vous n'êtes plus membre d'aucun groupe, c'est votre choix, mais vous pouviez assister à cette commission, qui était en visioconférence.

Dire aujourd'hui que je n'ai pas donné les explications est un mensonge.

Et puis, prenons un peu de hauteur. J'ai cette faiblesse de penser que dans les moments difficiles il faut plutôt se réunir que de commencer à jeter des anathèmes sur la question qu'on n'assurerait pas la sécurité des citoyens. Croyez-vous que le Conseil administratif ne prend pas les choses au sérieux ? Croyez-vous réellement que nous dormons bien quand il se passe de tels événements au Lignon ou ailleurs ? Croyez-vous vraiment que nous n'agissons pas tous les jours ?

Monsieur le Conseiller municipal, vous ne vous faites pas honneur en jetant de tels exemples et en n'essayant pas de trouver ensemble les solutions. Parce qu'en supprimant ce budget, M. AUBERT, vous ne le mettez pas à la sécurité. Vous n'allez pas voter le budget, vous n'allez donc pas voter les postes de Police municipale, et l'amendement que vous avez déposé ne met pas un franc de plus sur les policiers municipaux.

À un moment, rétablissons la vérité ! Les Correspondants de nuit ont un rôle à jouer dans la tranquillité publique, dans la médiation de rue. C'est pour cela qu'ils ont été créés. C'est pour cela que nous avons expliqué leurs tâches à de multiples reprises. Ne dites pas publiquement des choses qui sont fausses, cela ne vous sied pas.

Sur la question des incendies, il faut plutôt agir ensemble.

Il ne faut pas essayer de dire qu'en enlevant sur un budget, sans le remettre ailleurs, nous allons pouvoir mettre davantage de moyens sur la sécurité. Ce n'est pas vrai. Et en refusant le budget, comme cela a l'air d'être votre but - j'espère me tromper -, vous ne mettez pas un franc de plus dans un poste supplémentaire.

Votons sur cet amendement. Refusons-le comme cela fait dix ans que nous le faisons ! C'est une marotte qui est prise sur le dos d'employés dont on remet en cause chaque année les postes. Avançons ensemble sur cette question et arrêtons d'opposer différentes interventions sur le terrain !

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. le Conseiller administratif.

Je passe la parole à M. AMBROSIO, et après nous passerons au vote sur cet objet.

M. AMBROSIO : merci M. le Président.

Nous avons entendu des choses de la part du Conseiller administratif que nous ne pouvons pas accepter.

Dire que c'est impossible de supprimer un service, que cela va être refusé par la Surveillance des communes, tout cela, je m'excuse, mais ce n'est absolument pas vrai.

Le Conseil municipal prend des décisions. Après c'est au Conseil administratif de se débrouiller pour que ses décisions passent. C'est la première chose.

La deuxième chose. Ce qui pourrait la vie des citoyens dans ce genre de situation, ce sont les non-dits. Depuis que je fréquente les associations de locataires, j'entends ce que les autorités, y compris la Police, y compris la FASE, ne disent pas. Je ne veux pas être malhonnête maintenant, mais ils cachent la m... au chat. Tout le monde voit de quoi je veux parler.

Cela est exaspérant parce que nous vivons tous les jours sur le terrain, nous voyons ce qu'il se passe. Je refuse d'entendre des choses comme cela, à savoir qu'on profite de ces situations.

Vous, vous profitez de la précarité des gens pour faire votre politique. Vous n'êtes pas non plus dans la cible !

Je répète que les citoyens ont besoin de sécurité. Si on enlève ce million sur les Correspondants de nuit, cela ne va rien changer à la sécurité actuelle, puisqu'eux ne participent pas à cette sécurité, ou alors dans une moindre mesure. Peut-être qu'avec un budget de CHF 2'000.00 à CHF 3'000.00, nous arriverions à faire le même travail, et encore.

Moi, je refuse ce qui vient d'être dit là-dessus.

Les citoyens sont inquiets. Ils attendent une réponse claire et non pas des sous-entendus des politiques. Nous devons faire face à nos responsabilités, ce que nous n'avons pas l'air de vouloir faire ce soir, et que nous n'avons pas fait dans le passé et que nous risquons de ne pas faire dans l'avenir si l'échiquier politique reste le même que maintenant à l'avenir à Vernier.

Voilà, je voulais quand même mettre cela au point, et je vous demande d'accepter cet amendement.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. AMBROSIO.

Je passe la parole à M. AUBERT qui souhaitait réagir. Voulez-vous toujours réagir M. AUBERT ?

Ensuite Mme BRANDRUP.

M. AUBERT : merci M. le Président.

Que ce soit clair, je voterai sur le siège une augmentation de budget pour une autre forme de sécurité, que ce soit pour des APM, si on le faisait maintenant, voire plus tard, mais ce serait une bonne injonction.

J'irai bien sûr consulter le procès-verbal de la commission sociale, jeunesse et enfance évoquée par M. STAUB sur le sujet, mais je suis surpris qu'il soit parlé de sécurité dans une commission sociale.

Merci.

M. TOMBOLA, Président : merci M. AUBERT.

Mme BRANDRUP, vous avez la parole.

Mme BRANDRUP : merci M. le Président.

C'est juste pour dire que j'aimerais sincèrement remercier le service des Correspondants de nuit, car à plusieurs reprises ils sont venus beaucoup plus rapidement que la Police municipale.

Je vous explique. La Police municipale était occupée, elle me l'a dit. Les Correspondants de nuit étaient là dans les dix minutes après les avoir appelés. Il y avait un homme qui voulait se jeter d'une fenêtre du 8^e étage. J'étais présente pendant près de quinze minutes, en espérant qu'il n'allait pas oser sauter. Ensuite, les Correspondants de nuit sont venus.

Je suis choquée de vous entendre dire qu'ils ne servent à rien.

Je n'ai pas appelé qu'une seule fois. J'ai appelé trois fois les Correspondants de nuit et les trois fois ils sont venus.

Le même jour où il y avait le feu au Lignon, il y avait une autre personne à l'avenue de Crozet qui était vraiment malade. Elle était sur le balcon et ne pouvait plus ouvrir sa porte.

Sincèrement je suis choquée. Cela m'énerve. Comme est-ce possible de parler des Correspondants de nuit quand ce sont eux qui viennent soulager, aider, parler avec les adolescents qui causent des problèmes ? Ils aident ces personnes-là.

J'en suis témoin, parce que c'est moi qui ai appelé à deux occasions. Les Correspondants de nuit étaient là et après c'est la Police municipale qui est venue.

Le service des Correspondants de nuit est vraiment utile pour notre communauté. On peut aussi en voir et on en verra bientôt dans d'autres communes.

Merci.

M. TOMBOLA, Président : merci Mme BRANDRUP pour votre intervention. Pouvez-vous désinfecter le micro, s'il vous plaît ?

Je passe la parole à M. NOËL.

M. NOËL : merci M. le Président.

Pour ce vote, je demande le vote nominal.

M. TOMBOLA, Président : merci M. NOËL. Est-ce que vous êtes suivi ? Il faut trois personnes qui acceptent.

Plus de trois personnes lèvent la main dans l'hémicycle.

M. TOMBOLA, Président : le vote sera donc nominal. Je vous remercie.

M. MAGNIN, vous avez la parole.

M. MAGNIN : merci M. le Président.

Je ne crois pas que nous puissions justifier des postes par leur simple existence, et que nous devions les renouveler parce qu'ils existent, au motif qu'ils existaient déjà par le passé, si j'ose cette expression-là.

Les Correspondants de nuit, c'était une très belle idée au départ. C'était une idée séduisante. Elle est malheureusement devenue décevante, au résultat.

Vous le savez, M. le Conseiller administratif, le PDC vous a soutenu à l'époque pour la création de ces postes. Pendant un certain nombre d'années, nous vous avons soutenu. Et nous sommes quelque peu désarçonnés de voir le résultat peu convaincant, voire l'absence de résultat. Non pas que les gens ne fassent rien, simplement nous pensons que ce service n'a pas une utilité, ou du moins pas celle que vous pensez.

Vous vous souviendrez que cela fait pratiquement dix ans que les Correspondants de nuit sont sur la sellette, et je vous rappellerai une époque où le PDC n'était pas représenté dans ce Conseil municipal où l'existence des Correspondants de nuit a tenu à une seule voix suite à un revote puisque, à l'époque, le PLR avait voté la disparition des Correspondants de nuit puis, sous l'impulsion de leur représentant au Conseil administratif, un nouveau vote avait eu lieu, ce qui m'avait pour le moins épaté de l'extérieur, et qui avait pour une voix fait subsister ces Correspondants de nuit.

Ce n'est pas une nouvelle au fond de savoir que ce service-là n'est pas reconnu à l'unanimité, non pas dans ses actions, mais dans son service utile à la population, raison pour laquelle nous soutiendrons l'amendement qui vise à réduire cela, mais en vous laissant quelque marge pour résilier bien évidemment les contrats, puisque c'est la suite logique du système et j'en suis désolé pour ces personnes. Mais c'est comme dans toute entreprise, dans toute communauté, dans toute infrastructure, quand un service n'est plus utile, on doit malheureusement prendre les décisions qui s'imposent.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. MAGNIN.

Nous avons épuisé les interventions. Je mets aux voix l'amendement de M. AMBROSIO, pour l'ALTERNATIVE, soit la proposition la plus éloignée, qui demande la suppression totale de la ligne budgétaire relative aux Correspondants de nuit.

Le vote nominal a été demandé. Je vais appeler les noms. Celui ou celle qui vote OUI dit OUI, celui ou celle qui vote NON dit NON et celui ou celle qui s'abstient le dira aussi.

			OUI	NON	Abstention
Monsieur	Fabrice	AMBERT		x	
Monsieur	François	AMBROSIO	x		
Monsieur	Claude	ANGELOZ			x
Monsieur	Nicolas	AUBERT	x		
Madame	Sophie	BOBILLIER		x	
Madame	Gladys Acosta	BRANDRUP		x	
Monsieur	Cédric	BRINER		x	
Monsieur	Gilles-Olivier	BRON		x	
Madame	Mélina	BUNTSCHU		x	
Monsieur	Serge	BURNIER	x		
Madame	Sylviane	COVER	x		
Madame	Céline	FORNEY		x	
Madame	Anabela	FRAGA			x
Monsieur	Wahba	GHALY		x	
Monsieur	José Manuel	GOMES DE ALMEIDA	x		
Madame	Diane (Roselyne)	GRABER			x
Monsieur	Thibaut	JOTTERAND		x	
Madame	Barbara	LANZILAO		x	
Monsieur	Yves	MAGNIN			x
Monsieur	Pablo	MARIN		x	
Monsieur	Johan	MARTENS		x	
Monsieur	Rinor	METUSHI		x	
Madame	Leila	MÜLLER			x
Monsieur	Howard	NOBS	x		
Monsieur	Daniel	NOËL	x		
Madame	Marie-Rose	PEREZ-MILANO		x	
Monsieur	Michel	RENAUD			x
Monsieur	Christophe	RUSSI	x		
Madame	Elisabeth	SANTI		x	
Madame	Esther	SCHAUFELBERGER		x	
Madame	Eylem	TAS POLAT		x	

L'amendement n°2 de M. AMBROSIO, du groupe ALTERNATIVE, est refusé par 17 NON (10 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 2 PLR), 8 OUI (3 MCG, 1 ALTERNATIVE, 3 UDC, 1 I) et 6 abstentions (3 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR).

M. TOMBOLA, Président : nous passons à l'amendement sur le même objet proposé par M. NOBS, du groupe UDC, qui demande la diminution de CHF 1'000'000.00 au lieu de la suppression totale du montant.

M. NOBS, vous avez la parole.

M. NOBS : merci M. le Président.

Chers Collègues, je crois qu'à l'époque – je ne veux pas vous faire la genèse des Correspondants de nuit – on parlait et on voyait en les Correspondants de nuit un dispositif novateur. Au fond, pourquoi pas. Accordons le bénéfice du doute à nos prédécesseurs. Nous avons cru qu'envoyer des personnes se balader dans les rues avec une parka bleu ciel, en allant vers les éléments perturbateurs dans les quartiers et en leur disant « Soyez gentils, pas méchants, ce n'est pas gentil d'être méchant » allait donner des résultats.

Force est de constater aujourd'hui que ce dispositif extrêmement onéreux, faut-il le rappeler, ne répond plus aux besoins élémentaires de la population.

Nous le disions tout à l'heure, les Correspondants de nuit n'ont pas été en mesure d'éviter les incendies au Lignon, mais également tout le volet relatif à la drogue.

Avant, le grand souci de la société c'était le cannabis auprès des jeunes. Maintenant, le cannabis on en rigole. Cela ne fait plus peur aux gens. Plus grave maintenant au Lignon, un article est paru dans le Blick où on parlait du développement du trafic de crack, qui est vraiment une drogue extrêmement dangereuse et addictive au Lignon.

On dit que ce n'est pas leur faute. Certes. Mais les Correspondants de nuit n'ont pu éviter aucun des dix-neuf incendies que l'on a répertoriés au Lignon, dont trois incendies trois nuits de suite. C'est sympa pour les gens qui se réveillent en sursaut au beau milieu de la nuit, parce que la fumée sort depuis les WC de leur appartement au 30^e étage. C'est une expérience extrêmement traumatisante.

On nous a dit comme objection que les Correspondants de nuit ne sont pas des policiers et qu'ils ne sont pas là pour faire le travail de la Police. Ok. Malgré l'exemple de notre préopinante, j'ai pu sonder mes voisins, le fait est que l'avis général n'est pas positif vis-à-vis des Correspondants de nuit. Les gens ne notent aucune amélioration de leur qualité de vie au quotidien.

Excusez-moi de parler du Lignon. J'y vis, donc je connais un peu le terrain, et notre Commune en général. Les habitants ne se satisfont plus des explications que leur donne notamment notre Conseil administratif, qui tendent – je schématise – à relativiser, d'une part, l'ampleur du désastre sécuritaire et, d'autre part, à mettre cela sur le dos de la politique menée par le Ministère public.

Je laisserai tout simplement le Conseil administratif s'expliquer auprès des habitants, puisqu'il a réponse à tout.

Les gens veulent maintenant des actions concrètes. Aujourd'hui, je pense que l'heure est venue de changer de paradigme, de passer à une autre réalité.

L'amendement que mon groupe vous propose vise à retirer CHF 1'000'000.00 à la ligne budgétaire. Pourquoi CHF 1'000'000.00 et pas l'intégralité ? C'est pour penser à la réorientation professionnelle des gens et à la liquidation de leur contrat, et ceci en vue de dégager des ressources pour permettre une nouvelle stratégie de lutte contre la criminalité au bénéfice de la population.

Laquelle ? Toutes sortes de possibilités s'ouvrent à nous. Nous songeons à renforcer les APM ou éventuellement, c'est une possibilité - je sais que cela ne fait pas plaisir dans une commune de gauche -, à recourir à des agents de sécurité privés qui travaillent très bien.

J'en ai fait l'expérience. Un samedi matin j'ai eu un banal souci avec une porte de garage. J'ai appelé la société de sécurité, je ne sais plus laquelle, je ne veux pas lui faire de publicité d'ailleurs, et en un quart d'heure l'agent de sécurité était là. C'était formidable.

Par conséquent, je vous invite, chers Collègues, à accepter cet amendement.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : merci M. NOBS.

Je vous rappelle que le port du masque est obligatoire et vous remercie de désinfecter le micro après votre prise de parole.

Y a-t-il une autre prise de parole ? M. BRON et puis M. GOMES DE ALMEIDA.

M. BRON : merci M. le Président.

Je prends la parole comme membre de la commission de la sécurité. Je ne peux que remercier le Magistrat, Martin STAUB, qui, contrairement à son prédécesseur qui avait initié les Correspondants de nuit, a bien compris qu'en effet les Correspondants de nuit étaient à la base un dispositif social, mais qu'il avait toute sa place dans un dispositif sécuritaire, ce que Thierry APOTHELOZ a toujours refusé.

Ce n'est pas la première année que je le dis, mes chers Collègues. Mais, oui, les Correspondants de nuit est un dispositif sécuritaire et j'en veux pour preuve que, certes chaque année on les présente à la commission sociale, jeunesse et enfance, mais chaque année aussi il en est question à la commission de la sécurité. Chaque année ou presque, depuis deux ou trois ans, nous avons des majors de la Police cantonale qui viennent, qui disent qu'ils sont très contents de travailler avec les Correspondants de nuit.

Nous pouvons en effet discuter. Mais je pense que ce n'est pas au moment du vote du budget que nous devons discuter si nous voulons ou non maintenir les Correspondants de nuit.

Ce que j'entends, c'est que pour avoir travaillé régulièrement à la commission de la sécurité cette année, je n'ai pas eu d'écho négatif qui soit remonté du terrain, en tout cas pas quand nous en avons discuté en commission.

Si j'ai pris la parole M. le Président c'était juste pour rebondir sur ce que vient de dire M. NOBS sur le rôle des Correspondants de nuit au Lignon. Il a été fait peut-être un peu vite un amalgame entre la jeunesse et les incendiaires. À ma connaissance, mais peut-être que le Conseil administratif a des informations que je n'ai pas, nous ne connaissons malheureusement pas les auteurs de ces incendies.

Ce que je peux vous dire comme membre du Conseil de la fondation pour l'animation socioculturelle (FASe), c'est qu'il existe un protocole très clair entre la Police, la FASe et la Délégation à la jeunesse de la Ville de Genève, mais qui est là comme Délégation de fait pour l'ensemble des quarante-cinq communes, qui précise exactement ce qui se fait dans les maisons de quartier quand on doit faire intervenir la Police.

Je ne peux que vous inciter, mes chers Collègues, Mesdames, Messieurs, à relire les procès-verbaux de la commission de la sécurité, qui ne sont malheureusement pas publics, c'est pour cela qu'il n'y a pas eu de rapport. Si vous lisiez ces comptes rendus, même si vous n'êtes pas à la commission de la sécurité, vous comprendriez que, certes, les Correspondants de nuit ne sont pas actifs sur les incendies, mais ce n'est pas leur rôle, et qu'ils remplissent parfaitement la niche que le Conseil administratif leur a attribuée il y a dix ans.

Ce soir, le groupe PLR soutiendra le budget tel que présenté à la commission des finances, de l'économie et de l'administration. Nous sommes bien sûr disposés à discuter du bien-fondé des Correspondants de nuit et de leur rôle, mais pas dans le cadre budgétaire. Peut-être que nous devons revoir leur rôle, mais ce n'est en tout cas pas ce soir, à 22h30, de discuter pour ou contre les Correspondants de nuit à travers la ligne budgétaire.

Merci.

M. TOMBOLA, Président : merci M. BRON.

Je le rappelle encore une fois. Les personnes doivent porter le masque en couvrant la bouche et le nez. Il faut respecter les consignes sanitaires. Je ne dois pas jouer la police. Vous êtes tous responsables de ce qu'il se passe.

M. GOMES DE ALMEIDA, vous avez la parole.

M. GOMES DE ALMEIDA : M. le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, depuis plus de quinze ans Les Libellules, Les Avanchets et Le Lignon sont des zones de non-droit. Ce sont à présent des groupes organisés de jeunes criminels qui font imposer leur loi : vol de scooters, brigandage, trafics de drogues, feux de caves, meurtre et incendies à répétition. Le dernier en date, aux Libellules ; je parle du meurtre.

L'exécutif communal nous dit qu'il faut vivre ensemble avec les incendies à répétition. Avant il nous disait qu'il fallait vivre ensemble avec le trafic de drogue.

L'exécutif nous dira encore et encore qu'ils n'y sont pour rien. On oublierait presque que notre Commune est dotée d'une Police municipale. En effet, nous entendons uniquement de la gauche les louanges des Correspondants de nuit. La seule chose qu'ils font, il est vrai, est de nuire à notre budget. Mais pour tout ce qui est de dénouer des liens qu'ont ces jeunes aux groupes criminels et aux différents trafics, ils n'y peuvent rien. Ce n'est pas leur fonction. On se demande même quelle est leur fonction.

Alors nous nous demandons à quoi servent-ils, si ce n'est qu'à augmenter le budget communal ?

Je vous rappelle qu'il fut un temps où il y avait un poste fixe de Police municipale au Lignon, et il n'y avait aucun Correspondant de nuit. À cette époque, nos nuits étaient réellement paisibles. De plus, à l'époque, il n'y avait pas de code de sécurité dans les allées. Il n'y avait pas non plus de trafic de drogue à ciel ouvert et, en ce qui concerne les incendies, il était rare d'en avoir un par année.

Actuellement nous sommes en période festive, et il y a à peu près un incendie par semaine, avec le record dernièrement de trois incendies de suite.

C'était simple. Avant il y avait des patrouilles à pied toute la journée de Policiers municipaux, et pas seulement des visites en véhicule, juste le temps de faire le tour du parking du centre commercial du Lignon. La Police municipale contrôlait réellement l'espace public.

L'exécutif communal va encore nous dire qu'il est incompetent dans ce domaine. Il préfère fermer les yeux à cette tragédie au quotidien que vivent les locataires des Libellules, des Avanchets et du Lignon.

L'UDC demande la mise en place d'un poste fixe au Lignon, de la mise en place de caméras de surveillance dans le domaine public, pour faciliter ensuite les recherches de la part de la Police judiciaire lors des enquêtes, et de renforcer en attendant les patrouilles de sécurité privée en lien avec les régies.

Comme M. le Maire nous l'a martelé, les incendies, les trafics de drogue et l'emploi ne sont pas du ressort de la Commune.

Je citerai donc ce grand écrivain français Justin LEON « Ben voyons ». Merci.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. GOMES DE ALMEIDA.

Y a-t-il une autre prise de parole ? M. MAGNIN.

M. MAGNIN : merci M. le Président.

J'ai été étonné de la déclaration de M. BRON. D'abord en me rappelant que, sauf erreur en 2015, je crois que c'est à cette époque-là que les Correspondants de nuit ont failli basculer ; il avait voté pour le démantèlement de ce dispositif. Et puis pour ses propos où il nous fait état des commissions de la sécurité. J'ai relu encore les procès-verbaux. Il me semblait bien que nous n'en avions pas spécialement parlé. Donc je ne comprends pas vos propos.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. MAGNIN.

Je passe la parole à M. AUBERT.

M. AUBERT : merci M. le Président.

J'ai juste une forme de question, une interrogation. J'ai le plaisir d'aller souvent promener ma fille en poussette le soir au Lignon pour tenter de l'endormir, ce qui n'est jamais très facile. Je croise en ces moments en effet – davantage ces temps-ci car ils sont un peu tendus – des agents de sécurité privés.

Je veux bien qu'on économise du côté des forces publiques sur la sécurité. Cela s'appelle peut-être un *décalement* de charges. À ce moment-là on prend dans le budget du Comité central du Lignon, parce que c'est lui qui doit les payer.

Deuxième chose. J'ai bien entendu les échanges et j'essaie juste d'intégrer tout cela. J'essaie de mettre au cœur de cette question notre responsabilité, au-delà de certains clivages. Je sais bien que c'est un clivage un peu classique sur la sécurité, mais c'est de notre responsabilité de renforcer ou d'améliorer notre approche de la sécurité.

Je vous redemanderai de ne pas avoir des considérations trop partisans et de voter en responsabilité. Merci.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. AUBERT.

Y a-t-il une autre prise de parole ? Cela ne semble pas être le cas. Je mets au vote cet amendement du groupe UDC. Celles et ceux qui acceptent cet amendement sont priés de lever la main.

L'amendement n°3 de M. NOBS du groupe UDC, est refusé par 18 NON (10 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 3 PLR), 11 OUI (3 PDC-VL, 3 MCG, 1 ALTERNATIVE, 3 UDC, 1 I) et 2 abstentions (1 MCG, 1 ALTERNATIVE).

M. TOMBOLA, Président : nous passons au quatrième amendement proposé par le groupe PDC-VERT'LIBÉRAUX, qui suggère de réduire l'augmentation des charges de personnel, ce que M. MAGNIN a évoqué auparavant, de CHF 5'397'888.00 à CHF 4'241'875.00, soit une différence de CHF 1'156'013.00, portant l'excédent de charges présumé à CHF 11'646.00 en lieu et place de CHF 1'167'659.00.

Je laisse la parole à M. MAGNIN pour réexpliquer cet amendement.

M. MAGNIN : très rapidement, Mesdames, Messieurs, parce que je crois que vous l'avez déjà compris. L'idée est de réduire l'augmentation prévue des charges du personnel en se contentant du strict nécessaire, c'est-à-dire en admettant pour le quartier de l'Étang une augmentation de charges de personnel à hauteur de CHF 3'200'000.00, ce qui est réclamé par le Conseil administratif, à admettre également l'augmentation de charges salariales concernant CHF 400'000.00 relative au salaire minimum, CHF 520'000.00 pour les mécanismes salariaux et CHF 121'875.00 pour les postes de la Police municipale qui sont prévus par le Conseil administratif.

Au fond, notre amendement revient à tenter d'obtenir un budget à l'équilibre en réduisant les charges du personnel au strict minimum.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : merci M. MAGNIN.

Y a-t-il une prise de parole ? M. le Conseiller administratif.

M. AGRAMUNT, Conseiller administratif : je vous remercie M. le Président.

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, j'ai pris note de l'amendement du PDC-VERT'LIBÉRAUX et je vous remercie M. MAGNIN d'avoir explicité les différents montants, parce que c'était un peu compliqué d'avoir juste des chiffres qui naviguent au milieu d'un amendement. C'est beaucoup plus clair maintenant.

Personnel en crèche de l'Étang, c'est CHF 3'200'000.00. Salaire minimum des aides de crèche, CHF 400'000.00. Mécanismes salariaux CHF 520'000.00. Postes supplémentaires APM, donc 1,2 poste emploi plein temps que vous acceptez. Tout ceci représente une augmentation des charges du personnel selon les amendements de nature 30 à CHF 4'241.875.00. Par rapport au delta qu'il y a avec ce que nous avons proposé, vous indiquez qu'on arrive à un excédent de charges de CHF 11'646.00 au lieu des CHF 1'167.659.00 que nous avons présenté tout à l'heure.

En fait ces éléments ne prennent pas en compte différents projets qui sont financés par l'extérieur, comme par exemple le projet de l'ADD où il y a en gros un tiers externe qui finance à hauteur de CHF 227'390.00. La même chose pour les recettes au niveau du projet « Bientôt à l'école » et « le Chapiteau enchanté », où nous percevons un revenu de CHF 40'000.00. C'est-à-dire que si nous ne prenons pas en compte ces montants-là, nous ne recevrons pas cet argent de l'extérieur.

Le déficit que vous avez indiqué, qui serait réduit à CHF 11'646.00, en réalité serait de CHF 279'036.00. Ce montant provient des différentes suppressions de recettes projetées par ces tiers intervenants externes.

Voilà, pour être un plus précis dans votre amendement. Je vous remercie M. le Président.

M. TOMBOLA, Président : merci M. le Conseiller administratif.

M. STAUB, vous avez la parole.

M. STAUB, Conseiller administratif : merci M. le Président.

Je vais juste enchaîner sur le fond de l'amendement. Il est vrai que c'est aussi la méthode qu'a choisie le Conseil administratif, qui avait fait ses preuves pour le projet Senior +, qui est de pouvoir tester un projet, de pouvoir le faire analyser par un tiers externe tout en le faisant financer afin que vous puissiez, en toute connaissance de cause, comme nous l'avons fait pour Senior +, pouvoir y revenir. C'est pour cela qu'il y a des fonds externes et que si ces postes en charges étaient supprimés, il faudrait aussi supprimer des revenus comme l'a dit mon collègue, ce qui ferait un résultat moins proche de zéro.

Je reviens sur les postes. Je comprends la logique de M. le Conseiller municipal, Yves MAGNIN, sur la question de réserver les postes pour la crèche et le fonctionnement de l'école de l'Étang. Il y a quand même, comme j'avais pu le dire en commission des finances, de l'économie et de l'administration, quelques problématiques. Par exemple, vous l'avez vu, il y a un poste d'aide en cuisine qui est en fait indirectement lié à la crèche de l'Étang, parce que nous avons transféré le contrat que nous avions à la crèche de Vernier-Village pour la cuisine à la crèche de l'Étang.

Donc, nous nous retrouvons sans aide de cuisine à la cuisine de Vernier-Village. Si vous ne créez pas ce poste, les bambins ne pourront pas manger à leur faim, ce qui pose un certain problème, vous l'avouerez.

Il y a d'autres postes de ce genre. Par exemple, il y a un pourcentage de gestionnaire de dossiers, vous l'avez vu dans l'explication du budget très détaillée. Ce poste à 60% est intimement lié à l'ouverture de la crèche de l'Étang, car nous avons une augmentation de 120 places, soit 1/5, et il nous faut augmenter d'1/5 les forces juste pour attribuer les places de crèche, sinon nous n'arriverons pas à les attribuer.

Il y a aussi – et cela a été dit par mon collègue, Mathias BUSCHBECK, et le groupe LES VERT.E.S – la question des rénovations. Il y a un certain paradoxe dans certaines déclarations générales qui ont été faites, parce qu'on nous dit qu'il faut investir, mais qu'il ne faut pas dépenser au niveau du fonctionnement. Mais vous ne pouvez pas investir dans le vide, il faut des gens qui conduisent ces investissements. Le poste d'architecte nous permettra de faire ces rénovations énergétiques. Sans ce poste d'architecte, vous pouvez enlever une partie non négligeable des investissements, parce que nous ne pourrions plus le faire.

Ce que je voulais rappeler, c'est que ce poste-là, en réalité, et cela date - pour celles et ceux qui se rappellent -, était présent. Nous avions à l'époque, dans un effort, réduit les forces et nous nous rendons compte que ce n'est plus possible.

Je comprends l'initiative de M. Yves MAGNIN, contrairement peut-être à d'autres initiatives qui demandent de couper et de voir ce qu'il se passe après. C'est juste que derrière cela le Conseil administratif a créé très peu de postes qui ne sont pas liés à des augmentations organiques, augmentations organiques dues à ce qu'il se passe au quartier de l'Étang.

Nous ne pouvons pas nous contenter d'avoir ce que l'on appelle en anglais le *front office*, il faut bien que cela suive derrière : pour la petite enfance, c'est l'exemple du gestionnaire de dossiers, pour les investissements de constructions, que vous appelez toutes et tous de vos vœux, il faut bien que quelqu'un les suive, autrement vous les retrouverez sur des honoraires de mandats externes qui coûteront, je vous l'assure, pas moins cher.

Comme l'a dit mon collègue, il faudra refuser cet amendement, qui ne permet pas d'avancer sur ces questions. Nous avons été au plus juste possible, je vous l'assure. Les différents services vous diront que nous avons été plutôt durs et plutôt restrictifs sur ce que nous avons accordé. Mais cela nous paraissait le minimum pour pouvoir, après cinq années où, je vous le rappelle, nous n'avons quasiment pas créé de poste, suivre un minimum avec l'arrivée du quartier de l'Étang. Car une bonne partie de ces postes sont liés indirectement à l'Étang ou sur des développements futurs qui sont nécessaires, notamment les rénovations de bâtiments, parce que les bâtiments ne sont souvent plus aux normes, et que pour nos ambitions de réduction d'énergie, qui ont aussi une incidence financière, nous devons avoir ces postes.

Je vous invite à refuser cet amendement pour pouvoir bien accompagner le développement de l'Étang, notamment avec un dernier poste, et cela parlera à ceux qui aiment l'animation socioculturelle, l'arrivée d'un quartier ce n'est pas seulement des bâtiments. Vous appelez de vos vœux du vivre ensemble, aussi un poste à durée déterminée a été créé pour accueillir les habitants de l'Étang, pour s'assurer que cet accueil se passe bien.

Donc vous voyez que beaucoup de dépenses sont liées à ce quartier de l'Étang ou à l'assurance du *back office* pour notre développement présent et futur.

M. TOMBOLA, Président : merci M. le Conseiller administratif.

Je passe la parole à M. AUBERT.

M. AUBERT : merci M. le Président.

Je soutiendrai cet amendement vu que nous n'avons pas économisé avec l'amendement précédent. C'est une occasion d'amener les comptes à zéro. C'est toujours bien d'avoir des comptes à zéro.

C'est un peu caricatural, mais il faut quand même juste savoir que dans le privé, depuis dix ans voire plus, on fait la même chose en étant deux fois moins. Nous étions vingt, maintenant nous sommes dix.

Il ne faut pas forcément tout comparer, mais je pense que des efforts probants peuvent encore être faits dans l'Administration pour ne pas gonfler à foison. Notre appareil étatique verniolan est quand même relativement important.

Je pense que les augmentations de postes, que ce soient les deux APM et celles liées au quartier de l'Étang, sont tout à fait utiles. Les autres, je ne vois pas forcément pour quels projets ils seraient destinés.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : merci M. AUBERT.

Je passe la parole à M. MAGNIN.

M. MAGNIN : juste pour rebondir sur les propos du Conseil administratif.

Tout d'abord en constatant que lorsque nous avons des fonctionnaires qui sont en fait payés par des fondations extérieures, je trouve l'exercice extrêmement périlleux. Parce que cela signifie in fine que lorsqu'on nous convaincra de l'utilité du fonctionnaire, la charge nous reviendra puisque les fondations n'ont pas pour vocation de suppléer aux entités étatiques. Même si au fond et sur l'ensemble de l'État, cela ne concerne pas uniquement Vernier, on peut s'inquiéter du rôle de certaines fondations qui prennent en charge ce que devrait faire l'État.

Donc, votre correction de CHF 200'000.00, excusez-moi de ne pas avoir pu la déceler. Mais je vous rappellerai, M. le Conseiller administratif, et vous étiez en commission, que j'ai explicité tous les chiffres en commission.

Me dire aujourd'hui que vous ne les compreniez pas, je suis un peu surpris.

Ce qui me frappe, c'est que vous êtes tous en train de nous dire, au Conseil administratif, que c'est le quartier de l'Étang qui nécessite des postes supplémentaires. Mais j'ai relu et j'ai pris exactement les chiffres que vous avez précisés. CHF 3'200'000.00, c'est dans votre déclaration, c'est pour le projet de l'Étang. Je ne peux quand même faire mieux si vous n'avez pas suffisamment estimé les besoins du quartier de l'Étang. J'y vois là une erreur, une faute du Conseil administratif. De deux choses l'une, soit il y en a pour CHF 3'200'000.00, et on le sait, soit il y en a pour beaucoup plus, et vous nous le dites.

Mais ne venez pas nous dire aujourd'hui que cela coûte CHF 3'200'000.00, mais qu'en réalité il y a beaucoup d'autres postes qui y sont attachés. Je trouve que la démarche n'est pas acceptable.

Pour l'architecte, vous pouvez faire appel à des mandataires externes.

En période de vaches maigres, nous devons faire attention et nous pouvons faire avec les ressources que nous avons.

S'agissant de ces dépenses que vous qualifiez d'organiques, elles sont finalement structurelles. Cela revient à mes propos précédents concernant la déclaration sur le budget. Je m'inquiète de cette manière de faire et vous propose d'accepter cet amendement.

Merci.

M. TOMBOLA, Président : merci M. MAGNIN.

Je passe la parole au Conseil administratif, et après nous passerons au vote.

M. STAUB, Conseiller administratif : je ne vais pas faire long. C'est juste sur la question de la présentation du budget. Vous lirez et vous avez pu lire que les CHF 3'200'000.00 concernaient directement les postes liés à l'école et à l'EVE de l'Étang, et c'est écrit noir sur blanc. Je l'ai bien expliqué, ces postes sont détaillés en gras avec l'équivalent plein temps en-dessous. Ce sont les postes liés à d'autres aspects du quartier de l'Étang, comme par exemple le travailleur social qui sera chargé de l'accueil et de l'animation du quartier, ou les deux autres postes liés au *back office* pour la gestion des dossiers et l'arrivée des nouvelles éducatrices et éducateurs.

Nous avons mis de manière détachée ces postes pour davantage de transparence. C'est écrit noir sur blanc qu'ils sont liés au quartier de l'Étang.

Je peux faire un mea culpa, car je crois que vous me connaissez, M. MAGNIN, quand il y a quelque chose qui n'est pas tout à fait correct ; il n'est peut-être pas assez clairement dit que le poste d'aide cuisinier est lié au transfert du contrat de cuisine à l'EVE de l'Étang. L'EVE de Vernier-Village se retrouve sans aide de cuisine. Si nous ne l'avions pas mis à l'EVE de Vernier-Village, nous l'aurions mis à l'EVE de l'Étang.

C'est juste que nous avons choisi de faire un transfert de contrat et de continuer en propre à l'EVE de Vernier-Village.

C'est pour cela que vous ne l'aviez pas dans le total. Ils sont décrits derrière, mais on peut toujours faire mieux.

Je remercie encore une fois le Service des finances. Les présentations sont de plus en plus claires, mais nous pouvons toujours faire mieux.

Ce n'était pas une accusation pour vous d'avoir mal fait au niveau des chiffres, mais je voulais juste dire que c'était décrit. Peut-être que nous aurions dû les lier davantage à l'Étang. Nous avons peut-être trop voulu disséquer la chose. Peut-être que nous aurions dû aussi mentionner ces postes dans ce total, quitte à les disséquer en-dessous.

Voilà, c'était pour vous expliquer qu'il n'y avait pas de volonté de manque de transparence, mais que la présentation n'était peut-être pas conforme. Nous pouvons toujours faire mieux. Toutes les données et tous les postes étaient décrits de manière détaillée, et j'en remercie le Service des finances.

Vous avez raison, si nous pouvons faire mieux, c'est le Conseil administratif qui en prend la responsabilité.

M. TOMBOLA, Président : merci M. le Conseiller administratif pour votre intervention.

La parole n'étant plus demandée, je mets au vote cet amendement. Celles et ceux qui acceptent cet amendement sont priés de lever la main.

L'amendement n°4 de M. MAGNIN, du groupe PDC-VERT'LIBÉRAUX, est refusé par 17 NON (10 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 2 PLR), 12 OUI (3 PDC-VL, 4 MCG, 1 ALTERNATIVE, 3 UDC, 1 I) et 2 abstentions (1 ALTERNATIVE, 1 PLR).

M. TOMBOLA, Président : nous passons au cinquième et dernier amendement. C'est un amendement déposé par le groupe UDC, M. NOBS, et qui concerne le compte n° 593 « Actions d'entraide à l'étranger ». Cette ligne totalise un budget de CHF 570'000.00. Le groupe UDC propose une diminution de CHF 100'000.00, pour ne laisser que CHF 470'000.00 avec une justification de l'amendement de prise en considération d'aides apportées à des populations migrantes sur le territoire communal au titre d'aide au développement.

M. NOBS, vous avez la parole.

M. NOBS : merci M. le Président.

Chers Collègues, ce soir nous nous sommes toutes et tous exprimés abondamment sur ce qui ne fonctionnait pas, sur les politiques publiques qui, à notre goût, dysfonctionnaient. C'est désormais l'occasion de nous exprimer sur ce qui fonctionne, mais également sur les efforts accomplis par notre Commune, notamment en matière d'aide à des personnes dont leur attachement avec notre pays, notre Canton et notre Commune est inférieur à leur attachement avec leur pays d'origine.

L'amendement propose de prendre cela en considération de manière symbolique – à mon avis les efforts de la Commune sont bien supérieurs –, à hauteur de CHF 100'000.00, et de déduire ce montant sur la rubrique budgétaire d'aide au développement.

Je me permets de préciser enfin que, contrairement à ce qui figure dans le rapport de commission, il n'est pas question de limiter l'aide au développement aux seules actions menées sur le territoire communal. Petite correction que je me permets de faire.

Je vous remercie de voter cet amendement, qui permettra de rendre notre budget légèrement moins déficitaire.

Merci.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. NOBS.

Y a-t-il une prise de parole ? M. le Conseiller administratif.

M. STAUB, Conseiller administratif : merci beaucoup.

Je suis un homme de tradition. C'est aussi une tradition. Les Correspondants de nuit, l'aide au développement, ce sont les deux vaches sacrées que l'UDC aime bien attaquer.

Sur l'aide au développement, un énorme travail a été fait par la commission sociale, jeunesse et enfance, à savoir comment nous aidons et quels projets nous soutenons.

Je vous rappelle que cette définition est faite par vous-mêmes, par le Conseil municipal, respectivement par sa commission sociale, jeunesse et enfance. C'est vous qui donnez l'impulsion et qui demandez ensuite à la Fédération genevoise de coopération (FGC) de mettre en œuvre.

Ce sont des projets qui ont été demandés avec certaines couleurs, teintes, notamment sur l'urbanité, sur l'égalité. Tout cela a été discuté et accepté par la commission.

Le lien avec la Commune est très important ; le lien avec ce que veut projeter la Ville de Vernier. Oui, il y a un énorme travail qui est fait sur ce lien qui existe. Vous aurez remarqué qu'il y a un article dans l'ActuVernier, une fois par année, sur cette question et qui décrit ce qui a été fait.

Cela n'a pas pu être fait les deux dernières années à cause de la situation que vous connaissez.

Mais il est aussi possible de faire des actions de présentation en direct, des actions qui sont menées pour que les Verniolanes et les Verniolans puissent s'approprier cette question.

L'aide au développement telle que pratiquée à Vernier est quelque chose de sérieux. C'est peut-être une petite goutte dans l'océan, mais c'est important de pouvoir y participer, surtout en ces temps difficiles où on voit que ce qui se passe à l'autre bout de la terre peut avoir des répercussions chez nous. Je vous rappelle l'objectif de 0.7% et nous n'y sommes pas.

J'insiste sur le fait qu'il y a eu un énorme travail durant les deux ou trois dernières années sur les précisions du type d'aide que la Commune désire apporter, avec des programmes qui ressemblent à la Ville de Vernier et qui ont du sens pour nous. Et je remercie encore la commission sociale, jeunesse et enfance.

Je m'engage, comme je m'étais engagé pour les Correspondants de nuit, à reprendre cette question et à regarder avec la FGC s'il est possible de faire une présentation à la population. Ils sont disponibles, mais cela a été très difficile de le faire, comme vous le savez.

Je crois que, concernant ce budget, c'est un signal positif.

Un travail a été fait et il peut être poursuivi, pour avoir vraiment des projets qui ressemblent à Vernier et dans lesquels nous pouvons nous retrouver.

Je vous rappelle que c'est votre commission sociale, jeunesse et enfance qui définit les grandes lignes et pas le Conseil administratif.

M. TOMBOLA, Président : merci M. le Conseiller administratif.

Y a-t-il une autre prise de parole ? Cela n'a pas l'air d'être le cas. Je mets au vote cet amendement de l'UDC. Celles et ceux qui l'acceptent sont priés de lever la main.

L'amendement n°5 de M. NOBS, du groupe UDC, est refusé par 17 NON (10 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 2 PLR), 5 OUI (1 ALTERNATIVE, 3 UDC, 1 I) et 7 abstentions (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 4 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR).

M. TOMBOLA, Président : nous passons au vote final de la DA 131 – 21.11, Budget de fonctionnement 2022, taux des centimes additionnels et autorisation d'emprunter.

Je remarque que vous avez très bien débattu, que vous avez respecté les positions démocratiques, que vous avez fait le débat avec respect et de façon à ce que nous puissions nous prononcer maintenant sur le vote final de cette DA.

Avant le vote, je demande à Mme la Secrétaire de bien vouloir lire le décide.

Mme COVER, Secrétaire : merci M. le Président.

Délibération du Conseil municipal de Vernier

relative à un

BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2022, TAUX DES CENTIMES ADDITIONNELS ET AUTORISATION D'EMPRUNTER

Vu le budget administratif pour l'année 2022 qui comprend le budget de fonctionnement et le plan annuel des investissements ;

attendu que le budget de fonctionnement présente un montant de CHF 129'286'556.00 aux charges et CHF 128'118'897.00 aux revenus, l'excédent de charges présumé s'élevant à CHF 1'167'659.00 ;

attendu que cet excédent de charges présumé se décompose de la manière suivante : résultat opérationnel de CHF -1'167'659.00 et résultat extraordinaire de CHF 0.00 ;

attendu que l'autofinancement s'élève à CHF 11'667'679.00 ;

attendu que le nombre de centimes additionnels nécessaires à l'exécution des tâches communales pour 2022 s'élève à 50 centimes ;

attendu que le nombre de centimes additionnels à appliquer en supplément à l'impôt sur les chiens, dû en 2022 par les personnes domiciliées ou séjournant plus de 3 mois dans la Commune, s'élève à 50 centimes ;

attendu que le plan annuel des investissements présente un montant de CHF 49'513'219.00 aux dépenses et CHF 15'037'903.00 aux recettes, les investissements nets présumés s'élevant à CHF 34'475'316.00 ;

attendu que les investissements nets sont autofinancés pour un montant de CHF 11'667'679.00, il en résulte une insuffisance de financement des investissements de CHF 22'807'637.00 ;

vu les articles 30, alinéa 1, lettres a, b et g, 90 et 113 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984, et les articles 291 et suivants, relatifs aux centimes additionnels, de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887 ;

vu le rapport de la commission des finances, de l'économie et de l'administration 23 novembre et 7 décembre 2021 ;

sur proposition du Conseil administratif ;

le Conseil municipal

décide

- 1 *d'approuver le budget de fonctionnement 2022 pour un montant de CHF 129'286'556.00 aux charges et de CHF 128'118'897.00 aux revenus, l'excédent de charges total présumé s'élevant à CHF 1'167'659.00. Cet excédent de charges total présumé se décompose de la manière suivante : résultat opérationnel de CHF -1'167'659.00 et résultat extraordinaire de CHF 0.00 ;*
- 2 *de fixer le taux des centimes additionnels pour 2022 à 50 centimes ;*
- 3 *de fixer le nombre des centimes additionnels à appliquer en supplément à l'impôt sur les chiens dû en 2022 à 50 centimes ;*
- 4 *d'autoriser le Conseil administratif à emprunter en 2022 jusqu'à concurrence de CHF 22'807'637.00 pour couvrir l'insuffisance de financement présumée des investissements du patrimoine administratif ;*
- 5 *d'autoriser le Conseil administratif à renouveler en 2022 les emprunts du même genre qui viendront à échéance et à procéder à toute conversion ou remboursement anticipé si les conditions d'émission lui paraissent favorables.*

Mme COVER, Secrétaire : j'en ai terminé M. le Président.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie Mme la Secrétaire.

Je mets au vote. Celles et ceux qui acceptent la DA 131 – 21.11 sont priés de lever la main.

La délibération administrative DA 131 – 21.11, Budget de fonctionnement 2022, taux des centimes additionnels et autorisation d'emprunter, est acceptée par 18 OUI (10 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 3 PLR), 9 NON (3 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 3 UDC, 1 I) et 4 abstentions (3 MCG, 1 ALTERNATIVE).

M. TOMBOLA, Président : la place est aux partis qui désirent faire une déclaration finale. S'il n'y a pas de déclaration, nous passons au 5) de l'ordre du jour.

5. RAPPORTS DE LA COMMISSION SOCIALE, JEUNESSE ET ENFANCE

5.A) ATTRIBUTION DE L'AIDE HUMANITAIRE 2021 (MME LANZILAO, RAPPORTEURE D'INFORMATION)

Rapport d'information de la commission sociale, jeunesse et enfance du 9 novembre 2021

Rapporteur d'information : LANZILAO Barbara

ATTRIBUTION DE L'AIDE HUMANITAIRE 2021

a. *Centre écologique Albert Schweizer (CEAS) – Sénégal – ECO Ensemble contre les ordures – Mme Léa PERESSON*

C'est le projet-phare soutenu par la Ville de Vernier. Il s'agit d'un projet de gestion des déchets ainsi que de sensibilisation scolaire sur leurs enjeux et leurs impacts. Le projet d'origine prévu dans la commune de Pir a dû être modifié car les habitants s'y sont opposés. Cette modification a permis d'intégrer un collectif de femmes qui s'occupent de la propreté des rues. Ce projet s'est développé également dans d'autres communes. La crise sanitaire a eu un impact sur le programme de sensibilisation dans les écoles car il a dû être repoussé de fin novembre à mi-décembre 2021 afin que Mme PERESSON puisse se rendre au Sénégal pour sensibiliser les enfants de 2 communes à ce programme.

Le Conseiller municipal (VERT.E.S) demande si une partie des déchets est revalorisée. Mme PERESSON répond qu'en effet, une partie des ordures est revalorisée par un collectif de femmes, notamment le plastique qui sert à produire des briques.

Le Conseiller municipal (PLR) demande s'il y a aussi des hommes qui font partie du projet. Mme PERESSON lui répond que oui il y a des hommes qui font partie du groupe décisionnel. Cependant, il s'agit de rendre les femmes autonomes en valorisant leur travail.

Le Conseiller municipal (SOC) demande pourquoi le coordinateur au Sénégal touche 8% du projet car cela équivaut à 10 fois le salaire standard dans ce pays. Il lui est répondu que ce montant est destiné à l'institution et pas seulement au coordinateur sur la durée du projet.

Le Conseiller municipal (SOC) demande comment le projet sera évalué si les intervenants ne restent que 2 semaines. Mme PERESSON lui répond qu'une formation en animation sera dispensée à des intervenants afin qu'à leur tour ils forment les enseignants, développent le projet dans d'autres communes et l'évaluent.

M. TISSOT rappelle que le montant alloué par la Ville de Vernier à la FGC est de CHF 540'000.00 et doit être réparti entre les différents projets. La somme dévolue au projet présenté par Mme PERESSON est de CHF 120'000.00. Il a été choisi en 2019 par la commission comme projet-phare car il permet de tisser des liens entre les écoles sénégalaises et verniolanes. De plus, la Commune est l'unique contributeur de ce projet.

- b. *Présentation, par le Secrétaire Exécutif de la Fédération genevoise de coopération (FGC), de 6 projets :*

Plan d'action Terre des Hommes Suisse

Ce programme est dû à une alliance de TdH Suisse et TdH Schweiz.

Le volet central est l'éducation au développement durable.

Dans le cadre du COVID-19 : distribution de masques et de kits d'hygiène, lutte contre le décrochage scolaire avec des émissions radio, lutte contre les violences.

Le Conseiller municipal (SOC) relève que l'on peut faire confiance à TdH car l'enveloppe budgétaire totale s'élève à environ CHF 2'000'000.00 dont CHF 70'000.00 pour Vernier.

Plan d'action Enfants du Monde

Plan centré sur les droits humains et en particulier sur la Convention des droits de l'enfant.

Domaines d'intervention : éducation de base, santé maternelle, néonatale et infantile, éducation aux droits de l'enfant et au développement durable.

Le Conseiller municipal (SOC) demande ce que deviendront les enfants du Salvador et du Niger suite à la stratégie de retrait de cette organisation dans ces 2 pays. Il lui est répondu que soit les autorités locales reprennent les programmes, soit le partenaire devient autonome.

Le Conseiller municipal (SOC) demande qui sont les autres bailleurs de fond. Il lui est répondu qu'il s'agit de Meyrin, Plan-les-Ouates, la Ville de Genève et l'État de Genève.

Le budget est de CHF 1'900'000.00 sur 4 ans et le financement demandé à Vernier est de CHF 70'000.00.

Plan d'action d'urbaMonde (Uruguay)

Plan d'action centré sur l'habitat participatif.

Le budget total est de CHF 378'142.00 sur 3 ans et le financement demandé à Vernier est de CHF 70'000.00.

Plan d'action HELV (Ethiopie)

Plan d'action de gouvernance locale de l'État régional d'Amhara. Il s'agit d'accompagner les élus dans cette démocratie naissante qui a été mise à mal par la situation politique tendue en Ethiopie et il ne sera donc pas renouvelé.

Le budget total est de CHF 279'176.00 sur 2 ans. La contribution de Vernier est de CHF 70'000.00.

Les Conseillers municipaux (UDC et SOC) s'interrogent sur le bien-fondé d'un tel projet dans une région tendue politiquement. M. TISSOT explique que cette demande a été faite en mai 2021. À cette période, la région n'était pas encore en proie aux affrontements. Il rappelle que la subvention allouée concerne des activités qui ont déjà été menées.

Le Conseiller municipal (SOC) se demande si le projet ne pourrait pas être réorienté vers l'urgence humanitaire, la reconstruction ou l'encadrement des personnes en détresse. M. TISSOT rappelle que la FGC travaille uniquement pour la coopération et le développement.

Plan d'action SOLI (Burkina Faso)

Plan d'action centré sur l'éducation plurilingue. Il s'agit de renforcement de la qualité bi-plurilingue par l'interculturalité et la communication non violente. La situation politique dans ce pays est incertaine ce qui provoque le déplacement d'élèves.

Le budget total est de CHF 294'088.00 sur 3 ans (2021-2023). La contribution de Vernier est de CHF 70'000.00.

Le Conseiller municipal (VERT.E.S) aimerait savoir quelles langues sont concernées par ce projet. M. TISSOT explique que le programme d'éducation prévu dans le projet est dispensé en plusieurs langues pour renforcer la scolarisation des enfants car le Burkina Faso est composé de nombreuses communautés. Le Conseiller municipal (PLR) espère que les enfants bénéficiaires du projet sont issus des classes défavorisées.

M. TISSOT indique que le projet est principalement destiné aux enfants qui ont dû fuir les zones de conflits et qui se retrouvent en grande vulnérabilité économique.

Plan d'action CSSR (Mexique)

Plan d'action centré sur une santé digne et humaine pour toutes et tous.

Le budget total est de CHF 574'713.00 sur 3 ans. La contribution de Vernier est de CHF 70'000.00.

Le Conseiller municipal (SOC) ne voit pas le rapport entre les différents thèmes. M. TISSOT explique que le projet vise une approche globale en termes de santé. Cela prend en compte les maladies sexuellement transmissibles et les maladies liées à l'absence de toilettes dans les maisons. Les techniques de construction concernant les toilettes ou les latrines dans les quartiers concernés.

M. TOMBOLA, Président : Mme LANZILAO, vous étiez rapporteure d'information. Avez-vous quelque chose à ajouter ? Rien à ajouter. Je vous remercie.

Nous passons au point suivant.

5.B) ATTRIBUTION DU SOLDE DE L'AIDE HUMANITAIRE 2021 (MME SANTI, RAPPORTEURE D'INFORMATION)

Rapport d'information de la commission sociale, jeunesse et enfance du 9 novembre 2021

Rapporteur d'information : Elisabeth SANTI

ATTRIBUTION DU SOLDE DE L'AIDE HUMANITAIRE 2021

- *Présentation, par l'association Palmier, du projet « Appui aux femmes vendeuses d'igname » M. SEKI KONDE, Président de l'Association Palmier :*

L'association Palmier, présente à Genève depuis 2015, œuvre dans les domaines du social et de l'environnement à Genève, au Congo et au Bénin.

Projet : appuyer les femmes qui travaillent dans la filière de l'igname au Bénin pour faire face à l'augmentation de la demande en nourriture. Sur proposition de la mairie de Parakou, l'association Palmier aide ces femmes par des formations pour améliorer les rendements d'igname.

Contribution demandée à la Ville de Vernier : CHF 5'000.00.

Un commissaire (VERT.E.S) demande ce qui est proposé pour améliorer ce rendement.

- L'Université de Parakou aide l'association à proposer de nouvelles variétés d'igname. L'association propose : Formation en comptabilité – nouveaux moulins – Matériel – Microcrédits.
Un commissaire (SOC) souligne l'importance de ce projet visant l'autosuffisance alimentaire.
- L'igname, proche du manioc, est beaucoup consommé en Afrique. Ce projet soutient la population locale et permet d'éviter l'exode rural des jeunes et de favoriser le travail des femmes.

- Présentation, par le GRAC, du projet « Bibliothèque Laurent MONNIER » MM. AGALWA, MAPATANO & HAROUN, représentants du GRAC :

Projet : Durée du projet : de 2022 à 2024 : Construire au Congo une bibliothèque pour les documents relatifs aux sciences sociales légués par le Pr Laurent MONNIER (15'000 ouvrages) et destinés aux universitaires. Le moment est favorable car la situation politique est stable.

Contribution demandée à la ville de Vernier : CHF 7'000.00 sur un coût total de CHF 146'816.00.

Un commissaire (SOC) se dit sensible à la question de l'éducation, et que ces livres vont permettre à des personnes avec peu de moyens d'accéder à la formation.

Un commissaire (VERT.E.S) souhaite savoir ce qui a déjà été fait et ce qu'il reste à faire.

Le projet va démarrer. La collecte des ouvrages est faite. L'association aura à disposition un pavillon de l'Institut supérieur de développement rural de Bukavu pour y installer la bibliothèque.

L'association a également reçu des ordinateurs et des photocopieuses. Il est temps d'acheminer tout ce matériel à Bukavu. Les partenaires locaux sont très intéressés par la bibliothèque.

Le montant total du budget est de CHF 146'816.00, dont CHF 67'536.00 pour la première année.

La somme va servir à acheminer le matériel à Bukavu, à acheter du mobilier et de l'équipement pour le pavillon, à installer le Wi-Fi et à payer le personnel.

La bibliothèque doit viser à s'autofinancer grâce aux abonnements ou à d'autres activités.

- Présentation du préavis négatif du SCS pour l'Association LUVUVAMU :

L'association veut faire marcher la coopérative de fabrique de Chicouangue au Congo.

C'est la troisième phase du projet et la demande de financement est de CHF10'000.00.

En 2014, CHF 7'000.00 ont été accordés pour la phase 1, et CHF 4'000.00 en 2018 pour la phase 2.

Le SCS n'a pas reçu à temps tous les documents demandés, notamment les comptes, le bilan 2020. De plus, l'association mentionnait ne pas commercialiser le chicouangue en dehors du marché local. Or, sur leur site internet, il est question de vente de chicouangue en Suisse par correspondance.

Préavis du SCS : Au vu de ce qui précède, le SCS donne un préavis négatif.

- Bref argumentaire, par le SCS, sur les demandes de soutien :

M. KETTENACKER : le service a retenu 3 dossiers, 2 ont été présentés ce soir. Le troisième, présenté par Mme ESSASSI, a reçu un préavis négatif du service.

Les associations doivent montrer un certain sérieux et professionnalisme. Les dossiers sont évalués par Mme ESSASSI qui effectue un travail important de recherches, d'entretiens avec les porteurs de projets et de compléments des dossiers. Plusieurs dossiers étaient fragiles.

Une proposition d'attribution du solde du fonds va être présentée par le SCS.

Projet du GRAC :

Cette association a été créée en 1997, elle compte 14 membres actifs et demande une subvention de CHF 7'000.00 pour le projet de développement des sciences sociales à Bukavu grâce à une bibliothèque. Les ouvrages du Pr MONNIER ont été reçus en 2013 et les porteurs de projet ont renoncé à engager des démarches plus tôt en raison de l'instabilité au Congo.

Plusieurs questionnements : Des frais de voyage de CHF 5'300.00, une contribution des partenaires de CHF 2'000.00, le loyer du local de CHF 350.00/mois alors que d'autres documents laissent croire que ce bâtiment est mis gratuitement à disposition, le délai prévu pour l'autonomie de la bibliothèque.

Préavis du SCS : Bien que ce projet soit intéressant et qu'il puisse apporter une valeur ajoutée à la population de Bukavu, le dossier n'est pas abouti, raison pour laquelle le SCS propose une subvention de CHF 3'500.00, au lieu des CHF 7'000.00 demandés.

** Un commissaire (SOC) souhaite que la somme demandée soit accordée.*

M. KETTENACKER signale que le préavis du service concernant ce projet est positif. Mais, au niveau du montage, il y a encore des maladroites. Les commissaires sont libres de décider de la somme qu'ils veulent accorder et le service leur présente certains éléments afin qu'ils se déterminent en toute connaissance de cause.

* Une commissaire (SOC) souhaite savoir si le SCS a réussi à résoudre la question de la location.
Le SCS n'a pas de réponse à cette question.

* Une commissaire (VERT.E.S) se demande si l'association doit rendre des comptes.
Un bilan est demandé pour l'année où le soutien a été donné, pas un suivi dans la durée.

* Un commissaire (MCG) aimerait que les associations qui ont reçu une contribution de la Commune donnent un suivi de ce qui a été réalisé avec cette subvention.

* Une commissaire (PLR) a l'impression que le service se décharge sur la commission.
Le service ne se décharge pas sur la commission. Il lui donne le pouvoir de décider quelle association soutenir sur la base de son préavis. Toutefois, si les commissaires le désirent, la responsabilité d'attribuer les subventions peut être donnée au SCS.

* Un commissaire (SOC) souhaite savoir ce qui a motivé le SCS à proposer la moitié de la somme.
Le dossier manque de maturité, des questions restent en suspens. Néanmoins, le SCS croit que ce projet va apporter du positif à la population, c'est pourquoi il fait cette proposition.
La discussion continue sur les garanties, les vérifications, la répartition du budget et des éléments troublants du budget de ce projet qui le rendent difficile à évaluer.

Projet de l'Association Palmier :

CHF 4'000.00 ayant été versés par la Ville d'Onex, la demande pour Vernier s'élève à CHF 1'000.00.
Le dossier était complet. Lors de la pré-audition, le porteur a été transparent dans ses réponses.

Préavis du SCS : Sensible à l'objectif du projet, le SCS propose une subvention de CHF 1'000.00.

VOTES :

Acceptons-nous la proposition du SCS d'octroyer une subvention de CHF 1'000.00 pour le projet de l'Association Palmier ?

9 OUI (3 SOC, 2 VERT.E.S, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 1 UDC)

La proposition est acceptée à l'unanimité.

Acceptons-nous la proposition du SCS d'octroyer une subvention de CHF 3'500.00 pour le projet du GRAC ?

8 OUI (2 SOC, 2 VERT.E.S, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 1 UDC)

1 NON (1 SOC)

Acceptons-nous la proposition du SCS de ne pas accorder de subvention à l'association LUVUVAMU ?

8 OUI (2 SOC, 2 VERT.E.S, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 1 UDC)

1 Abst. (1 SOC)

M. TOMBOLA, Président : Mme SANTI, vous étiez rapporteure d'information. Avez-vous quelque chose à ajouter ? Rien à ajouter. Je vous remercie.

Nous passons au point 6) de l'ordre du jour.

6. RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MOBILITÉ

6.A) POUR LA 1^{ÈRE} CARTE JUNIOR OFFERTE (M124 – 21.10) (M. MARTENS, RAPPORTEUR)

*Rapport de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité du
30 novembre 2021*

Rapporteur : Johan MARTENS

M 124 – 21.10 POUR LA 1^{ÈRE} CARTE JUNIOR OFFERTE

Présentation du projet par la motionnaire (VERT.E.S) :

La Carte Junior, émise par les CFF, remplace, pour les enfants entre 6 et 16 ans leur ticket de transport, s'ils sont accompagnés de l'un de leurs parents, (inscrits sur la carte), pour tous les transports publics (train, bus, bateau) pendant une année à Genève et dans toute la Suisse.

Cette carte coûte le prix très attractif de CHF 30.00 par année.

La motion propose d'offrir la Carte Junior aux familles des Verniolans, dont un enfant a atteint son 6^e anniversaire, cette année-là uniquement, ceci pour faire connaître cette offre mal connue et ainsi promouvoir la mobilité douce par les transports publics (notamment le train).

Un commissaire (UDC) ne trouve pas opportun de l'offrir aux familles n'en faisant pas la demande. De plus, les enfants de 6 ans sont généralement scolarisés dans l'école la plus proche de leur domicile. Ils empruntent très peu les transports publics et l'achat de ticket à l'unité ne va pas impacter le budget des familles.

*Pour cela un commissaire (SOC) propose d'amender la deuxième invite de la manière suivante : « offrir à chaque enfant, **dont les parents le demandent**, la Carte Junior pour son 6^e anniversaire ». Il suggère par ailleurs d'utiliser le Fonds de mobilité pour financer cette mesure. (Cet amendement s'avérera inutile, et sera retiré suite à la présentation de la Déléguée à la mobilité.)*

Un commissaire (PLR) signale que la 3^e Carte Junior de chaque famille est offerte. Ainsi, avec 3 enfants une famille paiera CHF 60.00/an d'abonnement annuel pour les transports en commun de leurs enfants. Cette offre est très intéressante, même si l'enfant ne peut pas voyager seul. Plusieurs commissaires sont de cet avis.

Un commissaire (ALTERNATIVE) demande quel serait le nombre de cartes à offrir, et donc le coût de la mesure.

Pour un commissaire (SOC), la motion offre cette prestation uniquement aux enfants de Vernier âgés de 6 ans. En sachant le nombre d'enfants de cet âge, on a le budget, et si on l'octroie uniquement à ceux qui la demandent, le montant du budget dévolu devrait être modeste par rapport à l'impact de la motion. C'est une offre généreuse et pertinente en regard du transfert modal, et un bon moyen de faire découvrir cette prestation intéressante.

Pour M. BUSCHBECK, Maire, la motion s'inscrit dans une politique familiale. De nombreuses prestations sont gratuites pour les enfants en dessous de 6 ans, et cette proposition permet aux parents de découvrir une offre pour continuer à prendre les transports en commun à un tarif intéressant.

Présentation de Mme GUIBERT, Déléguée à la mobilité :

La Carte Junior n'est pas encore disponible sur le SwissPass, les parents doivent se rendre à un guichet de gare munis des pièces d'identité de tous les bénéficiaires. (Pour obtenir la 3^e Carte gratuite, il est impératif de présenter au guichet les 2 autres Cartes Junior). Cette carte est valide partout où l'abonnement

demi-tarif est valable en Suisse. (En cas d'oubli, un abonnement temporaire de CHF 5.00 peut être acheté dans les guichets des gares.)

Les ayants droit de la mesure voulue par la motion sont les enfants qui fêtent leur 6^e anniversaire pendant la période en cours.

Pour les modalités de distribution, il est prévu d'envoyer un tout-ménage contenant un bon de remboursement nominatif à toutes les familles qui auraient un enfant fêtant son 6^e anniversaire durant la période concernée. Une fois en possession du bon, le parent se rend à un guichet de gare pour acheter la Carte Junior, puis il doit se rendre au Guichet prestations de la Commune, muni de la Carte et des justificatifs, pour être remboursé du montant de la Carte Junior, soit CHF 30.00.

La Commune compte en moyenne 406 enfants qui fêtent leur 6^e anniversaire par année. Si 100% des enfants bénéficiaires de l'offre en profitaient, cela représenterait un budget de CHF 12'165.00. Comme la Délégation à la mobilité estime que seuls 50% des bénéficiaires l'utiliseront, le budget final de cette motion représenterait environ CHF 6'082.50/an.

Les modalités de cette action pourraient être présentées dans les flyers ciblés sur la desserte actuelle et future du quartier de l'Étang, dans l'article à paraître au mois de décembre dans le journal communal ActuVernier sur l'évolution de l'offre TPG, dans l'article à paraître au printemps dans le journal communal sur les actions UNIRESO Junior et Senior du Fonds de mobilité 2022, ainsi que sur le site internet de la Commune. Des publications Facebook et l'envoi d'un tout-ménage aux ayants droit sont également prévus.

Cette action peut être inscrite au Fonds communal pour la mobilité 2023, impliquant une validation de la mesure par la commission en août 2022.

En revanche, si les commissaires souhaitent mettre en œuvre cette action dès 2022, il faut prévoir un dépassement sur une ligne budgétaire qui a déjà été définie dans le cadre du Fonds de mobilité 2022. Il faudrait que ce dépassement soit validé par la commission.

Le budget du Fonds de mobilité 2022 est de CHF 487'000.00. Le dépassement envisagé représenterait moins de 1% du budget, donc tout à fait autorisé par les dépassements de crédits.

Un commissaire (PDC-VL) s'inquiète que le nombre d'enfants de 6 ans, annoncé par la Délégation à la mobilité, ne tient pas compte des enfants du quartier de l'Étang. De plus, la mise en œuvre de cette motion n'est pas urgente puisque la pandémie restreint les déplacements.

M. BUSCHBECK et un commissaire (VERT.E.S) estiment à 40 le nombre d'enfants supplémentaires.

Pour un commissaire (UDC) la commission de l'environnement a traité du Fonds de mobilité le 31 août 2021. Cette discussion devrait avoir lieu dans le cadre du Fonds de mobilité qui sera étudié le 30 août 2022.

Au contraire, des commissaires (SOC) estiment que la mise en œuvre de la motion n'est pas coûteuse. De plus, les restrictions de déplacement liées à la pandémie peuvent aussi avoir un impact sur le nombre de bénéficiaires. Dès lors, cette motion peut rapidement être mise en œuvre, le dépassement prévu n'étant pas très important et les moyens de communication étant en place. Cela permettra aussi de vérifier l'impact d'une telle action lors de l'analyse du Fonds de mobilité en 2022. Ils proposent aux commissaires d'accepter cette mise en œuvre rapide afin de mener ce projet pilote et d'évaluer sa pertinence au mois d'août 2022.

Deux possibilités s'offrent aux commissaires pour le vote :

- *soit la commission se prononce sur un amendement demandant une mise en œuvre en 2022 ;*
- *soit la commission se prononce sur la motion telle quelle, et se détermine ensuite lors d'une discussion libre sur la date de sa mise en œuvre.*

Un commissaire (ALTERNATIVE) n'est pas d'accord de faire passer cette motion en force vu que le budget du Fonds communal pour la mobilité a déjà été voté. Il préfère qu'elle soit mise en œuvre en 2023, car il n'y a pas d'urgence.

La Présidente (VERT.E.S) décide de passer au vote de la motion telle quelle puis, dans un deuxième temps, de sa mise en œuvre en 2022 ou en 2023.

Vote :

Acceptons-nous la motion M 124 – 21.10 Pour la 1^{ère} Carte Junior offerte ?

9 OUI (3 SOC, 2 VERT.E.S, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR)
2 NON (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 UDC)

Acceptons-nous la mise en œuvre de la motion M 124 – 21.10 en 2022 ?

5 OUI (3 SOC, 2 VERT.E.S)
5 NON (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 UDC)
1 Abst. (1 PLR)

Comme aucune majorité ne se dégage, M. BUSCHBECK préconise de laisser le choix de la mise en œuvre au Conseil administratif, comme cela se passe pour les autres motions. À son avis, la commission devrait donc envoyer la motion au Conseil municipal, sans recommandation sur l'année.

Certains commissaires demandent quand même que la commission se prononce sur la mise en œuvre en 2023.

Acceptons-nous la mise en œuvre de la motion M 124 – 21.10 en 2023 ?

6 OUI (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 1 UDC)
5 Abst. (3 SOC, 2 VERT.E.S)

La Présidente (VERT.E.S) souhaite que la question de la temporalité soit clairement expliquée lors de la séance plénière.

M. TOMBOLA, Président : M. MARTENS, vous étiez rapporteur. Avez-vous quelque chose à ajouter ? Cela ne semble pas être le cas.

Y a-t-il une prise de parole ?

Nous recevons l'amendement du groupe PLR, qui demande l'ajout d'un troisième alinéa, soit : à faire débiter cette action à la rentrée scolaire 2023-2024.

Avant de mettre au vote cet amendement, y a-t-il une demande de parole ?

M. le Maire, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Maire : M. le Président, je n'ai pas l'habitude de demander aux gens de s'exprimer, mais est-ce que l'amendement peut être expliqué, parce que sur le fond nous pouvons être pour ou contre la motion et la mesure en question.

Qu'est-ce qui incite l'auteur de l'amendement à dire qu'il faudrait seulement faire débiter cette action dans dix-sept mois, c'est-à-dire que nous prenons une décision aujourd'hui, mais que nous l'appliquerons dans dix-sept mois ?

Si on trouve que la mesure est bonne et qu'on a le financement pour la faire, qu'est-ce qui justifie qu'une mesure est bonne pour les enfants nés en 2017, mais pas pour ceux nés en 2016 ?

Nous disons souvent que les politiciens prennent beaucoup de temps pour mettre en vigueur leurs actions et pour passer des paroles aux actes. Prendre une décision en décembre 2021 pour la mettre en vigueur en septembre 2023, cela risque d'être un peu risible. Je le crains.

Si cela pouvait être expliqué, peut-être que je comprendrais mieux la mesure.

M. TOMBOLA, Président : je tiens à préciser que cette motion avait été acceptée en commission par 9 OUI et 2 NON. Sur le rapport, il y a aussi effectivement deux autres votes. Le Bureau avait constaté que ces deux votes n'avaient pas lieu d'être, que ces deux votes d'orientation n'avaient pas de portée.

M. METUSHI, je vous laisse le soin d'expliquer le sens de votre amendement.

M. METUSHI : merci M. le Président.

J'ai déposé un amendement, parce que je pense que les parents ont déjà acheté l'abonnement annuel pour leur-s enfant-s. Il serait judicieux de le faire débiter en 2023, pour la rentrée scolaire, pour que les personnes puissent bénéficier de cette carte junior pour la rentrée, ce qui veut dire en juin 2023.

Voilà.

M. TOMBOLA, Président : merci M. METUSHI pour votre intervention.

M. MAGNIN, vous avez la parole.

M. MAGNIN : je pense que cet amendement a un certain sens parce que, sauf erreur, cela n'est pas prévu dans le budget.

Donc, nous avons à peine voté le budget que nous sommes déjà en train d'aggraver le déficit. Je peux comprendre cet amendement dans ce sens-là.

M. TOMBOLA, Président : merci M. MAGNIN.

Mme FRAGA, vous avez la parole.

Mme FRAGA : merci M. le Président.

Mesdames et Messieurs les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers administratifs, cet amendement a tout lieu d'être et je demande qu'il soit accepté car, en commission, nous avons déjà voté cet aspect-là.

Nous avons voté 2022, mais nous nous sommes dit que le budget était déjà déficitaire. Il n'y a pas d'urgence et il n'y a pas lieu d'accélérer les choses pour rien.

Nous avons voté en commission, avec une majorité de OUI, la mise en service en 2023.

M. le Conseiller administratif Mathias BUSCHBECK, nous avons parlé à ce moment-là que la commission avait pris une décision. Bien évidemment, vous nous avez dit au bout d'une heure de discussion que de toute façon ce n'était pas nous qui décidions, mais que ce serait vous qui feriez la mise en œuvre quand bon vous semblerait.

Ceux qui ont pris la peine de lire le procès-verbal de la commission ont compris que les explications du Conseil administratif avaient engendré plusieurs malentendus, et que nous aurions refusé dès le départ s'il nous avait été dit que cette action serait mise en place dès 2022.

Nous étions tous d'accord et c'était très judicieux, de la part de M. METUSHI, de déposer cet amendement pour la mise en œuvre en 2023.

À vous de juger, mais je pense que mon groupe va me suivre, parce que nous avons déjà eu cette discussion pour une mise en œuvre en 2023 et refusé une entrée en force pour 2022.

Merci Mesdames et Messieurs.

M. TOMBOLA, Président : merci Mme FRAGA. Je vous prie de désinfecter le micro avant de partir.

M. le Maire, vous avez la parole.

M. BUSCHBECK, Maire : je vous remercie pour ces explications.

Je comprends mieux. Mais j'ai l'impression que les cartes juniors s'adressent à des enfants, en l'occurrence pour des enfants âgés de 6 ans. Il y a très peu d'abonnements de bus qui sont pris pour des enfants de 6 ans. Donc, ce n'est pas une mesure qui serait contradictoire à celle-ci.

Sur le financement, nous avons vu que la mesure coûterait à peu près CHF 3'000.00 et que, chaque année, il nous reste de l'argent sur le Fonds de mobilité. En 2022, nous pouvons financer cette mesure sur la base du Fonds de mobilité. Chaque année il reste un solde, parce qu'il y a toujours une des mesures qui n'est pas entièrement dépensée.

C'est pour cela que nous pouvions vous dire que nous pouvions financer cette mesure dès 2022.

Malgré tout, si vous votez cet amendement, la mesure n'entrera pas en vigueur en 2022, comme vous le souhaitez, mais uniquement en 2023. Ce sera quand même un peu dur à expliquer à la population suite au compte rendu de la presse qui évoquera la mesure des cartes juniors votée par le Conseil municipal, mais inaccessible en 2022.

C'est un peu paradoxal, mais c'est votre liberté et votre choix.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. le Maire.

M. NOBS, vous avez la parole. Je vous demande d'être bref car le débat a été mené en commission et nous n'allons pas revenir sur le travail de la commission. Soyez bref s'il vous plaît !

M. NOBS : oui, comme toujours M. le Président. Merci.

Chers Collègues, cette motion est problématique à plusieurs égards, et je pense que nous ne devrions pas ouvrir la discussion sinon nous en aurions encore pour une heure.

La motion est problématique vis-à-vis de son exécution, vis-à-vis des contraintes budgétaires, et c'est typiquement un objet qui doit être discuté dans le cadre du Fonds de mobilité.

Je me réjouis, ainsi que mon groupe, d'en discuter lors du débat sur le Fonds de mobilité, en août de l'année prochaine. C'est pour cela que j'invite à rejeter cette motion.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie.

Je mets au vote cet amendement. Les invites de la motion restent les mêmes sauf l'ajout de l'invite n°3 qui demande la concrétisation de la motion M 124 – 21.10 en 2023.

Celles et ceux qui acceptent cet amendement sont priés de lever la main.

L'amendement du groupe PLR à la motion M 124 – 21.10, Pour la 1^{ère} carte Junior offerte, est refusé par 15 NON (10 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S), 13 OUI (3 PDC-VL, 4 MCG, 2 ALTERNATIVE, 3 PLR, 1 UDC) et 2 abstentions (2 UDC).

M. TOMBOLA, Président : je demande à Mme la Secrétaire de lire l'invite de la motion.

Mme COVER : merci M. le Président.

le Conseil municipal de Vernier,

invite le Conseil administratif à :

- 1 *promouvoir le déplacement des habitant.e.x.s. de la Ville de Vernier en transport public en communiquant sur les différentes offres liées aux transports en commun, comme la Carte Junior proposée par les CFF ;*
- 2 *offrir à chaque enfant habitant Vernier la Carte Junior pour son 6^e anniversaire.*

Mme COVER, Secrétaire : j'en ai terminé M. le Président.

M. TOMBOLA, Président : merci Mme la Secrétaire.

Nous passons au vote final de cette motion. Celles et ceux qui acceptent la motion M 124 – 21.10 sont priés de lever la main.

La motion M 124 – 21.10, Pour la 1^{ère} carte Junior offerte, est acceptée par 17 OUI (10 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 ALTERNATIVE), 10 NON (4 MCG, 3 PLR, 3 UDC) et 3 abstentions (2 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 ALTERNATIVE).

M. TOMBOLA, Président : nous passons au point 7) de l'ordre du jour.

7. PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

M. TOMBOLA, Président : il n'y a pas de projet de délibération du Conseil municipal.

Nous pouvons passer au point 8).

8. PÉTITIONS

M. TOMBOLA, Président : nous n'avons pas reçu de pétition.

Nous passons au point 9).

Départ de Mme BOBILLIER à 23h24.

9. PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

9.A) CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE EN FAVEUR DE LA FONDATION DES MAISONS COMMUNALES DE VERNIER (FMCV), EN VUE DU RENOUELEMENT D'UN EMPRUNT ARRIVANT À ÉCHÉANCE (DA 139 – 21.12)

M. TOMBOLA, Président : le Bureau propose la prise en considération et l'envoi de cette DA en commission des finances, de l'économie et de l'administration.

Y a-t-il une prise de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération et l'envoi en commission des finances, de l'économie et de l'administration de la DA 139 – 21.12 sont priés de lever la main.

La prise en considération de la délibération administrative DA 139 – 21.12, Cautionnement solidaire en faveur de la Fondation des maisons communales de Vernier (FMCV), en vue du renouvellement d'un emprunt arrivant à échéance, est acceptée par 29 OUI, soit à l'unanimité.

Cette DA est envoyée en commission des finances, de l'économie et de l'administration.

9.B) OCTROI D'UN PRÉFINANCEMENT DE CHF 901'776.00 TTC DESTINÉ À LA RÉALISATION D'UN PARC PUBLIC ET D'UN RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT (COLLECTIF PRIVÉ) DANS LE CADRE DU PLQ 29'847 SITUÉ ENTRE LA ROUTE DE VERNIER ET LES VOIES CFF (DA 140 – 21.12)

M. TOMBOLA, Président : le Bureau vous propose la prise en considération et l'envoi de cette DA en commission du génie civil et des équipements.

Y a-t-il une prise de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération et l'envoi en commission de la DA 140 – 21.12 sont priés de lever la main.

La prise en considération de la délibération administrative DA 140 – 21.12, Octroi d'un préfinancement de CHF 901'776.00 TTC destiné à la réalisation d'un parc public et d'un réseau d'assainissement (collectif privé) dans le cadre du PLQ 29'847 situé entre la route de Vernier et les voies CFF, est acceptée par 29 OUI, soit à l'unanimité.

Cette DA est envoyée en commission du génie civil et des équipements.

M. TOMBOLA, Président : nous passons au point 10) de l'ordre du jour.

10. PROPOSITIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

M. TOMBOLA, Président : il n'y a pas de proposition du Conseil administratif.

Nous passons au point suivant.

11. MOTIONS

11.A) RECHERCHE DE LIEUX OÙ TRAVAILLER (MME SANTI ET M. JOTTERAND) (M 141- 21.12)

RECHERCHE DE LIEUX OÙ TRAVAILLER

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Dans notre Ville, des jeunes se retrouvent parfois en difficulté à l'école, ou ont simplement besoin de soutien scolaire en dehors du cadre familial. Cette situation, encore aggravée durant ces deux dernières années par la crise sanitaire, est source de souffrances pour ces élèves et leurs familles, et de difficultés futures dans le monde du travail. La fracture numérique, les difficultés d'accès aux moyens informatiques, les situations précaires et des logements trop exigus n'offrent souvent pas les conditions nécessaires à la réussite scolaire.

Nous pourrions chercher dans notre Ville des lieux propices à l'étude, qui permettraient de palier aux manques à domicile ou à l'école : des salles de travail, en particulier dans les bibliothèques municipales, qui pourraient en tirer une nouvelle dynamique. Ces lieux pourraient être accessibles sur des plages horaires à déterminer, en dehors du temps scolaire, par exemple en soirée, le samedi ou le mercredi après-midi. Ils pourraient éventuellement offrir une aide scolaire et informatique, ce qui créerait des opportunités de travail pour les habitantes et habitants de la Ville, par exemple des étudiantes et étudiants

Pour aider ces jeunes, au vu de l'importance de la formation comme facteur d'intégration et de réussite sociale, il nous faut innover et imaginer des mesures de soutien hors du temps scolaire, dans ce cas par la mise à disposition de lieux de travail.

Par ces motifs, le Conseil municipal de Vernier

invite le Conseil administratif :

- 1 à inventorier dans la Ville les lieux qui pourraient être mis à disposition de ces jeunes pour leur permettre d'étudier ;*
- 2 à proposer un concept d'encadrement et des infrastructures (notamment informatiques) adéquates dans ces lieux pour en assurer l'exploitation et fournir l'aide nécessaire à ces jeunes en difficulté dans leurs apprentissages.*

M. TOMBOLA, Président : le Bureau vous propose la prise en considération et l'envoi de ce projet de motion M 141 – 21.12 en commission sociale, jeunesse et enfance.

Y a-t-il une prise de parole ? Brièvement.

M. JOTTERAND, vous avez la parole.

M. JOTTERAND : merci M. le Président.

Très rapidement. Avec cette motion, nous demandons une chose assez simple, à savoir de palier un manque qu'il peut y avoir pour les élèves de notre Commune.

Même si nous savons qu'il est de moins en moins conseillé de donner des devoirs, nous savons aussi qu'avec l'école en ligne, qui se multiplie même en situation de cours en présence, il y a de plus en plus d'élèves pour qui il est difficile de travailler à la maison, pour qui les accès à un ordinateur ne sont pas toujours possibles.

Nous aimerions que des lieux puissent être mis à disposition, en particulier à des horaires assez larges. Les bibliothèques municipales sont mentionnées dans notre texte. Ce serait un bon endroit, mais il pourrait y en avoir d'autres aussi, sachant que la bibliothèque de Châteline déménagera prochainement.

Je pense qu'il y a des choses à discuter sur ce point-là. Nous vous invitons à envoyer cette motion en commission sociale, jeunesse et enfance.

M. TOMBOLA, Président : merci M. JOTTERAND.

Y a-t-il une autre prise de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération et l'envoi en commission sociale, jeunesse et enfance de la motion M 141 – 21.12 sont priés de lever la main.

La prise en considération de la motion M 141 – 21.12, Recherche de lieux où travailler, est acceptée par 29 OUI, soit à l'unanimité.

Cette motion est envoyée en commission sociale, jeunesse et enfance.

11.B) LE MENTORAT, UN INSTRUMENT ESSENTIEL DE SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE (M. GHALY ET MME BRANDRUP) (M 142 – 21.12)

LE MENTORAT, UN INSTRUMENT ESSENTIEL DE SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Chaque année, plusieurs centaines d'élèves, d'enfants, de jeunes, d'apprenti-e-s, de jeune migrant-e-s se retrouvent en grande difficulté ou exclu-e-s du système éducatif, d'enseignement et de formation. Ces situations sont cause de souffrance dysfonctionnelle en termes de cohésion. Pour en sortir, il faut individualiser les mesures de soutien hors du temps scolaire : nous proposons d'innover en misant sur la solidarité intergénérationnelle, en créant une relation privilégiée entre les jeunes et un adulte de référence au travers du mentorat.

Concrètement, il s'agit de faire bénéficier les jeunes de conseils professionnels des mentors de la génération baby-boomers. Ces derniers peuvent être des actifs ou des retraités qui accompagnent des jeunes, parfois dès le début du Collège, sur le moyen-long terme, en leur consacrant une à deux heures

par mois. Pour ce faire, les mentors travaillent, selon le jeune suivi, sur trois axes : l'appui et l'insertion scolaire ou en formation ; le maillage social (parents, foyer, école, acteurs associatifs, santé) ; le développement d'un réseau pour faciliter l'intégration dans le monde professionnel.

Ce projet de mentorat doit ainsi permettre de recréer l'interface entre le jeune et les institutions, dans une démarche d'intégration et de cohésion sociale au quotidien. Également, il doit permettre de redonner confiance aux jeunes et d'élargir leurs horizons, ainsi que de créer des ponts intergénérationnels et des parcours de réussite éducative et professionnelle.

Tout cela afin de lutter contre les inégalités sociales, qui pénalisent beaucoup les familles souvent éloignées des institutions, et de tisser des liens basés sur la confiance et la solidarité entre les jeunes, la famille, les institutions concernées (école, santé...), la génération baby-boomer et les milieux associatifs.

En vue, enfin, de mettre en place un dispositif de mentorat en lien avec des associations verniolanes, afin d'aider les jeunes à se réinsérer ou à ne pas décrocher, notamment par un travail en réseau avec la famille, la génération baby-boomer et les acteurs associatifs.

Par ces motifs, le Conseil municipal de Vernier

invite le Conseil administratif :

- 1 à étudier la possibilité d'instaurer un dispositif de mentorat pour les jeunes les plus vulnérables jusqu'à 25 ans au moins, en vue de leur réussite scolaire, de formation ou d'insertion professionnelle ;*
- 2 à envisager des synergies avec des associations concernées, notamment verniolanes, des autres communes, des fondations et le Canton.*

M. TOMBOLA, Président : le Bureau vous propose la prise en considération et également l'envoi de cette motion en commission sociale, jeunesse et enfance.

Y a-t-il une prise de parole ? M. GHALY.

M. GHALY : merci M. le Président.

M. le Président, M. le Maire, Messieurs les Conseillers administratifs, Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux, si cette motion est prise en considération ce soir elle permettra à notre Conseil administratif de s'engager, en partenariat avec le tissu associatif, et notamment les acteurs publics, afin de faciliter, d'une part, la mise en relation de nos jeunes avec nos aînés et renforcer, d'autre part, les complémentarités entre les associations et les organismes spécialisés agissant en faveur du développement des offres de mentorat.

Mesdames et Messieurs, d'un côté notre pays dispose de formations solides et diversifiées. Mais, malgré cela, la majorité des 18-25 ans rencontre beaucoup de difficultés à choisir un métier, trouver la bonne filière d'études, une place d'apprentissage, entrer dans la vie professionnelle une fois la formation terminée, ou pire encore quitter son premier emploi après un an.

Ce défi pourrait se révéler plus important ces prochaines années en raison des conséquences économiques liées à la pandémie de la COVID 19.

De l'autre côté, nous sommes au seuil d'une grande vague de départs à la retraite, celle des babyboomers. Les plus de 65 ans représentent 16,5% de la population. En 2030, ils seront 18,7%. En 2045, le pourcentage de personnes de 65 ans et plus dépassera les 25%. Beaucoup d'entre eux occupent

des postes clés dans les entreprises privées, administrations publiques, ainsi que dans la culture et la science. Mais leurs jours sont comptés.

Cela veut dire que nous sommes actuellement dans une phase de latence du changement démographique qui marquera les deux prochaines décennies et qui aura un impact socioéconomique fort sur Vernier.

Relever ce défi sera plutôt facile par le biais de ce projet de mentorat, car nos aînés sont souvent incités à s'engager bénévolement et rester actifs pour bien vieillir au profit de soi-même, d'autrui et de l'environnement social et économique.

Mesdames et Messieurs, ces phénomènes, que l'on peut nommer la « *générativité* », est une relation axée sur le développement global et la croissance des jeunes en contexte de carrière. Pour le mentor : mettre ses ressources internes et externes au service du mentoré en vue de favoriser le développement de la carrière, la formation professionnelle ou encore de palier le décrochage scolaire...

M. TOMBOLA, Président : si vous pouviez résumer un peu. Vous aurez le temps de développer la motion en commission.

M. GHALY : le groupe socialiste vous encourage à bien vouloir prendre en considération cette motion ce soir. Ainsi vous permettrez à Vernier de bénéficier des connaissances et de la productivité de ses seniors dans l'éducation, le monde des affaires, l'entrepreneuriat, la médecine, la politique, etc.

Ils sont actuellement nos gardiens de la culture et les détenteurs de sagesse. Avec ce vote, ils deviendront les porte-drapeaux du développement de Vernier. Leur contribution permettra non seulement de préparer la nouvelle génération de travailleurs et de travailleuses, mais aussi de favoriser la participation des seniors aux activités socio-économiques, culturelles et récréatives, qui contribuera à l'amélioration de leurs conditions de vie, à leur bien-être personnel, ainsi qu'à inciter nos jeunes à persévérer dans une direction qui a du sens.

J'en ai terminé M. le Président. Je vous remercie de votre attention et je vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. GHALY pour cette explication assez longue.

Y a-t-il une autre prise de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération et l'envoi de cette motion en commission sociale, jeunesse et enfance sont priés de lever la main.

La prise en considération de la motion M 142 – 21.12, Le mentorat, un instrument essentiel de solidarité intergénérationnelle, est acceptée par 29 OUI, soit à l'unanimité.

Cette motion est envoyée en commission sociale, jeunesse et enfance.

11.C) RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA MOTION M 096 – 21.04 « QUELS SONT LES RISQUES LIÉS AUX CITERNES À VERNIER ? » (M 096 A – 21.12)

Réponse du Conseil administratif à la motion M 096 – 21.04

déposée par Mesdames Mélina BUNTSCHU, Sophie BOBILIER, Anne COMPAGNON KAUFMANN, Elisabeth SANTI, et Messieurs Johan MARTENS et Wahba GHALY, Conseillers municipaux

relative à l'objet suivant :

QUELS SONT LES RISQUES RÉELS LIÉS AUX CITERNES DE VERNIER ?

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Au préalable, les éléments de réponse ci-dessous ont été amenés pour la plus grande partie par les différents intervenants externes du dossier, dont le Canton, réponses qui ont été apportées en commission.

Situation actuelle :

Il y a 5 sociétés qui se partagent les lieux des dépôts pétroliers à Vernier. Il s'agit de :

- BP
- TAMOIL
- SAPRO
- SASMA
- SOGEP I
- SOGEP II

Ces dépôts ont une capacité entre 53'000 m3 et 115'000 m3. Outre de l'essence, on y stocke aussi du carburant diesel, de l'huile de chauffage, du kérosène (pour les avions). Près de 380'000 m3 y transitent chaque année en provenance du pipeline, tandis que 13'000 m3 sont acheminés par le rail.

Ces dépôts d'hydrocarbures jouent un rôle essentiel pour l'approvisionnement du pays. Ils se situent là où arrivent le pipeline de la SAPPRO (Société anonyme du pipeline à produits pétroliers). Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, il achemine des hectolitres d'essence, de kérosène et d'huile de chauffage de Marseille à Genève. De même que Bâle, Vernier est le point de ravitaillement le plus important des huiles minérales et de produits dérivés en Suisse.

Le pipeline reste un moyen de transport sûr aux niveaux écologique et économique et constitue une alternative avantageuse à l'importation de produits énergétiques par voies fluviales, par chemin de fer ou par la route.

Tous les importateurs de produits pétroliers effectuant des importations de plus de 3'000 m3 par année sont membres de CARBURA, organisation d'entraide des importateurs de carburants et combustibles liquides aux fins de la constitution de réserves obligatoires. Cette association de droit privé, dont les statuts sont approuvés par le Conseil Fédéral, est soumise à la supervision de l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays. Les réserves obligatoires ont pour but le stockage de biens vitaux (denrées alimentaires, médicaments, produits pétroliers) afin d'affronter des crises d'approvisionnement et des pénuries.

Concernant Vernier, chaque citerne est remplie et vidée en moyenne quatre fois par année. 300 camions environ transitent chaque jour dans des fins d'approvisionnement de la Suisse romande, tout comme des trains. Sans compter sur la confidentialité des quantités stockées, l'information consolidée à un temps donné ne sera valable qu'un très court laps de temps.

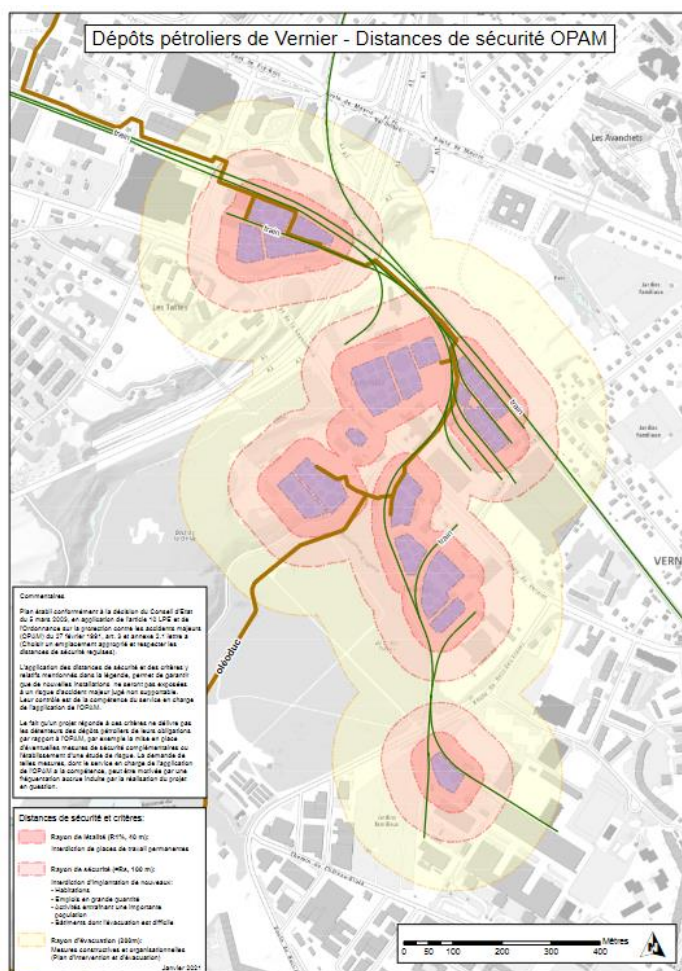
Sécurité

Trois rayons ont été déterminés : le rayon de létalité, le rayon de sécurité et le rayon d'évacuation.

Le rayon de létalité comprend la zone allant jusqu'à 40 mètres du bord des différents bassins. Dans ce périmètre devrait être interdite toute nouvelle construction ou installation qui entraîne des habitations, des places de travail permanentes ou d'importantes concentrations de personnes.

Le rayon de sécurité couvre la zone située entre 40 et 100 mètres des plus proches bassins. Dans ce périmètre, le Conseil d'État a pris la décision d'interdire l'implantation de nouveau lieux de logements, d'emplois en grand quantité, d'activités entraînant une importante population et des bâtiments dont l'évacuation est difficile.

Enfin, dans la zone d'évacuation à plus de 100 mètres des dépôts les plus proches, on se voit dans l'obligation d'établir un plan d'évacuation, à l'instar du centre commercial Ikea se situant en partie dans la zone d'évacuation, d'où la nécessité de prendre des mesures constructives et organisationnelles.



Conclusions

Un ordre général d'alarme CARBURA existe au niveau cantonal. Ce document règle les modalités d'intervention pour la police, les pompiers, la protection civile, etc.

Plusieurs documents officiels permettent de créer les conditions favorables afin de s'assurer que les mesures de sécurité soient prises. Par exemple, nous pouvons citer l'ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs (OPAM), ou l'ordonnance concernant les prescriptions de sécurité pour les installations de transport par conduites (OSITC).

Les dépôts sont contrôlés périodiquement par la Police du feu. Lors de ces inspections, tous les systèmes de sécurité sont testés, soit l'alarme sonore, la transmission au SIS, les buses d'extinction situées en haut des citernes, les lances permettant d'injecter de l'eau (avec de la mousse) dans les bassins de rétention, etc. Chaque installation dispose d'un plan d'intervention et l'identification du contenu des réservoirs est affichée bien en vue, par exemple vers le poste central d'extinction ou à l'entrée principale du dépôt, il indique clairement le contenu de chaque réservoir qui est doté d'un numéro bien visible.

Des exercices d'engagement sont effectués régulièrement afin de contrôler le bon fonctionnement des installations, ceci en collaboration avec le SIS et la Compagnie des pompiers de Vernier.

Lors de la commission de la sécurité du Conseil municipal, le 5 octobre 2021, un collaborateur du Service cantonal de l'environnement et des risques majeurs était présent afin de répondre aux questions des commissaires et expliquer les points ci-dessus. Il a précisé dans ce cadre que les produits n'explosent pas, mais brûlent. Les risques sont donc liés quasi exclusivement à des incendies et non à des explosions.

La motion M 096 – 21.04 est ainsi close.

Martin STAUB
Conseiller administratif

M. TOMBOLA, Président : nous avons reçu une réponse du Conseil administratif à la motion M 096 – 21.04 « quels sont les risques liés aux citernes à Vernier ? ».

11.D) RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA MOTION M 107 – 21.05 « PROTÉGEONS LES PIÉTONS DES DANGERS DE LA CIRCULATION SAUVAGE SUR LES TROTTOIRS » (M 107 A – 21.12)

Réponse du Conseil administratif à la motion M 107 – 21.05

déposée par Madame Vida AHMARI, Messieurs François AMBROSIO, Claude ANGELOZ,
Nicolas AUBERT, Howard NOBS et Daniel NOËL, Conseillers municipaux

relative à l'objet suivant :

PROTÉGONS LES PIÉTONS DES DANGERS DE LA CIRCULATION SAUVAGE SUR LES TROTTOIRS

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

La Police municipale s'est saisie de cette problématique de manière proactive au début de l'année 2021. C'est ainsi qu'un document d'information (annexe 1) a été distribué dans les écoles début mars. La deuxième phase a consisté à insérer ces mêmes informations dans le journal ActuVernier du mois d'août.

Monsieur Serge DAL BUSCO, Conseiller d'État en charge du Département des infrastructures, a présenté en mai dernier, aux Maires et Conseillers-ères administratifs-ves, les campagnes cantonales qui démarraient relatives au stationnement illégal des deux-roues motorisés sur les trottoirs et au respect des bons comportements des usagers de la mobilité douce.

Ces campagnes contiennent quatre axes de communication :

- 1. Communiqué de presse (en corrélation avec la campagne 2 RM) ;*
- 2. Trois actions de terrain « GE-RESPECTE » (semaine 23, 26 et 31, soit dès la mi-juin).
Distribution de cravates (annexe 2) ;*
- 3. Création d'un guide pratique à l'attention des usagers de la mobilité douce (annexe 3) ;*
- 4. Approche ludo-pédagogique par le biais de quizz.*

Trois thèmes principaux sont abordés :

- 1. La sécurité personnelle et le bon entretien des engins ;*
- 2. Les bons comportements et le respect des règles ;*
- 3. Le respect mutuel entre les différents usagers.*

Après l'été, les campagnes ont été intensifiées dans un premier temps par des messages préventifs, et ensuite avec une phase répressive aux niveaux cantonal et communal par les services de police et le Service du stationnement.

Forte de ces informations, la Police municipale appuie la portée de ces deux campagnes.

Le Service de la sécurité s'assure de la réception des documents du Canton, afin de les publier, avec l'appui du Service de la culture et de la communication, dans ActuVernier et sur les réseaux sociaux.

La motion M 107 – 21.05 est ainsi close.

Martin STAUB
Conseiller administratif

Annexe 1 – Document distribué dans les écoles



E-TROTT (trottinette électrique)

E-BIKE LENT (vélo électrique lent, max. 25 km/h ou 500Wh)



ÂGE Dès 14 ans (interdit pour les enfants plus jeunes).

PERMIS Entre 14 et 16 ans, l'utilisateur doit posséder un permis de conduire de la catégorie M (cyclomoteur). Plus de 16 ans – aucun permis de conduire n'est nécessaire.

UTILISATION Utilisation uniquement sur la route et les pistes cyclables. Circulation interdite sur les trottoirs.

SÉCURITÉ Le casque de sécurité est recommandé mais pas obligatoire.

E-BIKE RAPIDE (vélo électrique rapide, max. 45km/h ou 1000Wh)



ÂGE Dès 14 ans (interdit pour les enfants plus jeunes).

PERMIS L'utilisateur doit posséder un permis de conduire de la catégorie M (cyclomoteur).

UTILISATION Utilisation uniquement sur la route et les pistes cyclables. Circulation interdite sur les trottoirs. Le E-Bike doit être porteur d'une plaque d'immatriculation.

SÉCURITÉ Le casque de sécurité est obligatoire.

HOVERBOARD / MONOROUPE / E-SKATE



ÂGE Pas de restriction d'âge.

PERMIS Aucun permis de conduire n'est nécessaire.

UTILISATION Utilisation uniquement dans l'espace privé. Utilisation sur la voie publique, les préaux d'école et les parcs interdite.

SÉCURITÉ Le casque de sécurité est recommandé mais pas obligatoire.

VERNIER
Une Ville pas Commune

Police municipale
022 308 06 55
police-municipale@vernier.ch

Suivez-nous
Ville de Vernier
www.vernier.ch

Annexe 2 – Flyer concernant le parage des 2 roues

UN VÉHICULE BIEN GARÉ CONTRIBUE AU RESPECT ET À LA SÉCURITÉ !

LES MOTOS ET SCOOTERS NE SONT PAS AUTORISÉS À STATIONNER HORS DES EMPLACEMENTS QUI LEUR SONT DESTINÉS.

RAPPEL DE LA LOI
Les véhicules deux-roues motorisés sont des véhicules automobiles qui sont soumis à la loi fédérale sur la circulation routière (LOR) et à ses ordonnances.
Art. 41 Alinéa, tiers OCS

- Le parage des autres véhicules (que les cycles) sur le trottoir est interdit, à moins que des signaux ou des marques ne l'autorisent expressément. À défaut d'une telle signalisation, ils ne peuvent s'arrêter sur le trottoir que pour charger ou décharger des marchandises ou pour laisser monter ou descendre des passagers; un espace d'au moins 1m50 doit toujours rester libre pour les piétons et les opérations doivent s'effectuer sans délai.

UNE CRÉATION MASSIVE DE PLACES DE STATIONNEMENT
Depuis 2014, plus de 4'200 places pour les deux-roues motorisés ont été créées, afin de combler le manque existant. En 2019 en particulier, une action massive de création de places a été entreprise dans les zones densées du centre-ville de Genève et Carouge principalement avec l'ajout de quelque 2'000 emplacements en voirie et en ouvrage.

Ces places sont gratuites sur la voie publique et peu coûteuses dans les parkings, qui offrent par ailleurs une protection accrue pour les véhicules. Chacun peut ainsi trouver une solution à proximité de sa destination, tout en respectant les règles en vigueur.

L'objectif est de libérer les trottoirs et les espaces publics piétonniers des deux-roues motorisés, afin de faire respecter la loi et de garantir la sécurité et le confort des piétons, en particulier les personnes âgées ou à mobilité réduite et les enfants.

En effet, l'espace y est limité et le parage illégal des motos et scooters entre en concurrence avec d'autres usages et utilisateurs.

EN 2021, LE CONTRÔLE DU STATIONNEMENT VA ÊTRE RENFORCÉ ET LES DEUX-ROUES MOTORISÉS MAL GARÉS SERONT AMENDÉS.

STATIONNER EN OUVRIAGE
Les parkings publics accessibles à l'heure proposent une tarification avantageuse: CHF 1.- par tranche de 3 heures. Des abonnements mensuels et annuels sont aussi disponibles dans de nombreux ouvrages.

ABONNEMENT MULTIPARKINGS ANNUEL
L'abonnement multiparkings annuel permet de stationner son deux-roues motorisé dans de nombreux parkings à Genève pour CHF 600.-/an. L'usage s'y étend plus besoin de prendre un ticket ni de passer par la caisse. Le nombre de parkings inclus dans cet abonnement est régulièrement étendu. Il est actuellement disponible dans les parkings suivants:
Alpen, David-Dufour, Gare de Chêne-Bourg, Gare des Eaux-Vives, Garmisch, Héli, Hôtel des Alpes, L'Arrière-Pensée, P+R Genève-aéroport, P+R Genève, Place de Commerce, Place de Montparnasse, Quai Ernest-Ansermet, Saint-Antoine, Unis Dufour, Uni-Mail, Val d'Ane.

UN VÉHICULE BIEN GARÉ CONTRIBUE AU RESPECT ET À LA SÉCURITÉ !

LES MOTOS ET SCOOTERS NE SONT PAS AUTORISÉS À STATIONNER HORS DES EMPLACEMENTS QUI LEUR SONT DESTINÉS.

EN 2021, LE CONTRÔLE DU STATIONNEMENT VA ÊTRE RENFORCÉ ET LES DEUX-ROUES MOTORISÉS MAL GARÉS SERONT AMENDÉS.

+ de 4'200
Places créées
entre 2014 et 2020

2'000
Places créées
en 2019

500
Places en ouvrage
créées entre 2018 et 2020

+ de 13'500
places
en 2021

+ de 1'700
places

FONDATION DES PARKINGS

SECTEUR CANTONAL DES TRANSPORTS
CH-1201 GENEVE 1 - 022 340 81 01 - transport@canton-ge.ch
FONDATION DES PARKINGS
T +41 22 827 44 55 - info@fondationparkings.ch

VISUELS - CRAVATES



Annexe 3 – Document concernant le comportement à adopter par les cyclistes

MOBILITÉ DOUCE:
(RE)DÉCOUVREZ LES
BONS COMPORTEMENTS
À ADOPTER LORS DE
VOS DÉPLACEMENTS.

transports.ge.ch

SE DÉPLACER À VÉLO:
RAPPEL DES RÈGLES

- CONFORMEZ-VOUS AUX FEUX ET À LA SIGNALISATION ROUTIÈRE**
- RESPECTEZ LES AUTRES USAGERS DE LA ROUTE**
- INDIQUEZ CLAIREMENT VOS CHANGEMENTS DE DIRECTION ET ADAPTEZ VOTRE VITESSE**
- POUR VOTRE SÉCURITÉ:**
 - Votre vélo doit être en parfait état, avec des freins et un éclairage adapté,
 - Le port du casque est recommandé,
 - Le casque est obligatoire pour les vélos électriques «rapides» > de 25 km/h



M. TOMBOLA, Président : nous avons reçu une réponse du Conseil administratif à la motion M 107 – 21.05 « Protégeons les piétons des dangers de la circulation sauvage sur les trottoirs ».

Nous pouvons passer au point 12) de l'ordre du jour.

12. RÉSOLUTIONS

12.A) CONFÉRENCE SUR LA CRISE CLIMATIQUE (M. BRINER, MMES BOBILLIER, COMPAGNON KAUFMANN, DAHLAB, LANZILAO, SCHAUFELBERGER ET M. AUBERT) (R 143 – 21.12)

CONFÉRENCE SUR LA CRISE CLIMATIQUE

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

La formidable envolée technologique de notre ère, notre capacité à nous déplacer rapidement, le développement du tertiaire dans notre économie ont toujours été vues comme un progrès majeur pour notre société. Et c'est vrai qu'il y a du bon à y vivre.

*Malheureusement, comme le rapport du **club de Rome** le mentionnait déjà dans les années 80, une croissance sans limite mettra en danger tant nos sociétés que notre environnement.*

Nous voilà **40 ans** plus tard, avec toute une série de preuves irréfutables que la température mondiale prend la mauvaise pente, et ce malgré les différents accords... Kyoto, Paris qui n'ont jamais infléchi nos émissions de gaz à effet de serre.

Les scientifiques puis les politiques parlent **d'urgence** climatique, mais vous comme moi n'avons pas réellement la même perception de cette urgence. Certains pensent que ça va passer comme c'est venu, d'autres font des efforts comme ne plus imprimer les e-mails ou ne plus utiliser de paille en plastique, les plus conscients changent carrément leurs habitudes. Par exemple, ils **chauffent moins** leur appartement, ils **s'interdisent de voyager loin** et se baladent à vélo, ils consomment **local, bio et avec moins de viande** ou ils ré-emploient les objets de la vie courante.

Dans l'éventail des actions, un individu a pris une position courageuse. Quelqu'un qui demande simplement que le problème de la crise climatique soit pris en compte avec tout le sérieux nécessaire. Et quoi de plus normal que de s'assurer que ceux qui prennent des décisions le fassent **en toute connaissance de cause**.

Cet homme, il s'appelle Guillermo Fernandez. Il est abasourdi par le manque de sérieux avec lequel on traite la crise climatique. Depuis peu, il a réalisé ce qu'allait être le futur, il a imaginé la situation infernale dans laquelle ses enfants seraient. Brisé dans son âme par ce désenchantement, il milite comme il peut mais avec toute la conviction possible. **Sa grève de la faim, il l'a finalement levée depuis que les dirigeants de notre pays se sont engagés à organiser la présentation de la réalité des faits à l'assemblée fédérale au complet.**

Nous tous devons absolument avoir une base commune de connaissances qui reposent sur des faits scientifiques établis, **si ensemble, nous voulons décider des actions à mener**. Dans ce sens, nous nous rallions aux idées de M. Fernandez sur l'importance d'acquérir une bonne compréhension.

Par ces motifs, le Conseil municipal de Vernier

déclare

que l'Association des communes genevoises devrait :

- 1 organiser une conférence s'appuyant sur les rapports des offices suisses, sur les rapports du GIEC et sur les rapports de l'organisation mondiale de la météo ;
- 2 ouvrir cette conférence à tou·te·s les élu·e·s communaux du canton de Genève ;
- 3 enregistrer et donner libre accès à cette conférence ;
- 4 réaliser une conférence tordant le cou aux idées reçues ;
- 5 mettre en avant l'effort à fournir pour atteindre le 1.5/2° mondial ;
- 6 organiser une telle conférence d'ici à juillet 2022.

M. TOMBOLA, Président : le Bureau vous propose de voter cette résolution immédiatement. J'ouvre un tour de préconsultation.

M. BRINER, vous avez la parole. Brièvement.

M. BRINER : merci M. le Président.

Lorsqu'on parle de climat, tout le monde a son avis sur ce qu'il faut faire ou pas. Certains d'entre nous imaginent que cela va avoir beaucoup d'impact, que c'est cyclique ou que cela ne va pas durer longtemps.

Le Club de Rome, dans les années 70, avait alarmé sur le risque d'une croissance sans limite. Puis, en 1990, le premier rapport du GIEC relevait les risques des gaz à effet de serre, et c'est à partir de cette date que l'on peut dire que la communauté scientifique a un consensus sur le sujet climatique.

Depuis trente ans, ce consensus scientifique s'est maintenu et les modèles de prédiction se sont largement améliorés.

Notre Conseil se doit d'avoir des informations de qualité, de savoir quels sont les faits scientifiques, de savoir par exemple quels sont les scénarii pour les augmentations de température d'un à deux degrés, de connaître la période de temps estimé avant de retrouver des températures d'un degré, des exemples du passé où on a déjà vécu ces deux degrés de changement.

L'idée est d'avoir une conférence qui permette de mieux saisir, de mieux comprendre ce à quoi nous risquons d'être confrontés.

J'entends déjà certains d'entre vous me dire que la Suisse est petite, que la Suisse est déjà au top avec ses barrages et que nous faisons du tri. Mais est-ce réellement suffisant ?

Ne nous aveuglons pas par certitude et assurons-nous de réellement savoir car, comme certains le disent, il n'y a pas de planète B.

Pour ces raisons, je vous invite à accepter cette résolution, pour que notre Conseil sache, et c'est là le cœur de cette demande. Savoir. Savoir ensemble pour mieux agir.

M. TOMBOLA, Président : je vous remercie M. BRINER.

M. NOBS et puis M. MAGNIN. M. NOBS, vous avez la parole.

M. NOBS : merci M. le Président.

Chers Collègues, comme vous le savez, du 1^{er} au 13 novembre, a eu lieu la conférence de Glasgow sur les changements climatiques, la fameuse COP 26, dont le bilan a été qualifié d'être en demi-teinte par les observateurs.

Il a été piquant d'observer à cette occasion qu'on avait vu tous les chefs d'État venir en jet privé. Je crois qu'on avait recensé deux cents jets privés pour parler de climat. C'était assez paradoxal.

Donc, la résolution qui nous est présentée ce soir demande en gros à notre très appréciée et locale ACG de suppléer aux carences des États en organisant une conférence sur la crise climatique.

Merci à cette association, dont le but statutaire est de représenter les intérêts des communes membres, de faire entendre raison aux superpuissances.

Je vous rappelle qu'au niveau des émissions de CO₂, la Chine c'est 29%, les États-Unis 14%, la Suisse 0,11% des émissions de CO₂ mondiales. Alors parmi ces 0,11%, j'ignore quelle est la part de Genève et de notre Commune.

On dit que l'on ne fait rien pour le climat. Mais on progresse. Les émissions de la Suisse ont diminué de 2% depuis 1990. Vous me direz, certes, 2% ce n'est pas beaucoup, mais il faut prendre en considération que depuis 1990 la Suisse a accueilli 1,73 millions de personnes supplémentaires. La population a augmenté de 1,73 millions de personnes, essentiellement dû aux flux migratoires.

Donc, un peu de bon sens ce soir. Laissons l'ACG se concentrer sur ses buts statutaires. Je crois qu'elle a d'autres chats à fouetter, d'autres tâches à accomplir en vertu des tâches qui lui sont dévolues par le droit cantonal. Sinon, on ouvre la boîte de pandore et nous pourrions tout lui demander. Alors,

demandons à l'ACG de résoudre le conflit israélo-palestinien. Demandons à l'ACG de veiller aux droits des minorités LGBT au San Salvador ou que sais-je.

Je vous invite à refuser ce projet de résolution. Merci.

M. TOMBOLA, Président : merci M. NOBS.

M. MAGNIN, vous avez demandé la parole.

M. MAGNIN : je vous remercie M. le Président.

Il n'est pas rare qu'en politique on ait envie de tordre le cou, ce n'est pas tout le temps à nos adversaires, parfois même à nos alliés. Cela dit, tordre le cou aux idées me pose un problème majeur, parce que chacun a le droit d'avoir des idées et que le principe même d'une démocratie est précisément d'avoir une confrontation des idées, seraient-elles reçues.

Je l'ai déjà dit au Bureau. Avec le point 4, je refuserai de voter votre projet.

Sur le fond, je suis toujours très inquiet quand on commence à donner des ordres à des institutions qui ne sont pas les nôtres. Nous n'avons qu'à assumer ce que nous faisons et ne pas demander aux autres de faire ce que nous pensons utiles de faire.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : merci M. MAGNIN.

Y a-t-il une autre prise de parole ? Si ce n'est pas le cas, je passe d'abord au vote de la prise en considération.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la résolution R 143 – 21.12 sont priés de lever la main.

La prise en considération de la résolution R 143 – 21.12, Conférence sur la crise climatique, est acceptée par 17 OUI (10 SOCIALISTES, 4 VERT.E.S, 2 PLR, 1 I) et 13 NON (3 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 4 MCG, 2 ALTERNATIVE, 1 PLR, 3 UDC).

M. TOMBOLA, Président : j'ouvre la discussion sur le vote immédiat.

M. BRINER, vous avez la parole. Essayez d'être bref ! Il est déjà 23h42.

M. BRINER : en fait, je voulais répondre à M. MAGNIN.

J'ai essayé de rendre la résolution la moins politisée possible. J'entends que c'est peut-être un problème pour vous l'aspect de tordre le cou. J'aurais peut-être pu dire « mettre fin à des idées reçues ».

Mon but premier dans cette rédaction était que la conférence soit pragmatique pour les gens, qu'il n'y ait pas que des chiffres, que l'on puisse simplifier au maximum le discours.

C'était un point parmi tant d'autres. Si supprimer ce point peut faire que le groupe PDC-VERT'LIBÉRAUX nous suive, c'est avec plaisir que je l'enlèverai.

M. TOMBOLA, Président : nous avons une proposition du déposant de la résolution, la suppression du point 4 du déclare : « *réaliser une conférence tordant le cou aux idées reçues* ». Effectivement, diplomatiquement, nous pouvons faire autrement.

Celles et ceux qui acceptent la suppression du point n°4 du déclare sont priés de lever la main.

L'amendement à la résolution R 143 – 21.12, Conférence sur la crise climatique, est accepté par 29 OUI (10 SOCIALISTES, 4 VERT.E.S, 3 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 4 MCG, 1 ALTERNATIVE, 3 PLR, 3 UDC, 1 I) et 1 abstention (1 ALTERNATIVE).

M. TOMBOLA, Président : Mme la Secrétaire, pouvez-vous lire le déclare pour le vote immédiat.

Mme COVER, Secrétaire :

le Conseil municipal

déclare :

que l'Association des communes genevoises devrait :

- 1 *organiser une conférence s'appuyant sur les rapports des offices suisses, sur les rapports du GIEC et sur les rapports de l'organisation mondiale de la météo ;*
- 2 *ouvrir cette conférence à tou-te-s les élu-e-s communaux du canton de Genève ;*
- 3 *enregistrer et donner libre accès à cette conférence ;*
- 4 *mettre en avant l'effort à fournir pour atteindre le 1.5/2° mondial ;*
- 5 *organiser une telle conférence d'ici à juillet 2022.*

Mme COVER, Secrétaire : j'en ai terminé M. le Président.

M. TOMBOLA, Président : merci Mme la Secrétaire.

Celles et ceux qui acceptent la résolution amendée sont priés de lever la main.

La résolution R 143 – 21.12, Conférence sur la crise climatique, est acceptée par 17 OUI (10 SOCIALISTES, 4 VERT.E.S, 3 PDC-VERT'LIBÉRAUX), 12 NON (4 MCG, 1 ALTERNATIVE, 3 PLR, 3 UDC, 1 I) et 1 abstention (1 ALTERNATIVE).

M. TOMBOLA, Président : nous passons au point 13) de l'ordre du jour.

13. INTERPELLATIONS

M. TOMBOLA, Président : il n'y a pas d'interpellation.

Nous pouvons passer au point suivant.

14. QUESTIONS ÉCRITES

14.A) WINDOWS 11 & MSOFFICE DANS NOTRE ADMINISTRATION (M. BRINER, MME BOBILLIER, M. AMBROSIO) (QE 144 – 21.12)

WINDOWS 11 & MSOFFICE DANS NOTRE ADMINISTRATION

J'ai appris que Windows 11 allait arriver d'ici peu dans les bacs. Avec l'arrivée prochainement de Windows 11, j'ai appris que cette nouvelle version du système d'exploitation requiert des composants spécifiques (type de processeur, TPM 2.0...). À ce titre, j'aimerais savoir si le matériel de la commune devra être remplacé.

Si oui, combien d'éléments, de quel type, pour quelle somme estimée.

De plus, afin de mieux comprendre l'environnement de l'infrastructure technologique, je souhaite savoir :

- *Quels sont les programmes nécessitant Windows,*
- *Quels sont les documents Excel de grande complexité, par exemple :*
 - *avec beaucoup de macro,*
 - *utilisant des VB scripts,*
 - *pilotant des bases de données.*

M. TOMBOLA, Président : nous avons reçu sur le siège la question écrite QE 144 – 21.12 « Windows 11 & MSOFFICE dans notre administration » déposée par M. BRINER, Mme BOBILLIER et M. AMBROSIO.

14.B) RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA QUESTION ÉCRITE QE 134 – 21.11 « LETTRES DU CIMETIÈRE » (QE 134 A – 21.12)

Réponse du Conseil administratif à la question écrite QE 134 – 21.11

déposée par Monsieur Gilles-Olivier BRON, Conseiller municipal

relative à l'objet suivant :

LETTRES DU CIMETIÈRE

QUESTION

J'ai été interpellé dernièrement par une connaissance dont un membre de sa famille est décédé dernièrement. Elle s'étonne du montant facturé pour la plaque de columbarium, à savoir CHF 22.00 par lettre. Par ailleurs, elle n'a pas eu le choix de l'artisan qui lui a été imposé par l'administration, en vertu de l'art. 50 du règlement communal sur les cimetières. C'est ainsi un montant d'environ CHF 700.00 H.T. (précisément CHF 734.50 après ajout de la TVA) que cette personne a dû déboursier uniquement pour l'inscription (nom, prénom, dates de vie). Ayant eu connaissance de la facture, je précise qu'elle ne concernait que la pose des lettres, sans nulle mention d'un prix pour la plaque de marbre.

Sachant que la Commune offre la gratuité de l'ensevelissement mais impose dans le même temps un marbrier, on peut s'étonner du coût important à la charge de personnes souvent aux revenus modestes. Par ailleurs, le prix serait-il moindre si la commune n'imposait pas une certaine taille de caractères ou de l'aluminium éloxé.

Dès lors, mes questions sont les suivantes :

- 1 Si je comprends bien l'intérêt d'avoir des inscriptions similaires, ne serait-il pas possible d'offrir aux familles des défunts le choix dans l'entreprise de marbrerie et/ou dans la matière des inscriptions ?*
- 2 Y a-t-il eu un appel d'offres pour le choix du marbrier ? Ou s'agit-il d'une volonté délibérée de la commune de mandater à cet effet un artisan établi sur la commune ?*
- 3 Est-ce que la commune paie tout ou partie de la facture pour les ménages les plus modestes ?*

RÉPONSE

- 1 La pratique adoptée par la Ville de Vernier vise à conserver un visuel harmonieux. Sa mise en application remonte à plusieurs années déjà.*

Selon le règlement municipal des cimetières, les familles doivent s'adresser à l'administration communale pour l'exécution des inscriptions ou pour la fourniture du porte-fleurs officiel. La Ville de Vernier suggère de ce fait un marbrier. Une réflexion est en cours afin de faire évoluer cette pratique.

Les plaques de fermeture en marbre restant la propriété de la Ville de Vernier, elles ne sont pas facturées aux familles. Elles ne doivent comporter aucune autre inscription que celles indiquant les noms de famille, les prénoms, les années de naissance et de décès des personnes dont l'urne cinéraire est déposée dans la case, ainsi que le numéro de l'emplacement.

- 2 Jusqu'en 2011, la Ville de Vernier mandatait l'entreprise MELLO. Suite à l'annonce d'une hausse des tarifs par celle-ci, la Ville de Vernier a décidé de remettre en cause cette collaboration en consultant la concurrence.*

Le choix de la Ville de Vernier s'est alors porté sur la marbrerie Ph. BAERLOCHER Sàrl, vu les tarifs proposés, d'une part, et l'implantation de cette entreprise sur le territoire verniolan, d'autre part.

Pour information, la marbrerie Ph. BAERLOCHER Sàrl applique les tarifs suivants :

- CHF 22.00 par caractère ;*
- CHF 120.00 le porte-fleurs (en option).*

La marbrerie Ph. BAERLOCHER Sàrl est effectivement un artisan établi sur la Commune de Vernier.

Au surplus, elle ne facture pas le transport, ni la dépose et la repose de la plaque, lesquels étaient, à l'époque, facturés CHF 60.00 par l'entreprise MELLO.

- 3 *La facture relative à l'inscription de la plaque de fermeture du columbarium n'est pas comprise dans la prise en charge des frais d'obsèques par la Ville de Vernier. Ceci, au même titre que le monument ne serait pas pris en charge lors d'une inhumation, en vertu de la convention entre les Pompes funèbres officielle de la Ville de Genève et la Ville de Vernier relative au service funèbre.*

La question écrite QE 134 – 21.11 est ainsi close.

Mathias BUSCHBECK
Maire

M. TOMBOLA, Président : nous avons reçu la réponse du Conseil administratif à la question écrite QE 134 – 21.11 « Lettres du cimetière » de M. BRON.

Nous pouvons passer au point suivant de l'ordre du jour.

15. QUESTIONS ORALES

M. TOMBOLA, Président : y a-t-il des questions orales ?

M. MAGNIN, vous avez la parole.

M. MAGNIN : je vous remercie.

Je remercie le Président et le Conseil administratif de nous avoir organisé une petite marmite puisque, pour la première fois je crois – je ne sais pas si nous l'avons fait l'année dernière –, nous n'avons pas procédé au bris de la marmite, et j'en suis extrêmement non pas fâché mais triste parce que ce sont de vieilles traditions que nous devrions faire perdurer. Grâce à un sale vibrion qui nous chagrine tous, nous sommes obligés d'y renoncer.

Ma question est un poil différente. C'est qu'au fond je constate que celle qui nous a été offerte – et je vous en remercie – vient de la Migros. On a même le prix dessus. C'est un peu moins galant de nous le préciser mais ce n'est pas grave. Mais pourquoi n'avons-nous pas utilisé nos chocolatiers sur Vernier ? C'est une simple question. Merci.

M. TOMBOLA, Président : merci M. MAGNIN.

Qui veut répondre ? La réponse viendra à l'occasion.

Qui d'autre a une question orale ? M. AUBERT.

M. AUBERT : merci M. le Président.

Je suis heureux que nous ayons pu siéger dans cette belle salle, qui est grande. En situation de pandémie, ne soyons pas trop proches.

Par contre, pour la prochaine séance - je vois que tout le monde est en doudoune et a froid depuis un bon moment -, je trouverais quand même bien qu'une séance du Conseil municipal puisse se dérouler dans de meilleures conditions, c'est-à-dire avec une température plus ou moins normale.

Je vous remercie.

M. TOMBOLA, Président : merci M. AUBERT.

M. le Conseiller administratif veut répondre.

M. STAUB, Conseiller administratif : pour les marmites, le Secrétaire général vient de nous dire que ce n'était pas prévu. Nous avons dû nous arranger dans l'urgence. Nous verrons pour la prochaine fois.

Pour la question de M. AUBERT. M. AUBERT, déjà mettez votre masque jusque sur le nez !

Ce sont des conditions normales quand il y a le COVID. C'est l'aération nécessaire pour les conditions de sécurité pour vous, pour vos proches.

Donc, non, nous n'allons pas augmenter la température parce que nous faisons de l'aération pour que vous puissiez au minimum revenir chez vous en santé.

Je suis désolé de mon énervement, mais ce genre de déclaration n'est franchement pas à la hauteur des enjeux.

M. TOMBOLA, Président : merci M. le Conseiller administratif.

Y a-t-il une autre question orale ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous arrivons au terme de notre séance du Conseil municipal. Je tiens à vous remercier pour la qualité de vos débats et votre travail durant toute cette année.

Je vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année et un bon retour chez vous.

La séance est levée à 23h49.

Sylviane COVER
Secrétaire

Jean-Pierre TOMBOLA
Président